

• revue bimestrielle
d'information
et d'analyse

politikā

HORS-SÉRIE



Grand reportage
Kere et changement climatique :
le Sud perd le nord



CHANGEMENT CLIMATIQUE

ALERTE

ROUGE

SOMMAIRE

POLITIQUE

- 5. Interview.** **Baomiavotse Vahinala Raharinirina, Ministre de l'Environnement et du Développement durable :** « Madagascar est vulnérable économiquement, tout en étant victime du changement climatique »
- 9. Analyse.** **Justice climatique.** Pays pollueurs, levez-vous !
- 10. Interview.** **Lovakanto Ravelomanana, Directrice BNCCCRedd+ :** « Le changement climatique est une réalité »
- 13. Étude.** **Étude sur la couverture médiatique et de la perception citoyenne des sujets ayant trait au changement climatique**

ÉCONOMIE

- 17. Analyse.** **Redressement économique.** La relance verte comme unique option
- 19. Interview.** **Haingosoa Hortencia Antoinésie, Vice-ministre en charge de la Reforestation auprès Medd :** « Notre niveau d'éducation environnementale est faible »
- 22. Analyse.** **Démocratisation du gaz butane.** Un travail de titan
- 24. Interview.** **Vola Rakotondrazafy, représentante pays de l'Onudi:** « L'industrie verte exige une implication effective du secteur privé »
- 26. Interview.** **Jean-Philippe Palasi, Directeur du think-tank Indri Indri :** « Un Américain émet en moyenne 130 fois plus de CO₂ qu'un Malgache ! »

SOCIÉTÉ

- 30. Analyse.** **Énergie et changement climatique.** Les syndicats appelés à muter
- 32. Interview.** **Natasha Van Rijn :** « L'enjeu est d'adopter une approche intégrée dans le grand Sud »
- 35. Agriculture résiliente.** **Approche systémique et action collective**
- 37. Interview.** **Romy Voos Andrianarisoa** « Le meilleur moment pour sauver la biodiversité était hier ! »

GRAND SUD

- 41. Analyse.** **Déboussolé, le grand Sud perd le Nord.**
- 42. Analyse.** **Urgence et développement.** Développer, réduire et ordonner... les actions
- 43. Analyse.** **Polygamie.** Une culture qui renforce la pauvreté ?
- 44. Interview.** **Soja Tsimandilatsy Lahimaro, gouverneur de la région Androy :** « Malgré la présence active de plusieurs acteurs de l'humanitaire dans la région, le problème reste entier »
- 48. Analyse.** **Réfugiés climatiques.** Une histoire de survie
- 49. Interview.** **Keron Idéalson, député élu à Ampanihy Ouest :** « Nous nous sentons reclus et négligés »
- 51. Récit.** **CCOK.** Un an après, quels impacts, quel bilan ?
- 52. Récit.** **Ifotaky, Amboasary.** Les oubliés de Tsarapioka Tranovato
- 54. Récit.** **Eau secours !**
- 56. Interview croisée.**
- 60. Analyse.** **Gouvernance.** Des communes sous perfusion
- 62. Portrait.** **Liamare : les difficultés au féminin**



Liamare, le kere et l'iPhone

Quel est le rapport entre un iPhone 13 et Liamare, mère de famille et habitante de Maroalopoty, un village de l'Androy sévèrement frappé par le kere ?

Et bien, c'est simple et compliqué à la fois. Un iPhone est un produit « *made in world* ». L'écran tactile est produit au Japon et en Corée du Sud, comme le processeur ; le système Wi-Fi, aux États-Unis. L'électromécanique est issue d'usines en France, au Japon et en Italie. L'appareil photo est conçu et produit au Japon et aux États-Unis... Le tout est assemblé en Chine. Une étude révèle qu'un iPhone émet entre neuf et 93 kg de CO₂ selon le modèle, tout au long de sa durée de vie fixée par Apple à trois ans. 80% de ces émissions sont le fruit de la production de l'appareil, 17% proviennent de l'utilisation en elle-même, 2% pour le transport et 1% pour le recyclage.

Prenons ce schéma et appliquons-le sur d'autres produits : télévision, climatiseur, frigo et d'autres biens de consommation qui nécessitent de l'énergie aussi bien pour leur production que pour leur fonctionnement. Nous obtenons l'immense bazar climatique qui nous frappe de plein fouet. Ce qui conduit à une pollution qui dérègle le climat et entraînant une grosse incidence dans le Sud de Madagascar et dans d'autres pays, dont la population, pour la plus grande majorité, ne pourra se payer un iPhone. Pour Liamare et sa famille, ce sont des artifices à des prix prohibitifs, mais dont la production a un coût énorme sur leur vie.

L'industrie est responsable de plus de la moitié des émissions totales de certains polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre. Sans oublier d'autres impacts environnementaux importants, notamment le rejet de polluants dans l'eau et le sol, la production de déchets et la consommation d'énergie. Le réchauffement climatique coïncide avec les débuts de la révolution industrielle et surtout avec l'usage de plus en plus intensif des énergies fossiles (gaz, pétrole, charbon), fortement génératrices de gaz à effet de serre. L'industrialisation a permis à beaucoup de pays, notamment ceux du Nord, d'améliorer

leurs conditions de vie et de devenir prospères, mais au prix d'un chamboulement dramatique du climat.

Il est temps de payer la facture. À l'heure du bilan, le constat est implacable. Malgré les gesticulations, la plupart des actions initiées ne sont que des saupoudrages. Les pays pollueurs – l'Occident et les nations asiatiques émergentes en tête – ne feront jamais de concession. Pour eux, la course effrénée au point de croissance est plus importante que l'égard aux pays qui sont victimes de leur méfait.

L'Accord de Paris avait jeté un jalon historique dans cette lutte contre le changement climatique. Le traité international est juridiquement contraignant pour les 196 pays qui l'ont adopté lors de la Conférence des Parties (COP) 21 à Paris, en 2015. En théorie, depuis son entrée en vigueur en 2016, toutes les nations devraient être réunies autour de la cause commune afin d'entreprendre des efforts ambitieux pour lutter contre le changement climatique et s'adapter à ses effets.

Bien que nous ne puissions pas encore parler d'échec, les engagements découlant de l'Accord de Paris sont loin de l'ambition attendue. L'Afrique avait notamment exhorté les pays riches à donner suite à la promesse des pays développés d'accroître le financement de la lutte contre le changement climatique de 100 milliards de dollars d'ici à 2020 pour les pays en développement, conformément à l'engagement pris à Cancun en 2012. La responsabilité des pays pollueurs est engagée, mais le Sud, l'Afrique notamment, doit avoir une capacité d'adaptation beaucoup plus importante et mettre en œuvre des agendas politiques sensibles au changement climatique.

En attendant que les pays pollueurs se réveillent de leur torpeur, Liamare et sa famille continueront à subir les affres du désastre climatique. La COP 26 qui aura lieu à Glasgow, en Écosse, aura un goût spécial après une pandémie qui n'a pas permis à l'humanité – surtout aux pays pollueurs, insistons là-dessus – de tirer des leçons. **P**

Raoto Andriamanambe

Politikā est une publication de



La reproduction, même partielle, des articles et illustrations parus dans Politikā est interdite sans

l'autorisation écrite de l'éditeur.

Politikā décline toute responsabilité pour les documents remis.

Les opinions exprimées dans la revue sont individuelles et n'engagent que leur auteur.

politikā

FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG
DIRECTEUR DE PUBLICATION
Constantin GRUND

DIRECTEUR DE PUBLICATION
ADJOINT
John MIANDRARIVO

COMITÉ DE LECTURE
Daniellah ANDRIAFELINIONY
Dominique RAKOTOMALALA
Hanta ANDRIANASY
Jean Aimé RAVELOSON
John MIANDRARIVO
Constantin GRUND

ASSISTANTE DE RÉDACTION
Sandy RAZAFINDRABE

ASSISTANTES DE PROJET
Dominique RAMANDIMBILAHATRA
Onja Fanoitra RAKOTOMALALA

BECOM EDITIONS ET
COMMUNICATION
DIRECTEUR GÉNÉRAL FONDATEUR
Tanteliarimiza RAKOTOMALALA

DIRECTEUR DE CRÉATION
Toky RAJAONA

RÉDACTEUR EN CHEF
Andriamanambe RAO

MISE EN PAGE ET INFOGRAPHIE
DINARIMALALA

ÉQUIPE PERMANENTE
Hilda HASINJO
Karina ZARAZAFY
Van-Lee BEHAJA

CONTRIBUTEURS
Andry RIALINTSALAMA
Hajstiana Elric
Indri

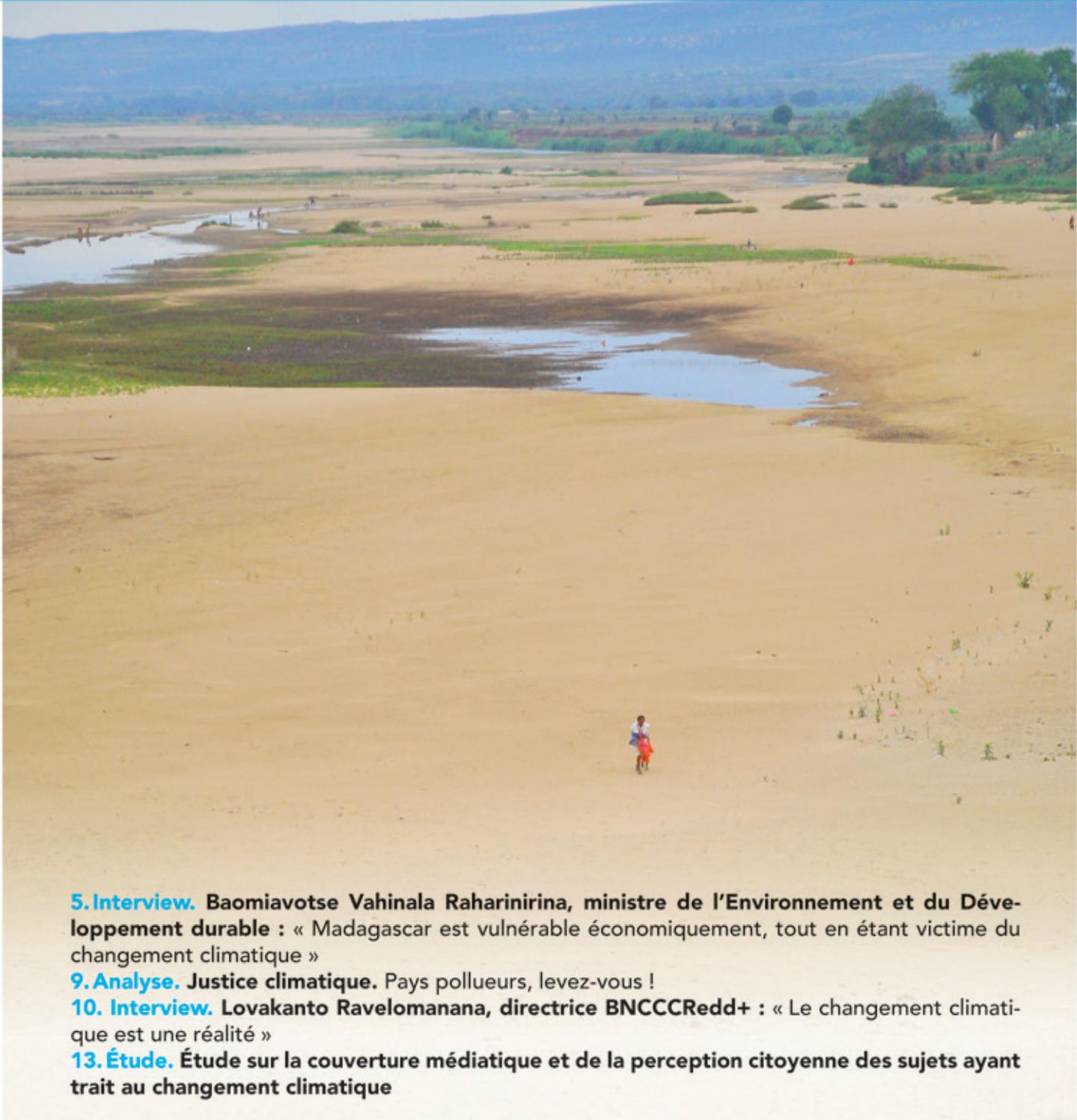
Ivan Mbirimi
José Belalahy
Nissi Rafidimaharo, José Rakotoson,
Stéphanie Rabefiringa, Soloniaina
Makason, Fabrice Hancy, Rova
Ranaivoson et Walter Veriza
Rivonala Razafison
Rojo Fenotina Ranaivoarison, Jeanne

Salma Rasoloariveho, Kiady Itokiana
Rakotomalala et Bako Mahaliana Rabary-
Ranovona

PHOTOS/ILLUSTRATIONS
Andry RANDRIANARY
Felana RAJAONARIVELO
Ihondry RANDRIAMARO
Indri

redaction@politikā.mg
Site web : www.politika.mg
Friedrich-Ebert-Stiftung, Villa
Martrat, Ankadifotsy, Antananarivo
101, Madagascar
Tel : 020 22 344 24
Site web : www.fes.mg

POLITIQUE



5. Interview. Baomiavotse Vahinala Raharinirina, ministre de l'Environnement et du Développement durable : « Madagascar est vulnérable économiquement, tout en étant victime du changement climatique »

9. Analyse. Justice climatique. Pays pollueurs, levez-vous !

10. Interview. Lovakanto Ravelomanana, directrice BNCCCRedd+ : « Le changement climatique est une réalité »

13. Étude. Étude sur la couverture médiatique et de la perception citoyenne des sujets ayant trait au changement climatique

Baomiavotse Vahinala Raharinirina

Ministre de l'Environnement et du Développement durable

« Madagascar est vulnérable économiquement, tout en étant victime du changement climatique »

Baomiavotse Vahinala Raharinirina a été reconduite à la tête du ministère de l'Environnement et du Développement durable (Medd). Elle s'est entretenue avec Politikà sur les questions de réformes environnementales, de conservation et de changement climatique.

RAOTO ANDRIAMANAMBE

Quel message avez-vous porté lors du dernier congrès mondial de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)? Avons-nous eu des retours positifs de cette participation?

Baomiavotse Vahinala Raharinirina (B.V.R.) : Le congrès mondial de l'UICN a été une opportunité très intéressante pour Madagascar. La Grande île a vraiment été à l'honneur. Nous sommes sur la bonne voie de la réforme environnementale. Nous avons besoin d'être écoutés au niveau international, de débattre sur le sujet de la relance post-covid que le monde veut "verte" et "eco-friendly". Madagascar fait face actuellement à un triple défi : la pauvreté, la dégradation de la biodiversité et le changement climatique. Nous devons agir sur ces trois fronts. En même temps, nous contribuons fortement à la solidarité mondiale en matière de justice climatique avec les activités de préservation de l'environnement. Les questions de financement ont été également abordées à l'occasion. Les rencontres ont permis de comprendre que les yeux du monde sont braqués sur Madagascar. Il y a une vraie prise de conscience au niveau mondial qu'un pays comme Madagascar, avec sa biodiversité exceptionnelle, soit unique au monde, mais également vulnérable économiquement et victime du changement climatique. Nous devons faire des efforts au niveau de la

gouvernance pour le secteur environnement afin de rassurer les investisseurs pour cette relance post-covid que leurs investissements seront "safe".

Madagascar est considéré comme un « donateur orphelin » (« orphelin des donateurs ») : un pays qui devrait obtenir beaucoup d'aides au développement, mais qui ne les reçoit pas. Avons-nous des chiffres sur ces investissements présents et futurs?

B.V.R. : La Conférence des parties (COP) 21 a été un moment historique durant lequel tous les pays étaient tombés dans un consensus pour la lutte contre le changement climatique. Les grands pays les plus pollueurs ont fait l'engagement de financer l'adaptation des pays du Sud – comme Madagascar – les plus vulnérables au changement climatique. Une promesse a été donnée notamment par rapport à la question du Fonds vert pour le climat. Malheureusement, le retrait des États-Unis, en plus du désengagement de plusieurs pays, a mis un frein aux efforts enclenchés. Le Fonds vert pour le climat n'a pas eu suffisamment de financements : il y a un gap colossal entre le discours et la réalité. Malgré cela, en 2020, Madagascar a décidé de se positionner et de prendre part à ce premier fonds au niveau mondial qui touche à la question climatique. Il en est de même pour le projet Réduction des émissions dues à la déforestation et à la

dégradation forestière (Redd+), nous avons signé en janvier 2020 avec le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF), étant donné que la Banque mondiale a approuvé la vision portée par le président de la République, considérant le carbone comme étant un bien public. Les revenus doivent ainsi bénéficier directement aux communautés locales.

Ce plaidoyer servira-t-il de déclencheur pour démarrer un mouvement plus important à Madagascar en faveur de l'adaptation et des questions de résilience?

B.V.R. : Effectivement, le discours que nous avons porté au nom de Madagascar à l'UICN était d'alerter le monde sur l'importance de la "solidarité climatique". Ce même discours et ces mêmes éléments de langage seront portés à la COP 26. Ce qui arrive au grand Sud, aux territoires de l'Androy, n'est que la cristallisation d'un problème global. Des régions, des territoires et des populations qui ne sont pas représentés dans les débats internationaux subissent les impacts d'un phénomène dont ils ne sont pas responsables. Maintenant, l'idée est de solliciter cette responsabilité mondiale collective et partagée, et surtout de faire en sorte que Madagascar puisse bénéficier de ce flux financier de compensation et d'appuis techniques sur les questions d'adaptation et d'atténuation. Nous devons développer des politiques pragmatiques. D'ailleurs,



“
*L'aire protégée
du Menabe
Antimena
illustre la vraie
complexité de la
problématique
de la
conservation et
du changement
climatique.*

c'était le but du colloque Émergence grand Sud. L'objectif était, d'abord, de dialoguer avec les principaux acteurs concernés, pour connaître leurs vrais problèmes et leurs préoccupations. Ce qui aiderait ainsi à développer une réponse à la fois politique, mais surtout en termes de plan d'actions, pour s'attaquer réellement aux problèmes de fond de l'Androy. Nous avons délaissé l'approche humanitaire adoptée pendant 40 ans pour aller vers l'approche sur la résilience afin de limiter ces migrations climatiques. Les réponses sont très terre à terre. Par exemple, nous parlons de stabilisation de dunes avec la ceinture verte, de reboisement massif, de "greening" pour l'adaptation. Il faut restaurer l'écosystème, faire des reboisements en bois de chauffe en attendant la possibilité de promotion d'énergies propres et vertes. La mise en place de pipeline sera aussi réalisée, tout comme de vrais projets de vie dans l'agriculture, l'élevage ou l'entrepreneuriat. En somme, il a fallu un changement de paradigme dans l'approche sur le grand Sud de Madagascar.

Vous avez été reconduite à la tête du Medd. Depuis plus d'un an que vous êtes à la tête de ce département, quels défis avez-vous pu relever ? Concrètement, où est-ce que vous avez pu avancer ?

B.V.R. : Ce département fait partie de ceux qui ont connu le plus de "turnover" de ministres dans l'histoire politique de Madagascar. Nous pouvons dire que rester 20 mois dans ce ministère est un signal positif de la part du président de la République et du Premier ministre. Cela traduit le besoin de stabilité dans un ministère fondamental pour le Plan émergence Madagascar (PEM), mais aussi la reconnaissance d'une réforme qui commence à donner ses fruits dans un processus qui a justement besoin de stabilité et de continuité. À noter que ce ministère n'a connu ni grève ni conflit pendant ces 20 mois. Le vrai changement réside aussi dans le fait qu'une ministre technicienne ait été à la tête du département. En effet, les problématiques environnementales qui sont énormément liées aux contextes globaux nécessitent un certain niveau technique, de compréhension et d'analyse ; mais aussi une capacité de plaider et de défense de nos intérêts et de nos valeurs. Dans ce

sens, les techniciens ont été valorisés via un management horizontal qui se tourne davantage vers le capital humain. Il faut être à l'écoute de ses collaborateurs. Ils sont porteurs des efforts qui vont assurer la réussite du contrat-programme. En termes de moyens, plusieurs négociations ont été menées auprès des Partenaires techniques et financiers (PTF). Les directions régionales – auxquelles des rôles fondamentaux ont été attribués – ont bénéficié d'appuis matériels ou de renforcement de capacités. Le Medd s'est également rapproché du secteur privé. Une politique nationale de Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) verra bientôt le jour. Nous pouvons affirmer que l'ensemble de ces initiatives ont permis de multiplier la performance du ministère.

“ Ce département fait partie de ceux qui ont connu le plus de turnover de ministres dans l'histoire politique de Madagascar ”

Abordons la situation de l'aire protégée de Menabe Antimena qui est décrite comme étant dramatique. Quels sont les blocages actuellement ?

B.V.R. : L'aire protégée du Menabe Antimena illustre la vraie complexité de la problématique de la conservation et du changement climatique. Cette conservation est impérative. Cette aire protégée est unique au monde avec 90 % d'endémicité et l'allée des baobabs, un patrimoine mondial qui attire jusqu'à plus de 30 000 touristes par an. Créer un secteur qui génère tant d'emplois est difficile, alors que nous avons la chance d'avoir cette nature qu'il faut valoriser et entretenir. Les phénomènes de migrations climatiques vers le Menabe

Antimena se sont intensifiés depuis 2016. Nous nous retrouvons face à une population qui est prête à tout détruire, à faire la culture du "maïs de la honte" sur une aire protégée. La destruction est irréversible. Nous pouvons restaurer les forêts, mais elles ne reviendront jamais à leur état originel. Le Medd, étant au front face à cette problématique, doit gérer, à la fois les flux migratoires, la lutte contre la criminalité et l'injustice sociale du fait de l'exploitation de ces migrants dans cette filière illicite de culture de maïs. Sur 200 000 ha d'aires protégées, 120 000 ha ont été perdus ! La destruction ne s'arrête pas jusqu'à présent. D'une manière globale, les migrants climatiques arrivent même jusque dans le Nord de l'île, comme à Ambanja, autour d'Ankaranfantsika, avec les mêmes pratiques : défrichage, culture sur brûlis, charbonnage... à grande échelle. Nous ne pouvons pas interdire aux Malgaches de circuler dans le pays, mais nous devons nous attaquer aux racines du problème. Nous avons initié la campagne tolérance zéro, mais avec beaucoup de difficultés. Ainsi, nous devons rapidement trouver une solution en mettant en place une politique d'accueil pour nos réfugiés climatiques. Quelques acteurs viennent en appui, comme l'Organisation internationale de migration (OIM), mais les actions qu'elles mènent ne suffisent pas largement. Pourtant, leur projet est excellent. Il consiste à donner des parcelles de terre pour la pratique de l'agroécologie et de la permaculture. Néanmoins, il ne cible en moyenne que 100 personnes. Or, actuellement une vingtaine de milliers d'individus se sont installés dans le Menabe Antimena. L'OIM travaille beaucoup avec les femmes, mais le "change management" reste assez compliqué. Comment voulez-vous convaincre des personnes qui ont toujours basé leur mode de culture sur le défrichage de migrer vers l'agroécologie ? Mais de manière globale, nous rapporterons ce problème au niveau mondial. Les responsabilités des pays les plus pollueurs devront se matérialiser pour aider Madagascar à faire face à ces conséquences directes du changement climatique.

Durant le dernier remaniement, un vice-ministère chargé de la Reforestation a été mis en place. Est-ce que le fait d'avoir scindé le département a une incidence sur la

cohérence de la politique que vous allez mener ?

B.V.R. : Le département reste unique, mais la structuration se compose d'un ministre et d'un vice-ministre, en charge d'un aspect plus opérationnel : la reforestation. Normalement, l'existence d'un vice-ministre de la Reforestation devrait booster notre politique de reverdissement ou "greening" de Madagascar qui est très importante dans cette question climatique. Il faut restaurer, multiplier les surfaces boisées, protéger les surfaces restantes et lutter contre les feux. Ces quatre piliers sont très importants. Avec une meilleure coordination, une vision plus large et la continuité des réformes, le ministère devrait avoir de meilleurs résultats.

Nous sommes peut-être orphelins de donateurs, mais de nombreuses associations sont à l'œuvre dans le domaine environnemental, avec des résultats qui laissent à désirer. Avons-nous une politique pour coordonner cet ensemble ?

B.V.R. : À de multiples reprises, j'ai remis en question le rôle de la société civile à Madagascar, un pays où pullulent les Organisations non gouvernementales (ONG), mais où les résultats se résument par l'échec du Programme environnemental (PE), du PE1 au PE3. Je parle autant des ONG que des gestionnaires des aires protégées. Les discussions étaient très difficiles au début. Mais à force de ténacité et de volonté de dialoguer à cœur ouvert, une réforme consensuelle a été menée. Depuis des années, il a été reproché au ministère de l'Environnement de ne pas avoir les qualités de leadership. Nous avons décidé de changer cette situation par l'intermédiaire d'une vision stratégique autour de six axes s'établissant sur un plan décennal pour l'environnement et le développement durable. Les besoins réels du secteur de l'environnement – y compris cette question climatique, l'adaptation et l'atténuation – seront chiffrés et évalués pour faciliter les négociations auprès des partenaires et responsables. Le ministère pourra avoir un moyen de financement durable et l'État pourra pleinement assurer son rôle de première autorité publique environnementale, tout en luttant contre la corruption, la captation de la rente environnementale

ou d'autres comportements qui pourraient nuire à la gestion et à la conservation de nos ressources naturelles. L'intelligence collective est de pouvoir coordonner l'ensemble des actions. Il incombe au ministère d'être le leader. La direction de la diplomatie verte sera stricte au niveau des négociations. Les projets doivent être en alignement avec la vision du ministère. Les Unités de gestion des projets (UGP) doivent obligatoirement revenir au ministère. Dans ce cadre, nous privilégions les descentes sur terrain pour pouvoir mieux orienter la politique du Medd aux réalités. Cependant, chacun est responsable dans la concrétisation de cette vision et dans cette lutte commune contre le changement climatique.

“

Les ressources se raréfient très vite, tout simplement parce que ces populations sont encore dans une logique de court terme ou de prédation

20 mois après votre nomination, votre regard a-t-il changé par rapport aux réalités que vivent les Malgaches et l'exercice difficile de la conservation de la biodiversité ?

B.V.R. : Beaucoup de choses ont changé dans mon regard, surtout après différentes rencontres. Je suis convaincue que nous ne pouvons pas faire de la conservation sans le capital humain. Je suis de celles qui considèrent que la justice environnementale et la justice sociale sont les deux faces d'une même pièce que l'on ne peut traiter séparément. Il est nécessaire de revoir les approches dans la manière d'intégrer les populations locales. En effet, reconnaissons-le, une bonne partie des

Vondron'olona ifotony (VOI) sont dans l'incapacité de gérer les ressources de manière durable. Le ministère doit s'assurer de leur accompagnement. Les ressources se raréfient très vite, tout simplement parce que ces populations sont encore dans une logique de court terme ou de prédation. Tout cela nécessite un travail colossal et un financement, alors que le département n'a pas les moyens nécessaires. Nous sollicitons l'appui des PTF et une réorientation des ONG pour que leur accompagnement soit pragmatique. Nous pourrions ainsi mieux investir sur l'humain pour que les transferts de gestion soient efficaces.

À quel niveau la dimension genre est-elle importante dans la lutte contre le changement climatique dans la Grande île ?

B.V.R. : À Madagascar, la femme a un double rôle dans cette question à la fois climatique et environnementale. Elle paie le prix fort du changement climatique. La gent féminine subit une vraie injustice, si nous ne parlons que des heures de trajet qu'elles doivent effectuer pour chercher l'eau, par exemple. Ces charges peuvent avoir un impact sur la scolarisation des filles. La femme est l'un des principaux acteurs de la restauration et de la préservation de l'environnement. Certainement, il y a la sensibilité, mais aussi cette notion de transmission. L'engagement de la femme est beaucoup plus fort que chez l'homme, comme nous pouvons le constater auprès de la société civile, du département du ministère et de la plupart des organisations. Le contexte genre est pleinement lié à l'environnement. Il faut donc travailler avec la femme pour plus de performance et de rapidité au niveau des résultats et surtout pour éradiquer toute forme d'injustice et d'inégalité. **P**

Justice climatique

Pays pollueurs, levez-vous !

Ce n'est pas seulement le capitalisme qui rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres : le changement climatique exacerbe cette tendance et cette fracture. Depuis quelques années, l'idée d'une inégalité face au changement climatique – à laquelle il faut remédier – est apparue dans le débat public.

HAJATIANA ELRIC

Bien plus que l'impact environnemental, le changement climatique a des répercussions sur l'économie, la politique, l'alimentation ou encore l'énergie. L'écart économique entre les nations les plus riches et les plus pauvres, en termes de revenu par habitant, est maintenant d'environ 25 % plus important qu'il ne l'aurait été sans le changement climatique d'origine humaine (anthropocène), selon une nouvelle étude de l'Université de Stanford.

El Niño

Entre 1960 et 2010, l'augmentation des températures a considérablement ralenti la croissance économique dans les pays tropicaux comme le Nigeria ou Madagascar, tout en aidant celle dans les pays plus froids comme le Canada et le Royaume-Uni, selon une autre étude publiée par l'Académie nationale des sciences du Royaume-Uni. La situation à Madagascar illustre parfaitement ce qu'une crise climatique fait de mieux : amplifier un problème climatique déjà existant. Il est vrai que le climat dans la zone de l'Afrique australe est sec et que la région a déjà connu la sécheresse, notamment à cause du phénomène El Niño (El Niño, et son pendant La Niña sont des phénomènes océaniques à grande échelle du Pacifique équatorial, affectant le régime des vents, la température de la mer et les précipitations, NDLR). Mais alors, qu'est-ce qui est différent cette fois-ci ? La durée et la gravité de la sécheresse actuelle portent les sales empreintes du changement climatique causé par l'homme (et donc soluble par l'homme).

Sécurité alimentaire

« Avec le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), nous avons vu que Madagascar a observé une augmentation de l'aridité. Cela devrait s'accroître si le changement climatique se poursuit. À bien des égards, cela peut être considéré comme un argument très puissant pour que les gens changent leurs habitudes », a déclaré le Dr Rondro Barimalala, une scien-

tifique malgache travaillant à l'Université de Cape Town, en Afrique du Sud. Pour faire un petit état des lieux, selon le Programme alimentaire mondial, quatre endroits dans le monde ont atteint la « phase 5 » sur l'échelle de sécurité alimentaire convenue au niveau international¹. Dans cette phase, une région est en situation de famine, ce qui est défini comme « l'inaccessibilité absolue de la nourriture à une population entière ou à un sous-groupe d'une population, pouvant entraîner la mort à court terme ». Le Pam estime que quatre pays sont touchés par la famine : l'Éthiopie, le Soudan du Sud, le Yémen et Madagascar. Les problèmes de sécurité alimentaire reviennent régulièrement dans la région du grand Sud de la Grande île, mais ils n'ont jamais atteint la phase 5 auparavant.

Phénomènes météorologiques extrêmes

Nous pouvons affirmer sans douter que cette crise dans le Sud de Madagascar met en évidence l'injustice climatique qui se joue à travers la planète. Partout dans le monde, les personnes les moins responsables de la crise climatique paient le prix le plus élevé de l'inaction. En moyenne, un Malgache n'émet que 0,1 tonne d'équivalent dioxyde de carbone (MtCO₂e²) par an. Quant à l'Américain moyen, il émet 15,7 MtCO₂e chaque année. L'une des plus tristes vérités à propos du changement climatique est qu'à l'échelle mondiale, ceux qui souffrent les plus des impacts climatiques comme la chaleur étouffante, la sécheresse sans fin et les tempêtes de plus en plus puissantes, sont en grande majorité les pays les plus pauvres qui contribuent peu aux émissions de gaz à effet de serre à l'origine du changement climatique. La majorité des dix pays les plus durement touchés par les phénomènes météorologiques extrêmes liés au climat de 1999 à 2018 figurent également sur la liste des Pays les moins avancés (PMA).

Une impunité au niveau mondial et national

Les solutions proposées, qui proviennent bien souvent des pays pollueurs, sont discutables. Au lieu d'imposer aux responsables pollueurs de diminuer à la source leurs émissions de CO₂ pour limiter l'effet de serre et donc le réchauffement climatique, la finance carbone ne fait qu'imposer une sorte de compensation en constituant des stocks de carbone via la plantation d'arbres dans les pays tropicaux moins pollueurs comme Madagascar. Cette fameuse « compensation carbone » est certes populaire, mais très insuffisante. La Cop 26 de Glasgow ambitionne de trouver des solutions viables à ce casse-tête, mais les observateurs sont sceptiques sur les issues des négociations et des dialogues. Sur une échelle locale, les criminels climatiques restent aussi impunis. Les exemples regorgent : exploitation abusive de nos forêts pour planter du maïs, déversement de déchets toxiques dans l'océan de Taolagnaro, exploitation abusive de terres rares à Toliara et à Ampasindava... L'impunité perdure et la voix des militants ne se fait guère entendre. P

RÉFÉRENCES

¹ Integrated Phase Classification, IPC, 2 Metric tons of carbon dioxide equivalent (MtCO₂e) est l'unité d'échange des crédits d'émission prévu par le Protocole de Kyoto

MINI-BIO

Hajatiana Elric se considère comme un serviteur communautaire qui veut diriger, motiver et inspirer le changement. Il a coordonné le Réseau climat de l'océan Indien de 2015 à 2016. Durant ces années, il a représenté la jeunesse de l'océan Indien à la COP22. Aujourd'hui, son objectif principal est de lutter contre les injustices en général (sociales et climatiques) et de trouver des solutions viables contre l'impunité des perpétrateurs. Pour atteindre cet objectif, il travaille maintenant étroitement avec l'Unesco et coordonne le programme Raro Aro Camp, rassemblant de jeunes militants des droits de l'homme et de journalistes de tout le pays.

Lovakanto Ravelomanana

Directrice du Bureau national des changements climatiques, du carbone et de la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (BNCCCRedd+)

« Le changement climatique est une réalité »

La maison brûle. Madagascar est dans un tournant dans sa lutte contre les éléments. Le BNCCCRedd+ est en première ligne dans cette guerre et dans les stratégies d'atténuation et d'adaptation. Rencontre avec sa directrice.

PAR VAN-LEE BEHAJA

Madagascar est présenté comme un pays qui subit les affres du changement climatique. Un scénario est-il établi aussi bien pour la hausse des températures que pour les précipitations ?

Lovakanto Ravelomanana (L.R.) : De manière générale, selon les projections de la Direction générale de la météorologie (DGM), la température moyenne à Madagascar est en hausse depuis plusieurs décennies, en parallèle avec l'augmentation de la température au niveau global. D'autres événements pourraient accompagner le changement climatique. Nous l'avons tous noté, les précipitations n'arrivent qu'assez tardivement. Auparavant, les premières pluies marquant le début de la saison pluvieuse survenaient en octobre, aujourd'hui, elles ne tombent que vers le mois de décembre. Cette situation engendre des problèmes d'approvisionnement en eau, ce qui entraîne des impacts sur l'agriculture, ou parfois des inondations. Pendant la courte saison des pluies, les précipitations sont considérables.

Ces impacts du changement climatique ont déjà été modélisés autant par la DGM que par le Groupement intergouvernemental des experts sur l'évolution du climat (Giec). Les scientifiques affirment qu'ils vont s'aggraver dans le futur. Dans le dernier rapport du Giec, il a été noté qu'au niveau global, la température moyenne a augmenté d'environ 1,1°C. Au rythme des émissions actuelles, une hausse de 1,5°C serait atteinte d'ici quelques années. Pour rappel, 1,5°C représente la ligne

rouge à ne pas franchir. Au-delà de cette limite, nous craignons un dérèglement climatique incontrôlé, digne d'un scénario apocalyptique. Il ne faut pas se voiler la face, la situation n'est pas très rassurante sur le plan climatique. L'augmentation de la température devient irréversible. Nous ne pourrions qu'atténuer les impacts de ces dérèglements climatiques et faire en sorte de ne pas dépasser cette ligne rouge.

Quel est le rôle du BNCCCRedd+ sur le chapitre de la lutte contre le changement climatique ?

L.R. : Le BNCCCRedd+ est une structure au sein du ministère de l'Environnement et du Développement durable (Medd). Elle est rattachée au secrétariat général. Elle coordonne et assure la mise en œuvre de toutes actions de lutte contre le changement climatique dans notre pays et elle mène également les activités se rapportant à la Redd+. Dans cette optique, l'objectif serait d'atteindre un type de développement sobre en carbone qui puisse en même temps participer à la résilience des communautés et des écosystèmes face aux impacts du changement climatique.

Où en sommes-nous par rapport aux politiques, stratégies et plans nationaux en matière de changement climatique et de réduction des émissions ?

L.R. : Madagascar dispose déjà d'un certain nombre de documents de cadrage se rapportant à la lutte contre le changement climatique. La Politique nationale de lutte contre le changement climatique

a été élaborée en 2011. Le Programme d'action nationale d'adaptation (Pana), quant à lui, a été créé en 2006. Il englobe les actions d'adaptation à réaliser sur le court terme, référant quelques idées de projet. Certaines d'entre elles ont pu être lancées grâce à des financements climatiques. Le Plan national d'adaptation (PNA) traduit les actions à mettre en œuvre sur le long terme en matière d'adaptation aux changements climatiques. Il est déjà opérationnel, nous attendons juste qu'il soit avancé en conseil de gouvernement et décrété. Les Actions nationales d'atténuations appropriées (Anaa) indiquent les secteurs prioritaires de l'atténuation au changement climatique à Madagascar, la Stratégie nationale Redd+. Nous disposons aussi de la Contribution déterminée au niveau national (CDN). Comme tout pays ayant ratifié la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique, Madagascar l'a soumise au secrétariat de la convention. Le document retrace les grandes lignes des actions que Madagascar compte mener en matière de lutte contre le changement climatique. Chaque secteur possède sa propre stratégie, étant donné que le changement climatique est un sujet transversal. Certains départements disposent déjà d'une stratégie se rapportant à cette lutte.

Vous avez parlé de financement climatique, où en sommes-nous actuellement ?

L.R. : Madagascar a ratifié les traités internationaux sur la lutte contre le changement climatique tels que la convention



“

*La lutte
contre le
changement
climatique est
internationale.*

cadre des Nations unies pour le changement climatique, le protocole de Kyoto ainsi que de l'Accord de Paris. La Grande île est bénéficiaire des financements climatiques : le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds d'adaptation. Madagascar figure parmi les pays vulnérables face aux changements climatiques. Ces fonds serviront à financer les actions pour y lutter.

Comment fonctionne le mécanisme du Fonds vert pour le climat ?

L.R. : Le Fonds vert pour le climat tient une importance considérable au niveau international pour la lutte contre le changement climatique. Il sert à la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Le ministère de l'Environnement et du Développement durable (Medd), par le biais du BNCCCRedd+, représente l'Autorité nationale désignée (AND) du Fonds vert pour le climat à Madagascar. Quelques projets financés par ce Fonds sont déjà mis en œuvre. En parallèle, Madagascar est en train d'achever le *Readiness Program*, une phase préparatoire pour le Fonds vert pour le climat. Une fois cette étape accomplie, notre pays va pouvoir bénéficier du document appelé "programme pays" déterminant les projets qui seront financés. L'élaboration du programme pays s'est effectuée suivant un processus consultatif pour identifier les projets prioritaires que Madagascar soumettra au Fonds. Avec le *Readiness Program*, Madagascar va disposer d'une entité accréditée au niveau national qui facilitera l'accès au Fonds pour les porteurs de projet. Il permettra également l'établissement officiel de l'AND, le point focal du Fonds, qui s'assure de la procédure de délivrance de la lettre de non-objection, permettant à une entité de soumettre un projet.

Quels sont les exemples de projets financés par le Fonds vert pour le climat ?

L.R. : Le projet Paysage durable à l'Est de Madagascar, mis en œuvre par la Conservation internationale (CI), en tant qu'entité accréditée conjointement avec le Medd, s'accomplit au niveau de deux zones : le Corridor Ankeniheny-Zahamena (CAZ) et le Corridor Fandriana-Vondrozo (Cofav). Il fait office d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Le projet vise la conservation des zones fores-

tières et l'appui aux paysans afin qu'ils puissent s'adapter aux effets du changement climatique. Des formations sur la pratique d'une agriculture plus durable et des distributions de semences plus résistantes aux changements climatiques sont, par exemple, effectuées.

Que devrions-nous faire à Madagascar pour éviter d'atteindre cette limite de 1,5°C ?

L.R. : La lutte contre le changement climatique est internationale. L'atmosphère n'a pas de frontières et le système climatique régit la planète entière. L'atténuation et l'adaptation demeurent les deux stratégies principales de lutte contre le changement climatique. L'atténuation porte généralement sur la limitation de l'augmentation de la température. Nous savons que le changement climatique est dû aux activités humaines, aux émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et à la fragilisation des puits de carbone. L'agriculture et l'élevage de ruminants comme les bovins produisent également des gaz à effet de serre, notamment du carbone et du méthane.

“

Le Fonds vert pour le climat tient une importance considérable au niveau international pour la lutte contre le changement climatique.

Les déchets produits, particulièrement les plastiques, émettent aussi des gaz à effet de serre. Notre mode de vie actuel est basé sur ce phénomène. Se tourner vers un mode de vie plus "vert" s'avère ainsi essentiel pour lutter contre le changement climatique. Il

est important de faire appel aux énergies renouvelables, bien que cela ne soit pas évident. Nous n'arrivons pas à suivre le rythme du changement climatique, il est difficile de changer nos habitudes du jour au lendemain.

Sur le chapitre important de l'atténuation, nous observons l'appauvrissement des puits de carbone. À titre d'information, il y a trois principaux puits de carbone : le puits océanique, la lithosphère et la biosphère qui est surtout constituée de forêts. La déforestation, les feux de forêt... fragilisent la capacité de régulation naturelle du cycle du carbone. Les gaz emprisonnés dans la biosphère sont émis à nouveau dans l'atmosphère. Si les forêts venaient à disparaître, la séquestration ne pourrait plus avoir lieu. L'environnement fait face à un cercle vicieux. Nous n'avons pas assez d'emprise pour intervenir directement sur le puits océanique. Or, nos émissions excessives de gaz à effet de serre le perturbent. Le taux de carbone élevé qu'il absorbe entraîne des conséquences sur l'écosystème marin, l'acidification, la modification de la salinité, etc. Pour les pratiques agricoles qui libèrent le carbone et le méthane du sol, nous préconisons de pratiquer l'agroécologie.

En ce qui concerne l'adaptation, nous devons définir comment nous allons y faire face. Le changement climatique est une réalité. Les températures vont continuer à augmenter, même si, aujourd'hui, nous décidons d'arrêter toutes nos émissions de gaz à effet de serre. Face aux risques, soyons proactifs. Pour nos agriculteurs, il faut faire appel à des espèces plus résistantes. P

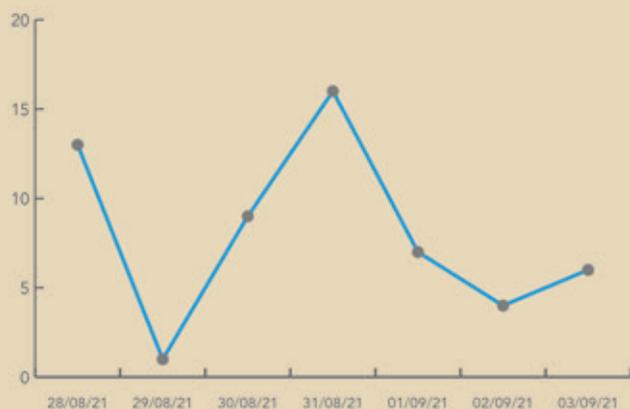
ÉTUDE SUR LA COUVERTURE MÉDIATIQUE ET DE LA PERCEPTION CITOYENNE DES SUJETS AYANT TRAIT AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

ONG Communication-idea-development (CID)

CONSTAT GÉNÉRAL SUR L'AGENDA DES MÉDIAS RELATIF AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'analyse menée dans le cadre de cette étude a révélé que le changement climatique n'occupe qu'une infime part de l'ensemble de la couverture médiatique. Face à d'autres sujets considérés plus populaires tels que la politique interne, les questions environnementales ne font visiblement pas l'unanimité. Afin de maximiser les résultats obtenus pour le présent travail de monitoring, deux périodes ont été observées. La première allant du 28 août au 3 septembre et la seconde du 13 septembre au 20 septembre 2021.

Sur l'ensemble de cette période d'analyse, l'information a été marquée par la surexposition de ce que quelques médias ont qualifié de « scandale sexuel », impliquant la ministre de la Communication et de la Culture, Lalatiana Rakotondrazafy. La première période est également celle où les informations sur les réalisations et les différents déplacements du président de la République ont fusé. Les inaugurations et autres cérémonies marquant le mi-mandat de Andry Rajoelina ont retenu l'attention des médias. Ces derniers ayant été absorbés, cela a quelque peu éclipsé les autres thématiques. Néanmoins, au cours de la première comme de la seconde période d'analyse, les sujets ayant trait à la thématique d'intérêt n'ont pas été totalement absents.



Graphique 1 : fréquence de parution des sujets liés à la thématique de l'environnement et/ou du changement climatique (28/08/2021 - 03/09/2021)



Graphique 2 : fréquence de parution des sujets liés à la thématique (13/09/2021 - 20/09/2021)



© IHANDRY RANDRIAMARO

LES SUJETS AYANT RETENU L'ATTENTION DES MÉDIAS AU COURS DE LA PÉRIODE D'ANALYSE

Le kere dans le Sud : focus sur le renforcement des mesures destinées à pallier ce fléau

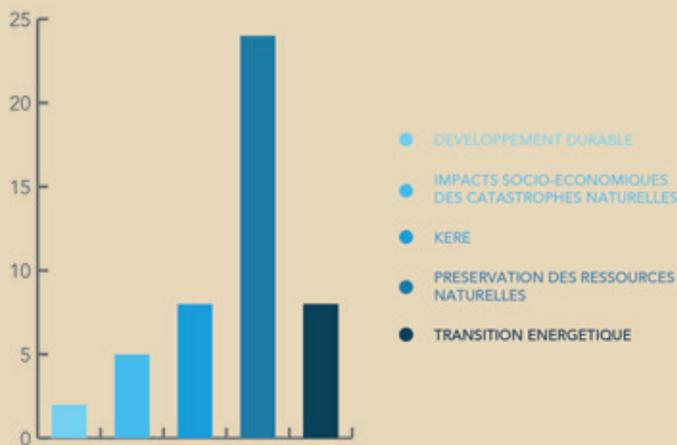
La situation de famine extrême dans le Sud arrivant bientôt à un pic¹, un engouement quasi généralisé pour le sujet a été constaté. Dans les journaux, les actions inscrites dans la lutte contre le kere ont été mises en lumière. Les démarches entreprises par les tenants du pouvoir pour la réalisation du plan émergence Sud ont été relatées à plusieurs reprises. La descente dans le Sud du chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis à Madagascar et aux Comores, Amy Hyatt, pour constater de visu la situation et offrir des vivres à la population, a aussi été sous les feux des projecteurs.

L'avenir des réserves forestières de la Grande île au centre des préoccupations

Les feux de forêt qui se sont déclarés dans la région Boeny et dans d'autres réserves naturelles de la Grande île ont alerté tous les niveaux. Les médias ont attiré l'attention sur les principaux enjeux de ces feux de forêt. Outre les campagnes de sensibilisation menées par le ministère de l'Environnement et du Développement durable sur l'importance de la préservation des aires protégées, l'affluence des migrants climatiques et l'appauvrissement de la couche d'ozone ont bénéficié d'une large couverture.

Vers une concrétisation de la transition énergétique à Madagascar

En accordant une couverture ample aux informations telles que « la construction d'une centrale hydroélectrique dans la région Atsinanana » et « la mise à l'honneur des énergies renouvelables à l'occasion de Foire internationale de Madagascar », les médias ont mis en exergue la place que prennent progressivement les énergies renouvelables. Les actions du ministère de l'Environnement et du Développement durable pour la promotion de ces énergies alternatives ont bénéficié d'une large couverture. La sensibilisation pour l'abandon des énergies fossiles par la mise en exergue du danger qu'elles représentent pour l'environnement, a été la démarche partagée par les médias ayant traité la thématique.



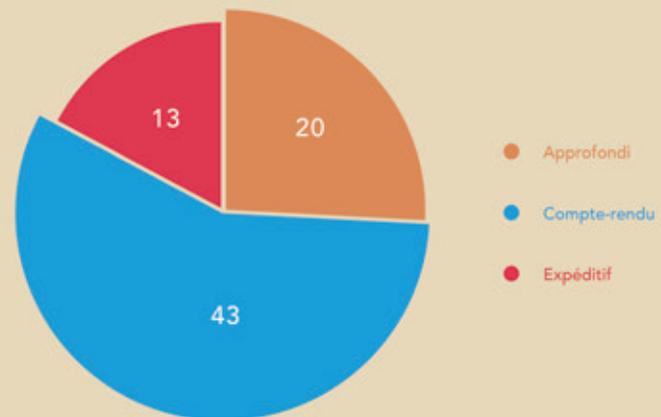
Graphique 3 : les sujets ayant retenu l'attention des médias

Le graphique met en exergue un taux d'intérêt largement supérieur en faveur de la préservation des ressources naturelles. La couverture accordée au kere et à la transition énergétique, quant à elle, représente environ 1/3 de celle dont a bénéficié le premier sujet.

UN VOLUME ET UNE QUALITÉ DE COUVERTURE QUI NE PRENNENT PAS COMPTE DE L'AMPLEUR DE LA THÉMATIQUE

Bien que les sujets se rapportant à la thématique d'intérêt ont été présents dans les médias, le volume et la qualité de couverture restent discutables au vu de l'ampleur du problème. Le discours ne permet pas toujours une réelle compréhension des enjeux. Une tendance à focaliser le traitement sur le bilan des événements a été remarquée dans la plupart des médias. Ainsi, la communication sur les sujets tels que « les feux de brousses » « l'extrême famine dans le Sud » est souvent focalisée sur l'ampleur des dégâts, l'importance des pertes. Le rôle de médiation du journaliste ne transparait pas.

Aussi, les médias font rarement le lien entre les phénomènes environnementaux et le changement climatique. Il apparaît pourtant que le fait d'exposer ce lien de causalité constitue une première entrée pour sensibiliser le public et tous les acteurs concernés à prendre les responsabilités qui leur incombent.



Graphique 4 : qualité de couverture dans la presse écrite

Le compte-rendu permet certes de comprendre les principales informations relatives au sujet, mais il ne remet pas la thématique dans sa complexité. À travers un compte-rendu, seuls sont mis en exergue les causes directes, le bilan des faits et les mesures prises en conséquence. De ce fait, le caractère transversal des sujets liés à l'environnement et au changement climatique n'est pas pleinement appréciable.

CONSTATS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX : FAIBLE INTÉRÊT ACCORDÉ À LA THÉMATIQUE DANS LES GROUPES DE DISCUSSION (GDD)

L'observation de la thématique sur Facebook s'est déroulée en deux étapes. Dans un premier temps, cinq groupes de discussion et 12 pages institutionnelles ont fait l'objet d'un monitoring sur la période allant du 28 août au 3 septembre 2021. Cette phase a permis de mettre en lumière l'intérêt des facebooknautes pour la thématique et les sujets y ayant attiré et d'autre part, la capacité des pages institutionnelles à communiquer sur le changement climatique.

Le constat sur la première période révèle que les groupes de discussion engagent très rarement les débats sur le changement climatique. Même

les pages spécialisées telles que La Jeunesse Malgache pour l'environnement ou encore Les environnementalistes de Madagascar n'ont généré que peu publications sur la thématique. Les cybercitoyens initient rarement les débats, ils hésitent à interagir sur les publications des pages d'institutions œuvrant dans le domaine.

MÉDIA	VALEUR
GROUPES DE DISCUSSION	4
Débattons de la relance économique	1
La jeunesse malgache pour l'environnement	1
Ndao handalina politika avo lenta	1
Vaovaontsika - Don-dresaka - Politika avo lenta	1
PAGE FACEBOOK	33
BNGRC (Bureau national de gestion des risques et des catastrophes)	1
Ministère de l'Environnement et du Développement durable	7
Orange actu	6
Présidence de la République de Madagascar	1
Baomiavotse Vahinala Raharinirina, Medd	8
Ny Vaovao an-tsary TVM	4
TV PLUS Madagascar	1
WWF Madagascar	5
Grand Total	37

Graphique 5 : résultat de l'analyse des GDD et des pages institutionnelles

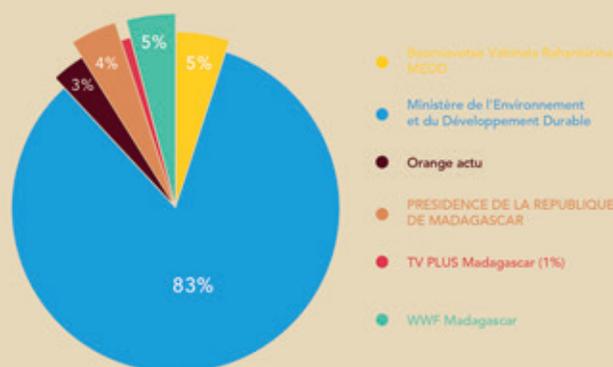
Les pages institutionnelles ont affiché un intérêt plus prononcé pour les sujets ayant trait à la thématique. Avec un total de 33 publications sur 37, elles accusent un taux relativement important. À noter que les pages Baomiavotse Vahinala Raharinirina, Medd et ministère de l'Environnement et du Développement durable ont fait l'objet d'un suivi supplémentaire dans la semaine allant du 13 septembre au 20 septembre. Cette période a été une période clé dans la mesure où elle a été marquée par plusieurs événements intéressants pour l'étude. Des publications sur les feux de forêt d'Ankarafantsika, les échos de la participation du ministre titulaire au Congrès mondial de la nature de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) à Marseille ou encore la célébration de la journée internationale de la protection de la couche d'Ozone y ont généré de nombreuses interactions. Les deux pages ont également consacré des publications destinées à sensibiliser sur le rôle de chaque individu pour la préservation de l'environnement. Les discussions axées sur la promotion des énergies renouvelables, la création d'espaces verts pour recueillir les migrants climatiques du Sud ont incité les abonnés de la page à échanger, à demander des clarifications et à apporter des suggestions.

Les GDD, pour leur part, ont enregistré un nombre très faible de posts en moyenne. Aucune interaction n'a été relevée sur les quatre publications pertinentes de la semaine d'analyse. Autrement dit, les facebooknautes préférèrent interagir sur des publications initiées par les pages institution-

nelles et appréhendent peut-être de discuter de ce genre de thématique spécifique. Il est possible que la thématique ne soit tout simplement pas considérée comme ayant autant d'importance que celles qui touchent directement à la politique.

Un taux élevé d'interactions sur les pages institutionnelles

La page du ministère de l'Environnement et du Développement durable et celle de la ministre Baomiavotse Vahinala Raharinirina constituent une véritable mine d'informations pour les facebooknautes. Beaucoup s'y retrouvent pour s'informer et échanger. Les publications de ces pages ont accusé un taux d'interactions relativement important au cours des périodes d'analyse.



Graphique 6 : nombre de commentaires sur les pages institutionnelles

Les interactions relevées sur la page de la ministre et celle de son département ont permis de dénoter un besoin d'explication sur les phénomènes environnementaux dont l'ampleur accuse d'importants impacts sur le pays. La famine dans le Sud et les feux de forêt qui se sont récemment déclarés dans plusieurs aires protégées ont suscité un grand intérêt auprès du public. Sur une publication recensée sur la page officielle Baomiavotse Vahinala Raharinirina, un commentateur attire l'attention sur l'importance d'une gestion géopolitique de l'eau. Puis, dans une interrogation, l'utilisateur cherche à savoir si les jeunes ont un quelconque intérêt pour les sujets liés au changement climatique.

Sur la page du ministère de l'Environnement et du Développement durable, les questionnements des internautes sont en lien avec les actions mises en œuvre pour lutter durablement contre les feux de forêt. Un internaute demande au ministre s'il ne faudrait pas envisager une politique plus efficace en vue de casser la dépendance à la pratique de la culture sur brûlis par les communautés vivant dans ces aires protégées.

Commentant un bref rapport des activités menées par une délégation du Medd au Congrès de l'UICN qui s'est tenu le 11 septembre à Marseille, un utilisateur s'interroge s'il était, un jour, possible d'organiser un sommet du même type, une « conférence nationale » au cours de laquelle, la biodiversité et l'environnement à Madagascar serait discutée. **P**

ÉCONOMIE



Mosa, un soudeur à Antanimora, dans l'Androy, bénéficie de l'électricité produite par une centrale solaire mise en place par le Pnud pour ses activités.

17. Analyse. Redressement économique. La relance verte comme unique option

19. Interview. Haingosoa Hortencia Antoinésie, Vice-ministre en charge de la Reforestation auprès Medd : « Notre niveau d'éducation environnementale est faible »

22. Analyse. Démocratisation du gaz butane. Un travail de titan

24. Interview. Vola Rakotondrazafy, représentante pays de l'Onudi : « L'industrie verte exige une implication effective du secteur privé »

26. Interview. Jean-Philippe Palasi, Directeur du think-tank Indri Indri : « Un Américain émet en moyenne 130 fois plus de CO₂ qu'un Malgache ! »



Des dunes à Tanandava, Faux-cap, dans l'Androy. Trois chantiers de fixation des dunes ont été menés par le Mef avec l'appui du Pnud.

© IHANDRY RANDRIAMARO

Redressement économique

La relance verte comme unique option

Les modèles actuels de production ainsi que les habitudes de consommation des populations ne permettent plus d'avancer vers le développement durable tant convoité, aussi bien au niveau national qu'à l'échelle mondiale. Les acteurs conviennent ainsi que la relance verte sera essentielle pour permettre aux économies de se relever, notamment après cette crise mondiale de la Covid-19.

KARINA ZARAZAFY

La dernière édition de la Foire internationale de Madagascar (Fim) a vu la tenue d'un symposium sur les énergies alternatives, accompagné d'une série de conférences portant sur des réflexions environnementale et économique, en vue de « forcer la relance d'une économie fortement malmenée par la Covid-19 », note Première Ligne, l'agence organisatrice de la Foire.

FEUILLE DE ROUTE

Il s'agit d'une avancée vers la promotion de l'économie verte qui, comme l'ont souligné plusieurs acteurs du monde économique malgache, « n'est plus une option, mais l'unique alternative dans le contexte actuel ». Baomiavotse Vahinala Raharinirina, ministre de l'Environnement et du Développement durable soutient : « la Covid-19 nous a démontré que l'humanité dépend encore énormément de la nature ». Dans ce contexte, seule la mobilisation des différents secteurs économiques, afin que ceux-ci adoptent un mode de production soutenable et responsable, pourrait redresser les économies des pays dans le monde.

D'ailleurs, Madagascar est actuellement l'un des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique, sans pour autant y contribuer (voir l'article sur la justice climatique). Une large mesure à l'instar des grands pays industrialisés. Il est d'autant plus urgent et indispensable pour lui de penser, mais surtout de mettre en œuvre un développement économique poussé par la croissance verte.

Un développement durable, inclusif, responsable et soutenable sur le long terme, propulsé par une croissance verte, elle-même induite par un entrepreneuriat, une industrialisation, ainsi que la mise en œuvre de politiques économiques et sociales « vertes ». Telle devrait être la feuille de route de Madagascar pour faire face au changement climatique et tous ses effets sur les systèmes de production et sur le quotidien des populations. Il est également question pour la Grande île de pouvoir redresser son économie et sortir de cet état de pauvreté. À l'heure actuelle, la Grande île compte plus d'un million de

victimes de la famine dans la seule partie sud du pays.

ACTIFS NATURELS

Dans ce sens, l'État malgache, à travers le ministère de l'Environnement et du Développement durable (Medd), a adopté des politiques mettant en avant l'économie verte. Cette dernière s'affiche en tant que seule solution à portée de main pour contrer cette tendance à la catastrophe nationale et mondiale. Selon la définition de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), l'économie verte a pour objectif de « favoriser la croissance économique et le développement, tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être. Les activités classiques réalisées avec des procédés moins polluants ou moins consommateurs d'énergie (ainsi que) les éco-activités, dont la finalité est la protection de l'environnement ou la gestion des ressources naturelles ».

Pour le Centre de documentation économie finances (Cedef), les éco-activités, regroupées au sein de l'appellation « économie verte », devraient être priorisées. Parmi elles, la promotion des énergies alternatives telles que l'usage domestique du gaz butane sur lequel le Medd s'est fortement concentré ces derniers temps (voir l'article sur le gaz butane), la facilitation de l'émergence de nouveaux combustibles en substitution au charbon de bois, ou encore la mobilisation des différents acteurs politiques et économiques autour des enjeux de l'entrepreneuriat vert, de l'industrialisation verte, et de toutes les catégories d'éco-activités. Il est également nécessaire de vulgariser les pratiques agricoles résilientes. Celles-ci cadrent avec l'objectif national d'autosuffisance alimentaire ainsi qu'avec l'Objectif de développement durable 2 (ODD2) qui prévoit « d'éliminer la faim, d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de promouvoir une agriculture durable ». À l'heure actuelle, cette démarche nécessite un fort engagement du secteur privé à travers la Responsabilité sociale des entreprises (RSE).

FONDS CLIMATIQUES

Investir dans l'économie verte est un passage obligé, non seulement pour Madagascar, mais pour tous les pays du monde. Pour les pays en développement, qui, comme Madagascar, subissent de plein fouet les impacts de cette catastrophe environnementale mondiale qu'est le changement climatique, de nombreux

financements sont destinés à y remédier. Dans ce sens, la promesse des pays développés est de mobiliser 100 milliards de dollars par an entre 2021 et 2025. Cependant, ces pays ont manqué à cette promesse en 2019 et 2020, et selon les calculs de l'OCDE, cette année 2021, ce financement enregistre encore un manque d'environ 20 milliards de dollars.

“
**Passage
obligé, non
seulement pour
Madagascar,
mais pour tous
les pays du
monde**

Dans le cadre de ce fonds, l'adaptation au changement climatique pour les pays en voie de développement bénéficie d'un financement des pays riches qui, actuellement, ne représente, selon les Nations unies, que 21% du financement total du climat, soit 16,7 milliards de dollars par an. « Les coûts d'adaptation dans le monde en développement s'élèvent à 70 milliards de dollars par an, et ils devraient atteindre 300 milliards de dollars d'ici à 2030. Pour

remettre les Objectifs du développement durable (ODD) sur la bonne voie et prévenir les pires impacts du changement climatique, un changement profond dans les économies et les sociétés du monde entier est désormais nécessaire », évoque l'organisation onusienne. Aussi, si les plaidoyers des organismes tels que l'Organisation des Nations unies (ONU) aboutissent, ces divers fonds climatiques devraient augmenter en volume dans les années à venir. Ce qui donnerait à des pays comme Madagascar une plus grande marge de manœuvre dans la promotion et la vulgarisation d'activités vertes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SOUTENABLE

Le nouveau président de l'Assemblée générale de l'ONU, Abdulla Shahid, a estimé que « les lacunes en matière de volonté politique et d'engagement des ressources » entravent les progrès vers la réalisation des ODD. Les initiatives lancées par le Medd devraient ainsi constituer un avantage pour la Grande île et lui permettre d'avancer progressivement vers ce développement durable et soutenable. Néanmoins, comme l'a noté un acteur dans les énergies alternatives présent lors de la Fim, il faudrait que l'État s'engage en promouvant l'éducation citoyenne et environnementale, la vulgarisation et la création de plus d'emplois verts, ainsi que l'industrialisation responsable qui s'affiche comme étant l'un des meilleurs moyens pour atteindre une croissance forte, rapide et durable. P

Émission de gaz à effet de serre : gros pollueurs, mauvais payeurs

Selon les Nations unies, les pays du G20 représentent 80% des émissions de gaz à effet de serre. António Guterres, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) a demandé à ce que le leadership des actions urgentes en faveur du climat incombe à ce groupe de pays. « Le monde est sur la voie catastrophique d'un réchauffement de 2,7 degrés Celsius », a alerté, le vendredi 17 septembre, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Le rapport sur les Contributions déterminées au niveau national (CDN) par toutes les parties à l'Accord de Paris sur le climat, publié ce jour-là, a souligné que « pour limiter l'augmentation de la température à 1,5 degré, une réduction de 45% des émissions est nécessaire d'ici 2030 et la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle ». Or, d'après les Nations unies, les engagements pris par les pays à ce jour impliquent une augmentation de 16% des émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport aux niveaux de 2010. Devant le caractère urgent de la situation, António Guterres a appelé

les dirigeants mondiaux « à prendre dès maintenant des mesures décisives pour éviter une catastrophe climatique ».

La déclaration a été faite en marge de la table ronde informelle des dirigeants sur l'action climatique, qui s'est tenue à huis clos au siège des Nations unies. Il s'agit pour le numéro un de l'ONU de « faire pression en faveur d'une plus grande action sur le financement du climat et d'autres mesures ». Ces actions devraient ainsi porter sur le maintien de l'objectif de 1,5 degré, sur l'engagement des pays à tenir la promesse d'un financement de l'action climatique dans les pays en développement à hauteur de 100 milliards de dollars par an, ainsi que sur l'augmentation du financement de l'adaptation à au moins 50% du total des dépenses publiques de financement climatique. Le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) a par ailleurs soulevé que « l'objectif de 1,5 degré est encore à portée de main, mais une amélioration spectaculaire est nécessaire dans les CDN de la plupart des pays ».

K.Z.

Haingosoa Hortencia Antoinésie

Vice-ministre en charge de la Reforestation auprès du ministère de l'Environnement et du Développement durable (Medd)

« Notre niveau d'éducation environnementale est faible »

Déboisement, reforestation, changement climatique, communautés locales... Haingosoa Hortencia Antoinésie, vice-ministre en charge de la Reforestation auprès du Medd revient sur les immenses défis en matière environnementale pour Politikà.

VAN-LEE BEHAJA

Vous avez été nommée vice-ministre en charge de la Reforestation auprès du Medd. Partagez-nous votre stratégie et votre vision.

Haingosoa Hortencia Antoinésie (H.H.A.) : En étant au sein du gouvernement, nous pouvons agir encore davantage, pour amplifier nos efforts. Ce département permettra d'avancer plus rapidement dans notre devoir de "reverdir la Grande île". Dans une politique environnementale à moyen terme, la reforestation à grande échelle, le reboisement et la lutte contre les feux de brousse sont interdépendants. Pour la lutte contre les feux, nous adopterons une politique spécifique à travers la mise en place des brigades mixtes de feu. Nous collaborons avec le ministère de la Défense nationale pour copiloter l'ensemble de cette lutte et avec la Nasa qui nous donnera un signal d'alerte une fois qu'un point de feu est détecté. Les éléments d'interventions seront ainsi déployés à temps avec quatre avions de marque Air tractor dotés d'un réservoir de 3 000 litres chacun. L'État fait preuve d'engagement pour la cause environnementale. Cela garantira l'efficacité de la lutte contre les feux de brousse ou de forêt et la concrétisation de la reforestation. Nous nous sommes fixés l'objectif de reboiser une surface de 150 000 ha par an, si la surface qui part en fumée est en moyenne de 100 000 ha. L'autre défi est de restaurer une zone forestière défrichée. Ainsi, le Menabe Antimena constituera une vitrine de la reforestation pour Madagascar. Nous avons l'ambition de recouvrir plus de 3 000 ha en un seul reboi-

sement. Nous démentirons l'assertion selon laquelle il y a un faible taux de réussite lorsqu'on s'attaque à d'énormes superficies. Le combat est difficile, mais soyons ambitieux. Nous allons être très offensifs en matière de reforestation. Madagascar redeviendra une île verte !

Vous avez été coordonnateur national du parti Hasin'i Madagasikara, d'obédience écologique. Quels avaient été vos engagements ?

H.H.A. : Hasin'i Madagasikara est fortement engagé depuis bien longtemps. Nous agissons pour reverdir Madagascar. Notre défi est de reboiser à grande échelle. Nous sommes sensibles aux causes environnementales. Certains sujets comme le défrichement des forêts, la dégradation ou la destruction de l'environnement nous tiennent à cœur. Les membres du parti ont été formés par l'organisation Global Green (une filiale américaine de l'organisation non gouvernementale internationale fondée par Mikhaïl Gorbatchev en 1993 pour "favoriser un changement de valeur mondiale vers un avenir durable et sûr", *NDLR*), en termes de stratégie ou technique. D'ailleurs, notre parti est affilié à cette organisation internationale. Dans ce sens, notre formation a la possibilité d'œuvrer pour le développement du pays entier et, dans une large mesure, pour le bien-être de la planète entière. Tenus par notre idéologie politique verte, nous avons le devoir d'épauler l'État malgache dans la réalisation du *Velirano 10* : "la gestion durable et la conservation de nos ressources naturelles".

Le président de la République ambitionne de faire de Madagascar un poumon vert, avec un taux de confiscation de carbone élevé. Il nous a convaincus de le soutenir pour atteindre cet objectif.

Dans la lutte contre le changement climatique, quelles sont les fonctions du reboisement ?

H.H.A. : Le rôle d'un arbre est multidimensionnel. Les forêts sont indispensables pour la santé, la vie et l'avenir des êtres humains. La base de l'atténuation du changement climatique n'est autre que le reboisement à grande échelle qui est primordial pour séquestrer plus de CO₂. Dans ce sens, nous faisons la promotion de la plantation d'espèces avec de larges feuillages comme l'acacia dont le captage de carbone est élevé. Pour ce faire, il faut identifier et travailler sur les Réserves forestières pour le reboisement (RFR) au niveau de chaque commune. Cela doit être mené avec la préservation des zones forestières restantes. Le vice-ministère en charge de la Reforestation devrait également chercher à promouvoir d'autres corridors : multiplier les initiatives comme la vente de carbone de l'*ala Atsinanana* pour renforcer les activités d'atténuation telles que les reboisements ainsi que les activités d'adaptation. Effectivement, l'enjeu est aussi de trouver des stratégies pour que les populations puissent s'adapter aux phénomènes induits par le changement climatique, afin qu'elles soient résilientes. L'objectif urgent est de faire en sorte que les populations arrêtent d'exploiter la forêt avec leurs diverses pratiques qui ne favorisent pas la durabilité.



“ *Nous avons
tendance à
donner tort aux
communautés
vulnérables alors
que le problème
repose sur les
irresponsabilités.* ”

Pourquoi la reforestation est-elle si vitale ?

H.H.A. : La disparition de nos couvertures forestières augmente la température au niveau de la surface du globe et accélère le changement climatique d'une manière irréversible. Ses impacts affecteront tous les secteurs d'activités. Certes, nous ne pourrions plus réduire la température globale, mais nous pourrions atténuer le réchauffement et le changement climatique. Le défi est de faire en sorte que l'on n'arrive pas, d'ici 2025, à une hausse de la température de plus 1,5°C, par rapport à la période préindustrielle. La situation est complexe selon le rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Depuis 2019, une hausse de 0,1°C est enregistrée par an. L'émission de CO₂ causée par les feux de brousse et les feux de forêt est en grande partie responsable de l'accélération de la hausse de la température, comme cela a été constaté en 2020. Pour rappel, les points de feux étaient au nombre de 352 000 en 2018. Il y a eu une légère baisse en 2019 avec 349 000, avant d'exploser à 360 000 en 2020. Ces feux contribuent massivement à la pollution de l'air, beaucoup plus dangereuse que la pandémie de la Covid-19, par exemple. Les maladies pulmonaires qu'elle engendre sont responsables des 20% des décès enregistrés. Nous ne maîtrisons pas l'environnement urbain avec les émissions démesurées de CO₂ et les autres gaz à effet de serre. Antananarivo est désormais la capitale la plus polluée, devant New Delhi. Les particules fines dans l'air s'élèvent parfois à un niveau 25 fois supérieur aux normes prescrites par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans la capitale. Les catastrophes que le changement climatique engendrera seront importantes avec des cyclones plus puissants, des inondations, la sécheresse, l'érosion côtière...

Concrètement, quelles solutions envisagez-vous ?

H.H.A. : Il est triste de constater qu'à Madagascar, les défrichements des forêts s'opèrent à grande échelle. Nous avons tendance à donner tort aux communautés vulnérables alors que le problème repose sur les irresponsabilités. Les conséquences de ces pertes forestières sont négligées par les responsables qui se contentent de chercher de plus en plus de financements ne contribuant guère à améliorer la vie des populations. Voilà l'une des raisons qui me

poussent à militer. Toutes les mesures prises et toutes les actions devraient impacter positivement les communautés de base. Si leurs conditions de vie sont améliorées, elles n'auront plus à continuer le défrichement, à pratiquer les cultures sur brûlis ou à exploiter d'une manière non durable les forêts. Il faut également reconnaître que le niveau d'éducation globale et environnementale est extrêmement faible. Les initiatives comme l'intégration de l'environnement dans le programme scolaire, les champs-écoles paysans, les éco-écoles, etc. devront être approfondies. Nous avons réussi à réduire les points de feux en 2019 – aussi bien les feux de végétation que les feux de forêt – grâce à une bonne organisation. Je tiens à noter qu'aucun point de feu n'a été constaté dans les communes dirigées par un maire du parti Hasin'i Madagasikara. Nous avons insufflé dans ces communes cette approche : "le reboisement en tant que devoir et responsabilité citoyens". La participation de tout un chacun dans cette noble mission est impérative, tout comme l'implication et la responsabilisation de tous les acteurs concernés, car la lutte est commune. Si nous ne prenons pas de mesures, nous ne pourrions pas échapper aux conséquences fatales de nos mauvaises pratiques qui amplifient le changement climatique.

“

Les maladies pulmonaires qu'elle engendre sont responsables des 20% des décès enregistrés.

Vous êtes en charge du département de la reforestation, mais, pour vous, pourquoi la lutte contre la déforestation semble-t-elle être si difficile ?

H.H.A. : La politique est difficile, les choix s'imposent. Il faut de l'honnêteté intellectuelle dans la politique. Il importe d'agir pour le *taninjanaka* et le *tanindrazana*. Jusque-là, la corruption nous nuit. Nous avons besoin de personnes qui ont reçu l'onction populaire avec un état d'esprit purement "malgache", qui soient pragmatiques et qui aient

une vision sur le long terme pour lutter contre ce fléau de déforestation et de destruction de l'environnement. Les problèmes d'écologie, d'économie ou du social sont du ressort de la politique. Ils ont toujours besoin de solutions politiques. Si la politique ne fonctionne pas, l'ensemble du processus s'en retrouvera bloqué. D'importants efforts initiés par nos prédécesseurs auraient pu avoir un impact sur la vie de la population et sur son environnement. Malheureusement, l'absence de continuité de l'État, surtout au niveau des projets ministériels, n'a fait que nous retarder dans la lutte contre le changement climatique, la protection et la conservation de l'environnement. Citons par exemple la volonté de l'État malgache de rapatrier les bois de rose de Singapour, mais sa concrétisation tarde.

Quelles sont les priorités dans la lutte contre le changement climatique ?

H.H.A. : Il est impératif de mettre en œuvre la Politique nationale de lutte contre le changement climatique (PNLCCC), le Programme d'action nationale d'adaptation (Pana), la convention de Kyoto, et les Actions nationales d'atténuations appropriées (Anaa). Au niveau structurel, le Bureau national de coordination de la réduction des émissions liées à la déforestation et dégradation forestière (BNCCR+Madagascar) ne devrait pas être un bureau de coordination uniquement. Il devrait avoir son propre service et être représenté au niveau régional, là où le vrai problème se trouve, afin de lutter efficacement contre ce fléau de réchauffement climatique. Si nous déployons tous les moyens et les ressources en notre possession, un phénomène comme le *kere* ne devrait même pas exister. D'ailleurs, si les régions ne se développent pas, Madagascar pourrait ne jamais se développer. La politique idéale doit viser la résilience communautaire à travers l'exploitation raisonnable des ressources naturelles. Une bonne gestion et valorisation de nos ressources – en prenant en compte les cultures locales – peut nous aider à être autonomes et à sortir de la pauvreté. Le développement doit être inclusif et toucher les communautés. Je le soutiens : si les différents projets ou programmes n'entraînent pas d'impacts positifs sur les communautés, celles-ci seront toujours tentées d'exploiter la forêt et les ressources disponibles. D'où l'intérêt des plans de sauvegarde sociale et d'aménagement cohérents au niveau des aires protégées. P

Démocratisation du gaz butane

Un travail de titan

L'usage du gaz butane fait partie de la riposte au réchauffement climatique et au déclin de l'environnement. Ce combustible jugé non toxique présent sur le marché malgache depuis des décennies peine à séduire. Le recours à cette source d'énergie moins polluante s'insère difficilement dans les habitudes collectives à Madagascar. Une initiative fondée sur le principe du partenariat public-privé vise à renverser la tendance.

RIVONALA RAZAFISON

À la mi-septembre, des employés du ministère de l'Environnement et du Développement durable (Medd) et du ministère de l'Économie et des Finances (Mef) ont reçu les kits complets destinés à l'usage domestique du gaz butane. Ils sont les premiers bénéficiaires de la collaboration entre le Comité malgache du butane (CMDB) et les deux départements ministériels dont le but ultime est de démocratiser l'usage du gaz butane au pays. « Il ne s'agit pas de distribution gratuite. Il y a des critères : le salaire des intéressés et l'engagement à ne plus utiliser le charbon de bois », souligne Vahinala Baomiavotse Raharinirina, titulaire du portefeuille du Medd. Ces fonctionnaires convertis feront l'objet de suivi. Ils devraient désormais montrer l'exemple à suivre.

USAGERS

Le 2 juillet, les autorités et le CMDB ont signé la convention sur la collaboration autour du gaz butane. Fruit de six mois de pourparlers, elle est valable pour une année et cible 15 000 familles, soit environ 3 % des ménages malgaches. Dans le cadre de l'accord, l'État a accepté de réduire de 20 % à

5 % la taxe sur la valeur ajoutée du produit phare de la société Vitogaz, le principal promoteur du butane à Madagascar. Son administrateur général, Olivier Gasbarian, n'est autre que le président du CMDB. Ce geste coûte près de cinq milliards d'ariary à la caisse publique. En revanche, les membres du comité sont tenus de respecter certaines conditions.

La convention leur exige de baisser de 9 % le prix du gaz butane et de distribuer « gratuitement » 15 000 kits *fatapera* (réchauds montés sur les bouteilles de gaz), dont 6 000 pièces de quatre kilos et 9 000 pièces de neuf kilos. Le format quatre kilos a été nouvellement créé pour mieux attirer les usagers. Une remise de 80 % est prévue pour la bouteille de neuf kilos achetée à 164 000 ariary, dont 112 200 ariary pour le kit de première acquisition, incluant la consignation ainsi que les coûts du brûleur et du *fatapera*. Déduction faite, l'utilisateur débourse seulement 22 440 ariary sous le nouveau régime de tarification induit par la convention. La vente au détail de gaz est aussi une option possible pour les consommateurs qui peuvent recharger leurs bou-

teilles vides à partir de 3 000 ariary. Les points de vente prévus à cet effet ont vu le jour à Antananarivo et à Mahajanga dans un premier temps, avant de débarquer dans toutes les régions.

LIBÉRER LES INVESTISSEMENTS

Le « sacrifice » consenti par l'administration publique s'inscrit dans la volonté de libérer les investissements vers le secteur des énergies à sources renouvelables en Afrique à l'ère de la lutte globale contre le réchauffement planétaire, même si le continent contribue le moins aux émissions mondiales. L'accès à l'énergie reste problématique dans les pays pauvres. Le cas de Madagascar, à l'instar de bien d'autres en Afrique, pousse à réagir et rapidement. À la lumière des données rendues publiques en 2015 à la veille de l'élaboration de la Nouvelle politique de l'énergie (NPE), l'offre énergétique du pays est à 92 % dominée par le bois-énergie. Les produits pétroliers et les énergies renouvelables constituent respectivement 7 % et 1 % de la proportion restante.

La forte dépendance de la population au bois-énergie est préjudiciable sur plusieurs fronts. Elle compromettrait à la longue le concept de développement durable tant prôné aujourd'hui. Selon le résultat de la Comptabilisation des richesses naturelles et la valorisation des services écosystémiques (Waves) présenté par la Banque mondiale en 2016, la consommation moyenne en bois-énergie du pays est estimée à 2,57 m³/habitant et enregistre une croissance annuelle de 15%.

DÉFORESTATION

Si le bois de chauffe reste le principal combustible pour la cuisson en milieu rural, les villes, elles, sont plutôt consommatrices du charbon de bois. La consommation annuelle en charbon de bois à Madagascar est évaluée à plus de 400 000 tonnes. En règle générale, la production de 10 kg de charbon nécessite 100 kg de bois. La prééminence de la technique traditionnelle de carbonisation chez les producteurs explique ce faible rendement. Combinée à d'autres facteurs tout aussi néfastes, l'exploitation de bois-énergie contribue à l'accélération du déclin du patrimoine forestier national.

« Entre 2004 et 2017, Madagascar a perdu 700 000 hectares de forêts dans des zones plus ou moins éparses, qui se trouvent principalement dans l'Est et l'Ouest du pays », mentionne un communiqué du World Wildlife Fund (WWF) du 13 janvier. D'après la Waves de 2016, la couverture forestière de l'île a nettement diminué entre 2005 et 2013. Pour cette période, elle a perdu 20% de sa superficie forestière et la perte due à la déforestation (perte de volume de bois) entre 2009 et 2014 est évaluée à six millions de dollars. Ce coût paraîtrait dérisoire par rapport aux immenses pertes en faune et flore attribuables à la disparition des forêts malgaches. L'île abrite 5% des espèces endémiques du monde. Environ 95% des reptiles de Madagascar, 89% de sa flore et 92% de ses mammifères n'existent nulle part ailleurs sur Terre. Ses forêts sont donc des banques recelant de riches trésors pour toute l'humanité. Infrastructures vertes par excellence, elles sont aussi un moyen important de lutte contre la pauvreté à travers la mise en œuvre des projets Reducing emissions from deforestation and forest degradation + (Redd+).

POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Puits de carbone à ciel ouvert, la forêt de l'Est à elle seule représente un potentiel de

12 millions de tonnes de carbone à raison de cinq dollars la tonne, suivant le cours actuel. Le pays perdrait alors au moins 60 millions de dollars en marché de carbone si jamais la forêt de l'Est était détruite, ce qui pourrait arriver compte tenu du rythme de déforestation par la carbonisation, entre autres facteurs. À souligner que les forêts de Madagascar font partie des forêts tropicales couvrant 15% de la surface des terres émergées et séquestrant 25% du carbone de la biosphère terrestre. Par ailleurs, la déforestation et la dégradation des forêts représentent environ 82% du total des émissions de gaz à effet de serre. En s'attachant trop aux bois-énergies pour la cuisson, la plupart des habitants de l'île sont en train de tuer la poule aux œufs d'or et de commettre un suicide écologique, comme l'avait déjà regretté le prince Philip, de passage sur le sol malgache il y a plus de trente ans, alors qu'il était responsable du WWF.

L'utilisation des bois de chauffe et du charbon de bois occasionne également des conséquences néfastes sur la santé. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la pollution de l'air intérieur cause plus de 20 000 morts par an à Madagascar. Les victimes sont en majorité des femmes et des enfants en bas âge. « Nous avons réalisé des études sur le charbon de bois chez les Malgaches dans la région Alaotra. Ce combustible est responsable des infections respiratoires comme la bronchite, surtout chez les femmes et les enfants », explique le professeur Ange Andrianarisoa, un éminent pneumologue. Le cas de la ville d'Antananarivo mérite attention à ce propos. Le taux de pollution atmosphérique y est parmi les plus élevés au monde, alors que ses agglomérations concentrent la plus grosse part des consommateurs de charbon de bois du pays. La plupart des habitants d'Antananarivo sont donc doublement handicapés. Ils sont en permanence exposés à la double pollution de l'air, de l'extérieur et de l'intérieur. Raison de plus pour encourager les ménages urbains à changer de mode de vie en effectuant la transition vers les combustibles propres, mais à pouvoir calorifique élevé tels que le gaz butane (42-45 mégajoules par kilo pour celui-ci).

BRICOLAGE

Pour le moment, la consommation de gaz butane à Madagascar concerne près de 3% des ménages contre 9% au Togo, par exemple. Les consommateurs restent

essentiellement citadins, les villes d'Antananarivo, de Toamasina et de Mahajanga étant les principaux points de concentration. « Des efforts sont nécessaires pour amener les ménages à migrer vers l'usage du gaz butane », avait soutenu Olivier Gasbarian, administrateur général de Vitogaz, devant la presse. Beaucoup de gens ont peur d'utiliser ce combustible, reconnaît-il.

Les utilisations habituelles du gaz sont la cuisson, la production d'eau chaude et le chauffage. L'étude et la mise en place d'installations de bouteilles de gaz pour des activités spécifiques (coloration de raphia, élevage, échaudage de vanille, extraction d'huiles essentielles, etc.) sont également en cours. Au Burkina Faso, l'apparition de taxis hybrides fonctionnant au gaz butane donne du fil à retordre aux autorités. Les bouteilles de gaz domestique (deux par taxi) sont placées dans le coffre du véhicule d'où elles sont reliées à l'aide d'une tuyauterie au système d'allumage modifié de façon artisanale. Ce type de bricolage est jugé économique et pragmatique par ses adeptes dont le nombre ne cesse de croître dans ce pays de l'Afrique occidentale. Derrière l'invention de cette pratique manifestement dangereuse qui, tôt ou tard, pourrait s'exporter à Madagascar – les Malgaches sont réputés pour leur légendaire sens du bricolage – s'agit le besoin d'innovations technologiques adaptées. Les partisans de la démocratisation du gaz butane, le CMDB en premier, sont invités à y réfléchir d'ores et déjà. À l'avenir, les bouteilles de gaz butane, au lieu d'occuper de petits coins aux cuisines, pourraient voyager avec les humains, surtout si le prix des carburants continue à grimper. Pour le moment, la fluctuation et la hausse des cours mondiaux du gaz risquent de mettre un coup d'arrêt à la promotion de cette énergie qui a commencé à séduire de plus en plus d'utilisateurs. P

MINI-BIO

Rivonala Razafison est un journaliste scientifique. Littéraire et sociologue de formation, il exerce le métier depuis 1998. Se spécialisant en journalisme scientifique depuis 2006, il collabore avec des organes de presse internationaux outre la presse nationale. Enseignant vacataire à l'université, il est aussi membre du conseil communal de Morarano Gara, Moramanga, depuis janvier 2020.



Vola Rakotondrazafy

Représentante pays de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi)

« L'industrie verte exige une implication effective du secteur privé »

L'industrialisation est un passage obligé pour arriver à un niveau sensible de développement. Face aux pressions climatiques de plus en plus fortes, Vola Rakotondrazafy, représentante pays de l'Onudi à Madagascar, nous livre son avis sur l'industrialisation dans le contexte actuel du changement climatique.

Interview.

KARINA ZARAZAFY

En termes de promotion de l'industrialisation, y a-t-il une prise en compte de l'aspect du changement climatique ?

Vola Rakotondrazafy (V.R.) : Avant d'y répondre, je souhaite rappeler les enjeux du développement industriel. Bien que l'industrie soit un moteur essentiel de la croissance économique, le développement industriel de plusieurs pays au cours du siècle dernier a largement contribué au réchauffement climatique, aux côtés de la mondialisation qui a fait des transports,

de l'énergie et de l'agriculture intensive les principales sources d'émission de gaz à effet de serre. Ce que confirment plusieurs rapports internationaux, dont le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Toutefois, avec les progrès des nouvelles technologies propres, la croissance économique – soutenue par l'industrie – devient l'un des principaux piliers de la durabilité. À cet égard, les industries à faible émission de carbone et économes en ressources peuvent renforcer l'économie et fournir des solutions, préservant ainsi l'environne-

ment, tout en créant des emplois verts pour les jeunes, les femmes et toute une série de groupes défavorisés. La tendance actuelle est d'opérer une transition vers une industrialisation durable et plus respectueuse de l'environnement, avec des productions plus "propres" et une utilisation plus efficace des ressources. D'ailleurs, pour appuyer cette transition, différents mécanismes de coopération technique et financière au niveau mondial œuvrent pour faciliter l'adoption de processus de production industrielle plus durable et plus résilient au changement climatique.¹

D'après vous, pour le cas de Madagascar, pourrait-on avoir un développement industriel tout en promouvant les pratiques en faveur du climat ?

V.R. : Pour la Grande île qui a fait de l'industrialisation une de ses priorités, le développement industriel ne devrait pas se faire sans considérer l'aspect environnemental et particulièrement le changement climatique. À l'heure actuelle, nous pouvons dire que cela est devenu, non plus une option, mais vraiment une obligation. Diverses initiatives sont d'ailleurs en cours actuellement. Des acteurs publics dirigés par le ministère de l'Environnement et du Développement durable (Medd) et les départements ministériels concernés s'y impliquent. Ceux du secteur privé s'engagent également pour le développement de plus en plus aux côtés du gouvernement et de ses partenaires. Pour rappel, la promotion du développement industriel durable, c'est-à-dire respectueux de l'environnement, est au cœur même du mandat de l'Onudi en tant qu'agence spécialisée des Nations unies. Elle collabore étroitement avec les différents départements ministériels pour identifier les actions prioritaires à entreprendre dans ce sens, en tenant compte des réalités sectorielles, tout en mobilisant le secteur privé et les financements nécessaires pour leur mise en œuvre.

Dans son mandat, l'Onudi a-t-elle des projets ou programmes qui contribuent à promouvoir le développement industriel en considérant en même temps le climat ?

V.R. : Absolument. Sauvegarder l'environnement figure parmi les quatre domaines sur lesquels l'Onudi focalise ses actions. Pour cela, elle dispose d'un large éventail d'expertises telles que la promotion d'une production industrielle économe en ressources et à faible teneur en carbone, l'accès à l'énergie propre pour des fins productives, l'efficacité énergétique en milieu industriel, le transfert de technologie à faible carbone, les initiatives de décarbonisation profonde de l'industrie, le développement et la mise en œuvre de politiques climatiques et le réseautage y afférent, ou encore la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement

comme la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la convention de Minamata, le Protocole de Montréal, la convention de Stockholm, etc. Au niveau mondial, l'Onudi a développé plusieurs initiatives et plateformes d'échanges avec ses partenaires, pour ne citer que le Réseau mondial pour une production plus propre et économe des ressources (RECP)², le Programme mondial cleantech et innovation³, le Réseau mondial de centres régionaux pour l'énergie durable⁴, ou l'Alliance mondiale pour l'économie circulaire et l'utilisation efficiente des ressources (Gacere)⁵ qui a été mise en place cette année par l'Union européenne, en collaboration avec le Programme des Nations unies pour l'Environnement (Pnue) et l'Onudi. Elle héberge aussi, avec l'Organisation des Nations unies pour l'environnement, le Centre et réseau des technologies climatiques (CTCN). Au niveau du pays, toutes les interventions de

“ *L'adoption d'un modèle industriel durable pourrait exiger des investissements ou des coûts d'exploitation supplémentaires* ”

l'Onudi Madagascar visent à accompagner un développement industriel qui repose sur la durabilité environnementale, en plus de promouvoir la compétitivité économique et de créer une prospérité partagée. Nous avons divers appuis qui promeuvent les meilleures pratiques environnementales, les meilleures technologies disponibles, l'économie circulaire... afin de contribuer à la lutte contre le changement climatique dans des domaines comme l'énergie, la transformation agroindustrielle ou agribusiness, le textile, les petites mines et

la santé. Nous disposons aussi de plusieurs années d'expériences réussies dans la mise en place de parcs industriels écologiques que nous pouvons mettre à disposition de Madagascar dans son programme de développement de zones d'émergence industrielle.

Que pensez-vous de l'industrie verte ? Ce secteur a-t-il de l'avenir à Madagascar ?

V.R. : Cette question est presque rhétorique. Promouvoir l'industrie verte constitue l'un des grands chantiers à Madagascar, d'autant plus que ce concept fait partie des orientations majeures contenues dans le document de politique industrielle par la mise à niveau des industries existantes. Cette action cadre avec les grands axes stratégiques du Plan d'action national de lutte contre le changement climatique.

L'industrie verte exige, au-delà d'une simple Responsabilité sociale des entreprises (RSE), une implication effective et un engagement continu du secteur privé. Les blocages les plus fréquemment évoqués demeurent les questions de rentabilité et de performances en matière de retour sur investissement. L'adoption d'un modèle industriel durable pourrait exiger des investissements ou des coûts d'exploitation supplémentaires. D'où l'importance d'un changement de paradigme pour concilier développement durable et rentabilité. Pour y arriver, il est crucial pour nous de travailler étroitement avec le secteur public qui est appelé à en assurer le leadership. Mais il est tout aussi important d'établir des partenariats stratégiques avec le secteur privé, tout en ayant la contribution des partenaires techniques et financiers. Ensemble, nous pouvons mobiliser et optimiser les différents instruments de "financement vert" existants, comme le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial, etc. **P**

RÉFÉRENCES :

1. Exemples : Fonds vert pour le climat, fonds pour l'environnement mondial ou encore la Nama Facility, www.recenet.org
2. www.recenet.org
3. Global CleanTech Innovation Programme (GCIP).
4. Global Network of Regional Sustainable Energy Centres.
5. Global Alliance for Circular Economy and Resource Efficiency (Gacere)



Jean-Philippe Palasi

Directeur du think-tank Indri

**« Un Américain émet en moyenne
130 fois plus de CO₂ qu'un
Malgache ! »**

Madagascar est le quatrième pays le plus menacé par le changement climatique¹. Jean-Philippe Palasi travaille depuis 20 ans sur ces enjeux, au sein d'Organisations non gouvernementales (ONG) internationales, dans les négociations sur le climat et, depuis de nombreuses années, à Madagascar. Il dirige le think-tank malgache Indri, qui est notamment à l'origine de l'initiative Alamino, l'agora des paysages et des forêts de Madagascar. Il propose aujourd'hui une analyse des défis qui attendent la Grande île et des perspectives pour y faire face.

Au niveau mondial, où en sommes-nous sur le changement climatique ?

Jean-Philippe Palasi (J.P.V.) : La Terre s'est déjà réchauffée de 1,2 °C et les scientifiques nous disent qu'à partir de 1,5 °C, les impacts seront catastrophiques. Des conséquences dramatiques sont déjà visibles partout. Ces derniers mois, il a fait 45 °C à Vancouver, 800 000 ha de forêts ont brûlé en Sibérie, l'Europe et la Chine ont été frappées par des inondations sans précédent. Malheureusement, les émissions de CO₂ continuent à augmenter et vont atteindre un record en 2023. Il faut donc s'attendre à une aggravation sévère des impacts dans les années qui viennent. L'humanité fera face à la plus grande crise qu'elle ait eu à affronter. Certaines projections prévoient 216 millions de réfugiés climatiques dans le monde d'ici 2050². Il faut être bien conscient de ce que cela signifie : nous parlons d'une déstabilisation planétaire, avec des risques de famines et de conflits armés à grande échelle. Face à cela, il y a eu une vraie prise de conscience ces dernières années, mais les actions concrètes sont encore trop lentes.

Ces dernières années, nous parlons beaucoup de réfugiés climatiques. Le phénomène atteint-il Madagascar ?

J.P.V. : Nous savons aujourd'hui qu'il y a des zones du monde qui vont devenir trop chaudes et inhabitables. Cela pourrait être le cas dans le Sud de Madagascar, où le *kere* entraîne déjà de grandes souffrances. Il faudrait s'attendre à d'importantes migrations qui seront principalement internes, puisque Madagascar est une île. Le pays est déjà dans une situation économique, sociale et environnementale très difficile, mais au regard des projections climatiques et de leurs conséquences, il est possible que dans dix ou 20 ans, nous regardions avec nostalgie la période actuelle. Dans plusieurs régions, des millions de paysans arrivent encore à vivre sur la terre de leurs

ancêtres et à la cultiver dans des conditions difficiles, certes, mais qui leur permettent de vivre. Cet acquis n'est pas du tout garanti à l'avenir. La malnutrition, les famines et les migrations internes risquent d'exploser, ce qui pourrait mener le pays au chaos.

“

Il incombe aux acteurs malgaches d'inventer les solutions qui conviennent au pays

Quelles sont les solutions à mettre en place ?

J.P.V. : Il incombe aux acteurs malgaches d'inventer les solutions qui conviennent au pays. Ayant la chance de vivre à Madagascar, je me permets de partager mon analyse. Tout d'abord, la question de l'eau me paraît fondamentale. Pour qu'un peuple à 80 % rural puisse vivre, il faut qu'il y ait de l'eau de façon fiable et régulière. Or, le changement climatique risque d'aggraver à la fois les sécheresses et les inondations. Dans les deux cas, avoir un couvert végétal en bon état est un élément déterminant de la réduction des impacts négatifs. Sur la sécheresse, nous savons que les régions boisées génèrent leur propre humidité et reçoivent des pluies plus fréquentes. Face au risque d'inondation, la forêt sert de régulateur, elle fonctionne comme une éponge qui permet le stockage d'une grande quantité d'eau et sa redistribution régulière. Il faut donc restaurer les paysages et les forêts, sans oublier de protéger les forêts primaires encore exis-

tantes. Par exemple, la forêt du Menabe est particulièrement adaptée à un climat aride et à des pluies irrégulières. Il est illusoire de penser que nous pouvons détruire cette forêt naturelle et la remplacer plus tard par un reboisement en deux ou trois espèces qui présenteraient la même résilience climatique.

Devons-nous craindre des « méga-feux » comme en Australie ou au Canada ?

J.P.V. : Les forêts malgaches restantes sont assez morcelées, donc nous ne verrons sans doute pas d'immenses feux sur des centaines de kilomètres, comme en Sibérie ou au Canada. Cela dit, le changement climatique va renforcer l'intensité des feux. Il faut s'y préparer en renforçant dès maintenant les moyens de prévention et de lutte. Avec nos partenaires membres d'Alamino, nous avons fait de ce sujet une priorité. Nous proposons de tester l'utilisation d'hélicoptères pour éteindre les feux afin de se préparer dès maintenant à une augmentation de leur ampleur.

Avec la montée du niveau de la mer, le pire est-il à craindre pour les zones côtières de Madagascar ?

J.P.V. : Madagascar a le plus long littoral de tous les pays d'Afrique. Avec la hausse du niveau de la mer et l'aggravation des cyclones, les côtes risquent de connaître des inondations et des destructions de plus en plus fortes. Beaucoup de personnes pourraient être contraintes de quitter leur village. Pour y faire face, les écosystèmes sont, encore une fois, des alliés précieux. Par exemple, lors du tsunami de 2005 en Asie, les zones côtières où la mangrove avait été préservée ont été les moins impactées. Madagascar a déjà perdu 20 % de ses mangroves : il est impératif de stopper cette destruction et de replanter ce qui a été perdu. Un autre défi majeur est de mieux protéger les barrières de corail qui sont, aujourd'hui, menacées par le changement climatique et par les pressions

locales. Leur disparition entraînerait un bouleversement sans précédent de la vie humaine sur une bonne partie des côtes de Madagascar, notamment dans l'Ouest.

La capitale Antananarivo n'est pas située sur la côte. Est-ce une chance ?

J.P.V. : Oui, c'est une chance, car la ville la plus peuplée du pays n'est pas directement exposée à la hausse du niveau de la mer. Par contre, la capitale est très vulnérable aux inondations, que le changement climatique va aggraver. Face à cela, beaucoup pensent qu'il faut stopper la multiplication de nouveaux remblais qui aggravent les risques, en empêchant l'eau de suivre son cours. Chaque fois qu'un remblai est effectué, nous renforçons le coût humain et économique des phénomènes climatiques extrêmes qui s'intensifient. Au contraire, il faudrait sans doute préserver les plaines inondables et construire sur les collines, comme ce fut le cas avant la période coloniale. La sécurité alimentaire est l'autre grand risque climatique pour Antananarivo. Comment la capitale va-t-elle nourrir une population en forte hausse si les cultures sont impactées par le changement climatique ? Là encore, la priorité est peut-être de stopper les remblais sur les rizières, qui sont cruciales pour nourrir la population. Cependant, il faut une stratégie agricole plus globale.

Justement, comment éviter la famine face aux risques climatiques ?

J.P.V. : Tout d'abord, la réponse ne peut pas être une accélération du tavy. Il faudrait, au contraire, trouver des solutions pérennes face à cette pratique du brûlis, emmenant le pays droit dans le mur. Les dernières forêts disparaissent alors qu'il est crucial de les conserver face au changement climatique. Au-delà, il faut une stratégie pour valoriser les immenses surfaces de terres aujourd'hui inexploitées, en encourageant les investissements sur des cultures adaptées au changement climatique. L'enjeu est double : répondre aux besoins des Malgaches, mais aussi

saisir des opportunités d'exportation, car la demande alimentaire mondiale ne cesse de croître. Positionner Madagascar sur le marché mondial est possible grâce à des produits à forte valeur ajoutée, permettant d'assurer des revenus et des emplois pérennes, notamment dans l'agriculture biologique.

“

La responsabilité écrasante de la situation actuelle revient aux pays développés.

Le changement climatique est une véritable menace. Cependant, vous y voyez quelques opportunités. Pouvez-vous nous les partager ?

J.P.V. : Il y a une grande opportunité à saisir en matière d'énergie solaire, dont les coûts sont en chute depuis dix ans. Madagascar possède un territoire propice à son développement avec un taux d'ensoleillement très élevé et de grands espaces disponibles. La demande mondiale pour des produits labellisés 100% énergies renouvelables accroît considérablement. Voilà une opportunité à saisir, notamment dans le textile qui emploie déjà plus de 400 000 personnes à Madagascar. Deuxièmement, l'humanité va avoir besoin de stabiliser, puis de faire baisser le taux de CO₂ dans l'atmosphère. Pour capter ce CO₂, l'une des options est de planter de très grandes forêts. Madagascar possède justement de grands espaces dégradés, qui pourraient faire l'objet d'un reverdissement massif avec des financements internationaux. Cela permettrait de lutter contre le changement climatique et de restaurer la fertilité de la terre.

La Conférence des parties des Nations unies sur le changement climatique (COP) 26 se tient à Glasgow en novembre. Quels sont les enjeux pour Madagascar ?

J.P.V. : Tout d'abord, rappelons une énorme injustice : Madagascar n'est pas responsable du changement climatique, mais fait pourtant partie des pays les plus gravement impactés. La responsabilité écrasante de la situation actuelle revient aux pays développés. Aujourd'hui, un citoyen américain émet en moyenne 130 fois plus de CO₂ qu'un Malgache ! L'enjeu pour Madagascar est d'attirer l'attention de la communauté internationale sur cette injustice climatique et de la forcer à être solidaire. La COP 26 pourrait être une opportunité pour le pays de présenter une vision forte, susceptible de retenir l'attention des autres nations, et je sais que le gouvernement s'y prépare. Il y a deux ans, le président de la République a fait du reverdissement une priorité nationale. La COP est l'occasion de renforcer et de détailler cette vision. Il est crucial que Madagascar se positionne comme un pays ayant une stratégie claire et crédible du reverdissement et de l'adaptation au changement climatique. Mais ce discours sur la scène internationale ne peut pas être artificiel. Il doit refléter l'intelligence collective malgache et faire l'objet d'un vrai consensus avec la société civile, le secteur privé et l'ensemble des acteurs. Une concertation multi-acteurs est incontournable et l'initiative Alamino portée par Indri inscrit cela parmi ses objectifs. Nous allons continuer dans cette mission de facilitation de la réflexion collective, en bonne intelligence avec le ministère de l'Environnement et du Développement durable (Medd). **P**

RÉFÉRENCES :

1. Madagascar est classé comme le quatrième pays le plus touché par le changement climatique en 2018, et le 11^e pays le plus touché entre 1999 et 2018 par le Global Climate Risk Index.
 2. Rapport de la Banque mondiale publié en septembre 2021
- Cet entretien a été réalisé avec Indri, le think-tank qui mobilise l'intelligence collective pour un avenir viable dans les paysages urbains, terrestres et côtiers de Madagascar.

En partenariat avec le think-tank Indri qui mobilise l'intelligence collective pour un avenir viable dans les paysages urbains, terrestres et côtiers de Madagascar.

INDRI
INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT
LA RESTAURATION ÉCOLOGIQUE
ET L'INNOVATION

SOCIÉTÉ

Un jeune garçon avec son troupeau sur le fleuve Linta, au niveau d'Ejeda, dans la région Atsimo-Andrefana.



30. Analyse. Énergie et changement climatique. Les syndicats appelés à muter

32. Interview. Natasha Van Rijn : « L'enjeu est d'adopter une approche intégrée dans le grand Sud »

35. Agriculture résiliente. Approche systémique et action collective

37. Interview. Romy Voos Andrianarisoa « Le meilleur moment pour sauver la biodiversité était hier ! »



Énergie et changement climatique

Les syndicats appelés à muter

Les syndicats sont confrontés à des défis majeurs, dans un paysage énergétique en pleine floraison qui changera inévitablement et de manière à affecter leurs emplois et leur mode de fonctionnement. De nouvelles technologies vont être introduites et elles influenceront sur l'organisation de l'industrie énergétique.

IVAN MBIRIMI – EXTRAIT DE LA PUBLICATION POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE D'AVENIR EN AFRIQUE AUSTRALE : QUEL RÔLE POUR LES SYNDICATS ? (FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG)

(...) Il y aura probablement plus de distribution décentralisée d'électricité par rapport à l'actuel modèle très centralisé de production, de transport et de distribution. Dans ce contexte, que peuvent faire les syndicats pour promouvoir leurs intérêts ? Il leur est possible fondamentalement soit de résister, soit d'adopter le changement.

TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ÉNERGÉTIQUES

Résister au changement signifie adopter une approche qui privilégie la protection de l'emploi et les conditions de travail pour les travailleurs existants. Cette option est peu susceptible de servir les intérêts à long terme des syndicalistes. Les données provenant de nombreux secteurs économiques montrent qu'il est finalement inutile pour les travailleurs de résister aux changements technologiques. En tout état de cause, les membres des syndicats ont également intérêt à ce que les systèmes d'énergie soient fiables, abordables

et propres, des résultats que la transformation des systèmes énergétiques devrait apporter. Le fait de se concentrer sur la protection de l'emploi risque de détourner l'attention de la tâche la plus importante : s'assurer du partage équitable des coûts d'adaptation aux systèmes énergétiques à faible émission de carbone.

ASPECTS PERTINENTS DU CONTEXTE POLITIQUE

D'autre part, accepter le changement signifie concentrer l'attention sur les opportunités qui se présenteront dans le nouvel environnement. Cela devrait donner la priorité à l'éducation et au recyclage des membres du syndicat afin qu'ils puissent tirer parti des possibilités d'emploi offertes par les technologies d'énergie renouvelable. Le mouvement syndical devrait également voir l'opportunité d'élargir son mandat au-delà de la simple protection des intérêts de ses membres. Il est extrêmement préoccupant de constater que les

changements en cours dans le secteur de l'énergie se fassent dans un contexte politique excluant largement les syndicats et les groupes de la société civile, comme ceux qui représentent les consommateurs. Cela doit évidemment changer. La grande question est de savoir comment les aspects pertinents du contexte politique peuvent être modifiés pour promouvoir des résultats positifs pour les syndicats et la société dans son ensemble. Il est absolument essentiel d'établir quels sont les facteurs pertinents et, parmi les participants de la sphère politique, qui a le pouvoir et l'influence en raison du contrôle de ces facteurs.

UN POUVOIR ET UNE INFLUENCE CONSIDÉRABLES

Pour aller de l'avant, les syndicats doivent accorder une attention particulière aux défis politiques et aux caractéristiques de l'économie politique des projets ou du développement énergétique. Il n'est plus à prouver que les détenteurs de l'au-

torité politique peuvent faire progresser ou retarder des politiques énergétiques spécifiques : en contrôlant les ressources financières et les organismes de réglementation, en sélectionnant les décideurs en matière d'énergie et en faisant pression sur eux. Cela a souvent été le cas pour les services publics d'électricité de la région (de l'Afrique sub-saharienne). À titre d'exemple classique, citons la manière d'empêcher les services publics de facturer des tarifs reflétant les coûts. Les investissements dans les infrastructures énergétiques deviennent ainsi plus attrayants.

Les ressources financières que les acteurs externes tels que la Banque mondiale et les gouvernements donateurs accordent, confèrent un pouvoir et une influence considérables. Ce qui leur permet de choisir où allouer des fonds entre différentes options. Par exemple, la Banque mondiale a financé la construction des centrales à charbon de Medupi et de Kusile en Afrique du Sud au moment où le gouvernement sud-africain adoptait des plans à long terme pour réduire la dépendance du pays vis-à-vis des centrales de production d'énergie au charbon.

PRISE DE DÉCISION

Le contrôle des connaissances et de l'information est un aspect critique du pouvoir et de l'influence dans l'élaboration des politiques. Les capacités techniques de production, d'interprétation et de diffusion des connaissances et de l'information ne sont pas répandues, en particulier dans les pays en développement où de puissants acteurs internationaux et leurs discours politiques égoïstes prospèrent. Au-delà de ces trois facteurs, les caractéristiques de l'économie politique du secteur de l'énergie doivent être prises en compte. Les facteurs qui y influent comprennent, en premier lieu, une chaîne d'approvisionnement longue et complexe comportant de nombreux points de décision, créant de nombreuses possibilités d'intervention politique. Ensuite, dans les économies des pays en développement, le secteur de l'énergie est un gros employeur, ce qui peut entraîner des pressions politiques pour créer des emplois et octroyer des contrats et des emplois à des partisans politiques. Puis encore, les investissements sont de grande envergure et les projets de longue durée, les coûts initiaux étant très élevés pour les projets. Ceci, combiné au fait que les coûts et les ren-

dements sont difficiles à prévoir, rend les investissements risqués. Sans surprise, la prise de décision dans le secteur de l'énergie a tendance à être fortement contestée et politique.

ACQUISITION DE CONNAISSANCES

Étant donné ces défis, qu'est-ce qui devrait éclairer l'approche des syndicats pour accroître leur influence sur les processus d'élaboration des politiques ? Quatre principes sont suggérés comme consigne. Premièrement, il est important de construire une base solide fondée sur l'éducation et le réseau. Pour le moment, les syndicats n'ont pas la capacité technique, les ressources financières et l'autorité politique nécessaires pour engager et défier les services publics et leurs partenaires : les institutions financières internationales et les gouvernements donateurs. Cela souligne la nécessité pour les syndicats de donner la priorité à l'acquisition de connaissances dans ces trois domaines. L'amélioration des capacités techniques en particulier augmentera directement leur influence sur la politique. Mobiliser un soutien pour leur programme politique (...) accroîtra indirectement leur influence politique et pourrait également attirer un soutien financier.

ÉPOUSER LES CHANGEMENTS

Il faut développer de solides discours politiques. Les syndicats ont besoin d'une perspective claire sur les défis auxquels ils sont confrontés. Cela devrait ensuite être transformé en un discours politique dynamique qui puisse susciter, inspirer et engager à la fois ses membres et la population en général. Pour cela, une session de *brainstorming* pourrait être organisée : demandez à un groupe informel de membres du syndicat, au milieu urbain, à la campagne (la société civile) et aux professionnels de la communication de passer du temps ensemble pour développer et affiner un discours politique. Épouser les changements qui se produisent dans le secteur de l'énergie est également essentiel. Le paysage énergétique naissant ne doit pas seulement être considéré comme une source de défis, car les syndicats peuvent également saisir des opportunités. Par exemple, les technologies DG ouvrent la possibilité de propriété des centrales électriques. Contrairement à la situation actuelle, où la quasi-totalité de l'électricité est produite par de grandes entreprises appartenant à des entreprises

d'État centralisées, les technologies DG faciliteront la construction et la possession de centrales électriques par d'autres acteurs : des coopératives, des municipalités, des communautés locales et des particuliers. Une telle extension de la propriété – que certains considèrent comme la démocratie économique – devrait être saluée par les syndicats, car certains de leurs membres pourraient devenir propriétaires de telles entreprises (membres de coopératives ou individuellement), même s'ils perdent leur emploi suite à la transformation du secteur de l'énergie.

IMPACTS NÉGATIFS GRAVES ET IRRÉVERSIBLES

Enfin, il faut aller au-delà des préoccupations traditionnelles. Au cours de la dernière décennie, les avantages de la mondialisation ont été de plus en plus remis en question, même si la mondialisation est capable d'apporter une grande prospérité. La raison principale étant le partage inégal des avantages et des coûts de la mondialisation. Il est également évident que la mondialisation a contribué à des modes de développement non durable. Des impacts négatifs graves et irréversibles sur les personnes et les écosystèmes semblent inévitables dans un futur proche. Une conséquence sévère pour le climat mondial.

Il est donc dans l'intérêt du mouvement syndical de s'attaquer aux vastes préoccupations sociales et économiques de la population en général, en particulier des pauvres. Il est suggéré que les syndicats aillent au-delà de leurs préoccupations traditionnelles concernant les emplois et les droits des travailleurs, tout en adoptant des préoccupations sociales et politiques plus larges concernant l'environnement, la pauvreté et les inégalités. Le mélange de la crise de la mondialisation et de la crise énergétique dans la région offre aux syndicats l'occasion de créer des alliances et des réseaux élargis en faveur de processus politiques inclusifs et transparents. (...) **P**



Natasha Van Rijn,
représentante résidente du PNUD à Madagascar

**« L'enjeu est d'adopter une approche
intégrée dans le grand Sud »**

Pour Politikà, la représentante résidente du PNUD à Madagascar décrypte les actions menées dans le Sud et les challenges qui demeurent très importants.

VAN LEE BEHAJA ET RAOTO ANDRIAMANAMBE

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) fait partie des intervenants dans le Sud. Par rapport aux autres acteurs, quels sont ses domaines d'intervention ?

Natasha Van Rijn (N.V.R.) : Le Pnud axe ses interventions sur une perspective de relèvement et de résilience au choc sur le long terme. Notre mandat nous permet de réfléchir sur les questions de développement de la zone au-delà des réponses humanitaires en cours. Certes, celles-ci sont extrêmement importantes, autant qu'elles œuvrent pour sauver des vies dans l'immédiat. Mais nous essayons de mettre davantage l'accent sur une perspective plus durable, notamment sur les questions structurelles qui touchent la zone et qui vont permettre aux districts, aux régions et aux communes de pouvoir se relever et faire face à différents chocs climatiques, économiques ou autres.

Comment coordonnez-vous vos actions avec celles des autres institutions ou acteurs dans le Sud ?

N.V.R. : Grâce à la vision de la partie nationale, nous avons appuyé la mise en place de la plateforme de gestion de l'aide à Madagascar. Elle est actuellement dirigée par le Secrétariat technique permanent sur la coordination de l'aide (STPC), qui est rattaché à la primature. Nos appuis ont aussi permis à l'État, à travers le ministère de l'Économie et des Finances (Mef), de produire des rapports nationaux sur les tendances de la coopération en développement ces dernières années. Nous apportons également un appui au renforcement de capacités à l'Organisme de coordination et de suivi des investissements et des financements (Ocsif) rattaché à la Présidence. En dehors de cela, il existe un début de mécanisme qui n'est toujours pas formalisé, un groupe de dialogue stratégique. L'idée est de réunir les Partenaires techniques et financiers (PTF) et les membres de l'administration au niveau plus stratégique. Un groupe de coordination des partenaires, coprésidé par le Pnud et l'Union européenne est en place. Il permet aux PTF de s'organiser et de coordonner les réponses, que cela soit sur le plan national ou bien dans le Sud en particulier. L'ambition serait éventuellement d'ouvrir davantage un forum de dialogue régulier avec l'État.

Justement, la partie nationale, les collectivités ou communautés locales sont-elles suffisamment consultées ?

N.V.R. : Il est important de souligner que toutes les interventions du Pnud font suite aux consultations avec la partie nationale. Les activités qui sont actuellement menées, ou celles que nous allons entamer ultérieurement dans le Sud, sont le fruit d'un dialogue continu avec les différents départements ministériels pour une meilleure appropriation et un principe d'accompagnement. Le Pnud accompagne sur le plan technique. Cela nous permet de nous assurer que nous avançons ensemble vers les réponses et les résultats que l'État cherche pour la région. La consultation fait partie intégrante et est également une étape très importante de la planification dans la zone. Nous engageons des discussions aux niveaux central et local : gouverneurs, maires, préfets, pour que les communautés cibles soient au courant et d'accord avec la démarche proposée. Il s'agit d'un effort à multiniveaux. L'implication des communautés et des ménages dans les réponses humanitaires dans le Sud – pour œuvrer en faveur de leur futur – en répondant à tous les défis de la zone, notamment liés aux changements climatiques, touche pleinement ce principe de résilience.

Longtemps, le Sud a été présenté comme étant un « cimetière de projets ». Certains estiment que l'aide des partenaires techniques n'a pas les effets escomptés, qu'en pensez-vous ?

N.V.R. : Effectivement, beaucoup d'investissements ont été effectués de la part de la communauté internationale pour le grand Sud. Je pense que cette remarque revient sur la question de coordination entre les partenaires et le gouvernement, qui est extrêmement importante. Les investissements effectués pour la suite pourront avoir davantage d'impacts, car ils sont bien coordonnés.

En termes financiers, les ressources mobilisées pour le Sud sont-elles suffisantes d'après vous ? Combien

faudrait-il engager pour changer la situation durablement ?

N.V.R. : Cela est très difficile à chiffrer. Justement, l'enjeu est d'adopter une approche intégrée dans le grand Sud. Au lieu de parler d'"investissements humanitaires", ou d'investissement de développement, dans la consolidation de la paix ou de contrat social, par exemple, il est vraiment important d'envisager, dès maintenant, une réponse qui considère tous ces éléments, afin de répondre aux besoins immédiats, aux besoins en termes de développement et aux questions structurelles. Ce sont des problématiques connues depuis longtemps et qui viennent s'ajouter aux problématiques humanitaires qui prévalent aujourd'hui.

On constate que pour l'immédiat, Madagascar ne représente aucun intérêt stratégique majeur, ce qui se reflète aussi dans le fait que le pays est orphelin des aides internationales et souffre d'une sous-représentation diplomatique globale de ces partenaires. Est-ce réellement la situation ?

N.V.R. : La situation dans le grand Sud évolue malheureusement dans le sens négatif pour l'instant, avec la sécheresse qui risque d'empirer dans les mois à venir. Nous espérons changer la donne pour l'année 2022. Étant donné que la situation est de plus en plus mise en avant dans la presse internationale, ceci peut aider sur le plan de remobilisation de ressources. Je mettrais encore l'accent sur le fait que cette mobilisation devrait répondre à l'appel en urgence pour sauver des vies dans l'immédiat. Pour le Pnud, il ne faut pas perdre de vue les besoins qui vont au-delà, notamment sur le long terme et sur la croissance économique. Y répondre empêchera les cycles répétitifs liés à la sécheresse. La politique d'attention et la crise humanitaire en cours ont permis d'accroître les ressources et leur mobilisation. Les efforts se poursuivent toujours. Le Pnud appuie le gouvernement pour qu'il puisse faire face et dépasser cette urgence, tout en résolvant ces problématiques sur le long terme.

Le volume de ces aides va-t-il augmenter pour les prochaines années et qu'en est-il des appuis du Pnud pour le grand Sud ?

N.V.R. : L'impact de la sécheresse dans la zone est assez clair. Dans les années à venir, un regard très particulier sera accordé sur le grand Sud de Madagascar. L'impulsion humanitaire continuera. Les questions de relèvement et de résilience de ces communautés devront accompagner le mouvement. Si l'on veut vraiment développer la zone, les questions de résilience sont primordiales. Il faut donner aux ménages, aux communes, aux districts et même aux régions la capacité de faire face à des chocs et de s'adapter. C'est une réponse au changement climatique. La capacité du pays, des communautés et des ménages à pouvoir s'adapter fera toute la différence dans l'avenir.

Pourriez-vous citer les districts ou les régions du Sud dans lesquels le Pnud est présent ?

N.V.R. : Anosy, Androy et Atsimo Andrefana regroupent le focus géographique de nos interventions, même si d'autres zones viennent s'insérer dans nos réflexions. Pour l'instant, au niveau régional, le Pnud est en train de planifier la prolongation de ses programmes de résilience dans ces trois régions. Le programme essaie d'agir à plusieurs niveaux en ce qui concerne le relèvement et la résilience. Sur la question de relèvement face à la sécheresse, nous travaillons en étroite collaboration avec le ministère de l'Environnement et du Développement durable (Medd) et

d'autres agences du système des Nations unies. Le programme de relèvement dans le Sud qui a été mis en œuvre avec le Mef, spécifiquement dans la région d'Androy, a permis à des communautés de faire face à des problèmes de manque d'eau. Par exemple, les travaux de réhabilitation des canaux permettent entre autres d'irriguer environ 1 100 ha de terrains cultivables. Ils ont touché près de 13 500 habitants. Des barrages de rétention d'eau ont aussi été consolidés, toujours dans l'objectif d'appuyer l'agriculture et l'élevage. Ce sont des initiatives au niveau communautaire. Mais en ce qui concerne la vulnérabilité structurelle, il s'agit de stabilisation de revenu en matière de relèvement économique, à travers la mise en place des Activités génératrices de revenus (AGR) et des appuis avec des épargnes, par exemple, qui permettent de stabiliser le revenu au niveau du ménage. Le Pnud travaille également en étroite collaboration avec les autorités locales pour renforcer leur capacité à avoir des ressources nécessaires pour soutenir la population. Il s'agit de relèvement institutionnel et de la promotion des principes de la décentralisation.

En termes d'activités, la composante "programmatische" sur le relèvement économique et la réduction de la vulnérabilité structurelle consiste à mettre en place les conditions de relance de l'économie régionale, en intervenant à plusieurs niveaux et dans différents secteurs. Notre approche est progressive. Nous concilions la stabilisation des revenus des plus vulnérables, par exemple à travers la constitution des épargnes et la mise en place des AGR, tout en soutenant l'organisation communautaire

avec la réhabilitation d'infrastructures communautaires de production, en accompagnement au volet technique et en mettant en place un *revolving fund*. Ce dernier est une sorte de banque au niveau local. Les composantes de relèvement institutionnel et culturel permettent d'instaurer un climat institutionnel et socioculturel propice à la relance de l'économie régionale. Dans ce cadre, nous avons travaillé sur un renforcement des capacités des régions, des districts et des communes. Il s'agit non seulement d'un appui *hard*, avec des dotations en équipements ou la réhabilitation de bâtiments publics, mais également de la mise en place de certains renforcements de capacités, en particulier en ce qui concerne les revenus publics.

À part ces projets d'infrastructures et de relèvement, avez-vous des projets ou des solutions que vous jugeriez pérennes pour le grand Sud ?

N.V.R. : Le relèvement est un concept assez large. Je pense qu'il y a un lien assez important à faire entre ce relèvement, la question de changement climatique et tout ce qui touche à l'adaptation. Il faut une adaptation institutionnelle, une adaptation communautaire et même au niveau des ménages. Le Pnud se focalise sur trois grands axes : la gouvernance, la réduction de la pauvreté et des inégalités, et l'environnement. La réalité est très complexe, car ces trois piliers sont interdépendants. Nous ne pouvons pas les traiter séparément, en particulier dans le grand Sud. **P**

Le Pnud, à l'œuvre dans le relèvement du Sud, en partenariat avec la partie nationale

Les réhabilitations de périmètres irrigués et d'aménagement de bassins ou de barrage de retenue d'eau entrent dans le cadre du programme d'adaptation au changement climatique Medd/Fonds pour l'environnement mondial (Fem)/Pnud/Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et du programme de relèvement du Sud mis en œuvre avec le ministère de l'Économie et des Finances (Mef) et la région Androy. Elles ont permis à des communautés de mieux faire face aux problèmes de manque d'eau. La réhabilitation de Miary, d'une longueur de 6,8 km, permet entre autres d'irriguer environ 1 100 ha de terrains cultivables et exploitables par 13 536 habitants. Ilaka couvre 100 ha exploitables pour 11 600 personnes, celui de Behazomanga à Tsihombe a permis de relancer les cultures maraîchères locales. Les barrages de retenue d'eau d'Ampamata Roakemba et de Mieva dans l'Androy ont également

rallongé les périodes d'accès à l'eau pour l'agriculture et l'élevage au cours de l'année, face à l'intensité de la sécheresse. En même temps, au moins 80 000 jeunes plants ont été mis en terre dans l'Androy et l'Atsimo Andrefana, pour reverdir environ 70 hectares et contribuer à la protection des sources d'eau vulnérables à la sécheresse. L'une des actions emblématiques menées est la fixation des dunes. Un peu plus de 19 000 ménages ont bénéficié de ces travaux dans l'Androy et l'Anosy. Ils ont pu avoir accès aux AGR et à l'emploi. La composante du relèvement institutionnel a permis de mener les réhabilitations des infrastructures, la dotation en matériels des communes, l'appui à la mobilisation de ressources locales. 58 communes sont appuyées dans la mise en œuvre de leur plan de développement.



Agriculture résiliente

Approche systémique et action collective

Diverses publications scientifiques ou généralistes parlent de Madagascar comme étant le premier pays à connaître une famine due au changement climatique. Plus d'un million de personnes souffrent de la faim dans la Grande île. Un regard inquisiteur est nécessaire sur la résilience de l'agriculture malgache dans ce contexte de précarité qui menace de s'amplifier à l'avenir.

RIVONALA RAZAFISON

Trois facteurs liés au climat pourraient aggraver l'état de pauvreté des pays africains, dont Madagascar. L'inévitabilité du réchauffement à cause des émissions de gaz à effet de serre passées en est le premier. Ses conséquences probables touchent de plein fouet la production agricole et la disponibilité des denrées alimentaires, entre autres.

IMMENSES DÉFIS

Le deuxième consiste en la poursuite du réchauffement qui intensifiera les températures extrêmes et les sécheresses. Selon les prévisions, elle ferait baisser de 20% les rendements des principales cultures, tandis que les inondations affecteraient chaque année jusqu'à 18 millions de personnes d'ici 2100. Le troisième paramètre porte sur l'incertitude considérable quant aux conséquences du réchauffement sur les modèles météorologiques locaux et les cycles hydrologiques. Ceci pose d'immenses défis pour les gouvernements qui peinent à planifier le développement et à concevoir des projets relatifs à la gestion des ressources en eau et aux infrastructures sensibles au climat. Les inondations et les sécheresses représentent

de fait deux menaces à gérer de front à l'ère du changement climatique. La détérioration des conditions d'habitation dans les zones très exposées stimulera d'ici 2050 les migrations de plus de 216 millions de personnes des six régions du monde à l'intérieur de leurs pays, selon le dernier rapport *Groundswell* de la Banque mondiale¹ publié en septembre. « *Aucune région n'est à l'abri du risque de migrations induit par le climat en raison de son impact sur les moyens de subsistance des communautés* », souligne la publication.

MIGRATIONS CLIMATIQUES

À Madagascar, les statistiques officielles font défaut pour mesurer avec exactitude l'ampleur des migrations climatiques. La seule certitude est qu'elles existent bel et bien au pays. Le cas du Sud – sujet à un déficit quasi permanent de précipitations à longueur d'année – l'atteste. La persistance de la sécheresse dans cette partie de l'île favorise l'apparition de *tiomena*, une sorte de tempête de poussière rouge. L'ensemble de ces phénomènes a un effet potentiellement dévastateur sur les zones de cultures et d'habitation. L'insécurité ali-

mentaire subséquente contraint des résidents à migrer vers d'autres régions aux conditions plus clémentes où ils sont parfois mal vus. Mais les régions au climat jugé favorable sont aussi exposées à des risques accrus. Tempêtes, cyclones et inondations les frappent de temps à autre, alors qu'elles font face de façon récurrente à l'allongement de la séquence sèche marquée par le retard des pluies. Pire, un tel allongement impliquant le recul du début du calendrier cultural concerne les grands bassins agricoles ou zones de production et de consommation comme l'Alaotra, où les premières pluies, déjà tardives, sont plus souvent suivies de fortes crues perturbant le bon déroulement des travaux champêtres.

VOCATION AGRICOLE

Le stress hydrique et les autres occurrences défavorables se déclarent aussi en pleine saison culturale. La riziculture – qui conserve toute sa valeur spirituelle, identitaire, culturelle et économique en milieu paysan de la Grande île – reste la plus malmenée dans ce contexte d'incertitude. L'agriculture malgache, loin de la rationalité industrielle des nations déve-

loppées, mais au contraire, recelant toutes les traces d'une économie de dépendance, est ainsi sensible aux chocs. « *La performance des systèmes alimentaires malgaches est loin de répondre à l'objectif d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle contribuant à la santé de la population* », d'après un diagnostic présenté au cours d'un atelier en ligne organisé par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du 13 au 15 avril 2021. Madagascar est un pays à vocation agricole. Le secteur assure 20% de son Produit intérieur brut (PIB). Il génère peu de ressources pour les exploitants majoritairement familiaux². Non seulement le secteur ne fait pas vivre, mais il est davantage fragilisé par les conditions changeantes. La croissance démographique galopante, la pauvreté élevée de la population (plus de 70% en milieu rural) et l'enclavement de certaines zones n'arrangent pas non plus la situation. En réalité, l'effectivité de la résilience de l'agriculture malgache, ou de son aptitude à résister aux chocs, relève avant tout d'un fait éminemment politique à l'ère du réchauffement climatique. Elle met en œuvre tout un processus de prise de décision impliquant les niveaux mondial, régional, national et local.

VULGARISATION AGRICOLE

Des ajustements des approches interviendront tant bien que mal. La FAO, grâce à son nouveau cadre stratégique 2022-2031, travaillera, avec ses partenaires, pour des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables en faveur des quatre améliorations (en matière de production, de nutrition, d'environnement et de conditions de vie). Selon l'agence onusienne, « *cette transformation exige une approche systémique et une action collective, main dans la main avec les producteurs, les distributeurs et les consommateurs, et de concert avec les gouvernements, le secteur privé, le monde universitaire et la société civile* ». Il s'agit alors d'une diversité d'acteurs aux compétences complémentaires.

La résilience de l'agriculture est aussi celle des humains dans leurs relations sociales sous certaines conditions. Un changement social localisé géographiquement et socialement est en perspective à ce titre. Depuis 1960, surtout sous la première République (1960-1972) où la « politique du ventre » était de rigueur, la vulgarisation agricole a fait intervenir un nombre considérable d'acteurs. À l'heure actuelle où les technologies sont plus ou moins faciles

d'accès, leur usage pour rendre les systèmes agroalimentaires plus robustes est encouragé. Les partisans de cette idée ne ratent aucune occasion pour faire l'éloge des technologies au service du secteur agricole.

SYSTÈME ÉDUCATIF

L'éducation et le niveau d'études jouent beaucoup en faveur ou en défaveur de la résilience de l'agriculture. Le début de campagne dans ce sens date des années à Madagascar. Le blocage résiderait dans l'appropriation des innovations technologiques par une « foule d'ignorants » en la matière. Le système Maproom est, par exemple, opérationnel sur l'île depuis 2014. Il s'agit d'un support en ligne destiné à renseigner toute personne intéressée par les précipitations et les températures de tous les points géographiques du territoire, suivant un maillage de dix kilomètres. Les experts appellent cela « habiliter la résilience », en fournissant des données, des informations et des outils d'aide à la décision pour promouvoir un développement résilient face au climat dans les différents secteurs. Mais seul un nombre restreint d'initiés savent tirer profit de cette possibilité. Dans la campagne, des installations techniques modernes sont mises à contribution dans le but de gérer les circonstances dépendantes du climat. Pourtant, ces dispositifs ne sont présents que sur les sites appartenant à des personnes ayant un certain niveau intellectuel et les moyens financiers requis. Dans la décennie 2000, des économistes de l'université de Rome III se sont employés à prouver la corrélation entre le niveau primaire et la performance agricole de huit pays en Afrique subsaharienne, y compris Madagascar. Le lien est confirmé, selon leur conclusion. Le système éducatif a un impact direct sur l'agriculture du pays.

EXPÉRIENCE

La disparité dans le temps et l'espace des initiatives prometteuses constitue une autre problématique pour Madagascar. Une étude de faisabilité d'une assurance paramétrique contre la sécheresse a été réalisée en 2006 grâce à la Banque mondiale. Le but était de mettre en place une assurance agricole face au risque lié à la sécheresse. Puis, la suite à donner aux étapes franchies par la démarche n'a plus été évoquée. Il y aurait peut-être eu des obstacles institutionnels. L'existence actuelle de financements climatiques devrait être un moment de relance. La plupart du temps, la bonne maîtrise de l'eau est un facteur déterminant pour une

agriculture résiliente. La construction des barrages ou des micro-barrages hydroagricoles est d'importance vitale dans ce cas.

Une bonne pratique observée à Vohidiala Ambatondrazaka mérite d'être mentionnée. Avant les années 1990, les vallons en amont des plaines avaient été transformés en barrages de retenue d'eau sous forme de petits lacs collinaires qui étaient tous d'un recours sûr en cas de besoin. Ces infrastructures auraient également été un atout non négligeable pour l'économie bleue sur la terre ferme. Une telle expérience pourrait être rééditée là où les possibilités le permettent. En outre, les nombreux projets et programmes de développement exécutés dans les différentes régions ont tous pour finalité de renforcer la résilience. Cela revient à inclure les initiatives visant à dynamiser le capital naturel, physique, social et humain. La Grande île possède un potentiel immense à ce propos. Le Sommet virtuel sur l'investissement dans la résilience climatique en Afrique (Acris) du 16 au 17 juin, placé sous le thème de « Intégrer et financer la résilience climatique pour la reprise verte de l'Afrique », a abordé ce sujet. La conversion du verbe en acte est attendue.

PRATIQUES RÉPRÉHENSIBLES

Néanmoins, la tâche passe nécessairement par le renforcement de la lutte contre les pratiques répréhensibles comme la destruction des ressources naturelles, la déforestation, les feux, la chasse aux animaux sauvages. À cette fin, les Collectivités territoriales décentralisées, notamment les communes, ont la responsabilité de faire appliquer les dispositions légales ou d'initier des actions s'y rapportant. La marche vers l'agriculture résiliente devrait rimer avec la décentralisation dans le contexte malgache. La raison en est simple : les communes, en tant que collectivités de base, concourent au développement économique, social, culturel et environnemental de leur ressort territorial³. P

RÉFÉRENCES :

1. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/56248>
2. FAO.
3. art. 149 de la Constitution de la République de Madagascar.



Romy Voos Andrianarisoa

« Le meilleur moment pour sauver la biodiversité était hier! »

Romy Voos Andrianarisoa a fait partie de la délégation malgache lors du Congrès mondial de la nature de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), à Marseille, en tant que présidente de la commission Développement durable du Groupement des entreprises de Madagascar (Gem). Pour Politikà, elle revient sur les enjeux de la conservation, du développement et sur le rôle des femmes dans les politiques d'adaptation au changement climatique.

PROPOS RECUEILLIS PAR RAOTO ANDRIAMANAMBE

Vous avez fait partie de la délégation malgache dirigée par le ministère de l'Environnement et du Développement durable (Medd) lors du World Conservation Congress. Comment allier vie ou survie avec protection de l'environnement dans un pays comme Madagascar, où les urgences sont quasi-quotidiennes et la nature (comme les bois de chauffe) est une source accessible et à moindre coût de ressources ?

Romy Voos Andrianarisoa (R.V.A) : Ce type de congrès est une occasion importante de rappeler que tous les êtres vivants (humains, animaux, flore et ceux constituant la biodiversité) sont tous logés sous un même toit. Que cette maison que nous partageons dispose de ressources avec une finitude réelle dont nous devons avoir conscience. Et puis, que les populations les plus vulnérables face aux impacts du changement climatique, dont nous sommes responsables, sont aussi les populations les moins armées pour affronter les conséquences. Cet événement représente donc un moment de conscientisation collective où chaque pays, chaque partie prenante, chaque être humain affronte les conséquences de ses propres actions et comportements, pour ensuite réfléchir à de véritables solutions durables et tout aussi collectives. Les dégâts causés par la dégradation de la biodiversité à Madagascar sont à la fois flagrants et liberticides : j'en veux pour exemple le *kere*. Nous traînons ce boulet depuis plus d'un siècle et aucune solution n'a jamais pu l'éradiquer.

Il nous éclate au visage aujourd'hui parce que le réchauffement climatique a asséché les sols de manière accélérée, a perturbé notablement la pluviométrie et a ainsi réduit les espoirs de récoltes. Madagascar n'est donc plus à l'abri, et nous ne l'avions d'ailleurs jamais été, mais la force des réseaux sociaux, et sans doute l'engagement plus affiché du Medd, nous met une réalité assez violente sous les yeux. Nous ne pouvons plus l'ignorer. Renverser cette tendance de biodiversité nécessite des choix de vie courageux, collectifs mais également individuels, sans oublier un vrai leadership politique et social. Bien entendu, les alternatives de vie existent : c'est précisément le rôle des grands projets transversaux tels que la Réduction des émissions provenant

du déboisement et de la dégradation des forêts (Redd+ est une initiative internationale et transnationale lancée en 2008. Elle vise à lutter contre le réchauffement climatique provoqué par les émissions de gaz à effet de serre induites par la dégradation, la destruction et la fragmentation des forêts, NDLR) ou le Fonds vert pour le climat. Redd+, par exemple, inclut des initiatives visant à enrayer efficacement et sur une zone donnée et délimitée, les dynamiques de déforestation et/ou de dégradation forestière. Le but est de valoriser un évitement d'émissions de CO₂ mesuré, contrôlé et validé sur les marchés du carbone ou par l'intermédiaire de paiements via un fonds dédié.

“

Les dégâts causés par la dégradation de la biodiversité à Madagascar sont à la fois flagrants et liberticides.

Quelles sont les solutions pour allier développement économique, barrières anthropologiques et conservation de la biodiversité ?

R.V.A : Il y a sans doute trois niveaux d'engagements pour permettre le renversement de situation, indispensable à la reconstruction de la biodiversité à Madagascar. J'en profite pour rappeler que notre pays rassemble 80% d'espèces animales et végétales endémiques, soit 5% des espèces endémiques du monde. Un vrai trésor que chacun de nous, en tant que citoyen et patriote, a la responsabilité de préserver et de protéger. Je voudrais aussi souligner que la préservation de cette biodiversité n'est pas un luxe pour les intellectuels tel que l'on pourrait souvent le penser : il s'agit d'une condition de survie pour la population malgache. Condamner la biodiversité équivaut à mettre le feu à la maison où nous vivons tous. La biodiversité est notre source de vie, avec la qualité de l'air que l'on respire, la qualité des eaux que nous consommons et la diversité des aliments que nous consommons.

Pour donner un exemple concret et répondre sans détour à cette question, il suffit d'analyser le cycle de vie des pêcheurs. À force de non-respect, à la fois des dates de fermeture de pêche (ayant pour objectif de permettre la reproduction des espèces et le maintien des stocks) et de pratiques de pêches intensives et permissives des acteurs industriels sur nos côtes, nous sommes confrontés à une déplétion sévère des ressources. Résultats : les fonds marins sont saccagés, la survie des espèces est menacée chaque jour, des espèces ont même disparu dans le silence et l'inaction totale ! Au bout de cette chaîne, la victime principale reste le pêcheur malgache qui ne peut ni s'alimenter ni nourrir sa famille, et encore moins maintenir sa source de revenus.

Les solutions existent pour ces pêcheurs : plusieurs projets ont été mis en place par Blue Venture par exemple, ou encore par des initiatives locales de l'association des femmes de pêcheurs à Majunga. Il s'agit d'allier la création de nouvelles activités génératrices de revenus, avec des techniques de réhabilitation de la biodiversité marine (programme de replantations de coraux, etc.). Mais surtout, un accompagnement social et anthropologique des populations est primordial afin de les sensibiliser, de leur faire comprendre et de les impliquer dans de nouveaux modes de vie. Nous ne pouvons pas imposer des changements sur des pratiques qui perdurent depuis des décennies si nous ne permettons pas une compréhension et une appropriation des problématiques par les bénéficiaires. Et souvenez-vous : "un ventre affamé n'a point d'oreilles"...

Donc, il faut d'abord s'assurer que les alternatives de revenus et d'alimentations soient proposées de manière pragmatique et pérenne, tout en avançant sur des solutions urgentes de préservation de la biodiversité. Ce challenge à deux vitesses est difficile, mais vital, et encore une fois, doit engager un leadership politique à tous les niveaux, du plus haut jusqu'aux *fokontany*.

Ne pensez-vous pas qu'à ce rythme notre biodiversité est quasiment condamnée ?

R.V.A : Le meilleur moment pour sauver la biodiversité était hier. Le deuxième est aujourd'hui. Il ne faut pas tomber dans les discours alarmistes et moralisateurs, même s'ils pourraient être largement justifiés. Le

congrès mondial a récemment démontré qu'en matière de défense de la biodiversité, l'Afrique n'est pas en retard : dans des pays comme le Mozambique, le Niger ou le Kenya, des investissements lourds ont permis de réintroduire des espèces disparues, tout en restaurant des milieux saccagés. Voilà l'objectif de Madagascar au sein du projet Biodev2030 dont j'ai le privilège d'être membre du comité de pilotage, justement pour garantir une implication maximale du secteur privé.

Donc, il faut agir de manière structurée, et surtout, de manière à la fois collective et individuelle. Madagascar ne fait pas partie des pays les plus pollueurs de la planète, et pourtant, la Grande île figure parmi ceux au front les plus vulnérables face au réchauffement climatique. Cette incohérence entre les pays pollueurs et les pays victimes oblige une action collective à un niveau mondial. Individuellement, chacun a aussi une vraie responsabilité d'action à travers des comportements simples au quotidien : une meilleure gestion/consommation responsable de l'eau, consommer local et bannir les produits importés, soutenir l'économie locale, l'agriculture bio, etc.

En tant que présidente de la commission Développement durable du Gem, comment jugez-vous l'engagement du secteur privé dans la protection de l'environnement ? N'est-il pas une source de pollution pour la Grande île ?

R.V.A : La priorité de la commission Développement durable du Gem que je préside est avant tout de renforcer la compréhension et l'appropriation des enjeux liés au secteur privé. Encore une fois, on ne peut pas agir de manière ciblée et efficace, à moins que l'on comprenne *a minima* les impacts sociaux et environnementaux des activités de l'entreprise. Nous avons donc commencé par la mise en place de deux études clés, visant à établir un état des lieux du développement durable à Madagascar, et particulièrement au sein du secteur privé. Les deux volets de l'étude sont le développement durable et la Responsabilité sociale des entreprises (RSE). Lorsque nous aurons cette analyse réelle à l'instant T, nous ajusterons les rôles du secteur privé, et surtout ses engagements. Bien entendu, en parallèle, nous travaillons main dans la main avec le Medd pour harmoniser nos

démarches et aligner nos efforts : ceci s'illustre par exemple par la collaboration sur la rédaction de la stratégie nationale RSE et du développement durable.

“
Arrêtons de parler des diktats des mesures de performances économiques et positionnons-nous davantage vers des schémas d'harmonisation sociale

Pour vous, peut-on mesurer l'impact du changement climatique sur la croissance ou sur le développement ?

R.V.A : Des projets comme Redd+ sont justement assortis d'Indicateur clé de performance (KPI) : tant que nous vivons dans un monde capitaliste, la mesure des retours sur investissements encadrera toute réflexion et orientation stratégique des entreprises. En conséquence, le secteur privé doit être à la fois porteur et moteur de cette stratégie nationale de préservation de la biodiversité. Néanmoins, il faut aussi progressivement s'orienter vers une stratégie plus inclusive et moins prédatrice, à la fois financièrement et au niveau des gestions des ressources. Arrêtons de parler des *diktats* des mesures de performances économiques et positionnons-nous davantage vers des schémas d'harmonisation sociale et économique au service du bien-être des Malgaches, de l'inclusivité et de la justice sociale.

Quelles peuvent être les conséquences aussi bien sociales qu'économiques des impacts négatifs des changements climatiques sur les secteurs sociaux ?

R.V.A : Il suffit de regarder de près le *kere* pour répondre directement à cette question, et sur une problématique qui nous blesse tous en tant que Malgache puisque

1,7 million de la population du Sud souffre chaque année de cette plaie. Je l'ai décrit plus haut : l'amplification du *kere* est une conséquence directe du réchauffement climatique. Avec l'assèchement accéléré des sols, l'acidification des océans, la pluviométrie perturbée et le tout provoquant les migrations des populations et la réduction à néant des récoltes. Je vous laisse en déduire les impacts économiques du *kere*. S'il faut d'autres exemples, nous pouvons aussi citer les impacts humains et économiques des inondations répétitives à chaque saison cyclonique et de pluies à Madagascar.

Vous êtes également connue pour vos engagements forts pour la promotion du droit de la femme à Madagascar. La relation entre genre et changement climatique n'est pas forcément claire. Pourquoi la considération du genre est déterminante dans cette lutte ?

R.V.A : L'engagement de la femme doit être transversal dans toutes les voies ouvrant vers le développement de Madagascar. Pourquoi serait-elle écartée de cette question climatique ? La femme est dans les champs, aux fourneaux, éduque l'enfant... et si je m'arrêtais à cette liste, la conclusion serait qu'elle vit pleinement et au quotidien les conséquences directes du réchauffement climatique. La raréfaction des ressources alimentaires, le surenchérissement des prix des Produits de première nécessité (PPN), le temps imparti à chercher des revenus alternatifs, tout ceci fait que son quotidien tourne autour de la survie. Cette question, à mon sens, est à reformuler : pourquoi serait-il logique que l'homme se soucie du réchauffement climatique et non pas la femme ? Question à se poser d'ailleurs sur l'ensemble des problématiques et des engagements socioéconomiques à Madagascar. J'en profite pour saluer l'engagement sans faille de mon amie ministre de l'Environnement et du Développement durable qui porte haut ce drapeau de l'engagement féminin pour une cause humaine et tellement cruciale pour les générations de Malgaches pointant leur nez sur cette terre où finalement, chacun de nous reste locataire... P

GRAND SUD



Une mère de famille creuse dans le lit asséché du fleuve Linta pour avoir un peu d'eau.

- 41. Analyse. Déboussolé, le grand Sud perd le Nord.**
- 42. Analyse. Urgence et développement.** Développer, réduire et ordonner... les actions
- 43. Analyse. Polygamie.** Une culture qui renforce la pauvreté ?
- 44. Interview. Soja Tsimandilatsy Lahimaro, gouverneur de la région Androy :** « Malgré la présence active de plusieurs de l'humanitaire dans la région, le problème reste entier »
- 48. Analyse. Réfugiés climatiques.** Une histoire de survie
- 49. Interview. Keron Idéalson, député élu à Ampanihy Ouest :** « Nous nous sentons reclus et négligés »
- 51. Récit. CCOK.** Un an après, quels impacts, quel bilan ?
- 52. Récit. Ifotaky, Amboasary.** Les oubliés de Tsarapioka Tranovato
- 54. Récit. Eau secours !**
- 56. Interview croisée.**
- 60. Analyse. Gouvernance.** Des communes sous perfusion
- 62. Portrait. Liamare : les difficultés au féminin**



Hilda Hasinjo Passionnée par le journalisme depuis sa tendre enfance, elle a suivi un parcours universitaire dans le domaine avant d'en faire sa carrière. Journaliste depuis 2008, elle a travaillé dans la presse écrite, la télévision, la radio et la presse en ligne avant d'emprunter la voie de la formation. Elle est actuellement enseignante dans les universités privées qui enseignent le journalisme.



Andry Rialintsalama est passionné de storytelling, il anime un hashtag #andavamamba_way_of_life sur les réseaux sociaux. Il a fait ses débuts en journalisme chez L'Express de Madagascar. Sa sensibilité pour les questions sociales découle des dix ans d'actions au sein d'une ONG internationale spécialisée en éducation, après son parcours en Sciences sociales de développement et en communication et dynamique locale à l'université d'Antananarivo.



Ihandrisamisoa Randriamaro est un photographe reporter d'images. Passionné par la photo, il a commencé sa carrière en tant qu'assistant plateau de tournage, puis il a évolué comme photographe dans une agence publicitaire. En 2015, il a intégré la rédaction d'un hebdomadaire. Actuellement, il est reporter d'images pour *Politikà*

© IHANDRY RANDRIAMARO

Grand reportage réalisé avec le soutien du Pnud à Madagascar.





Déboussolé, le grand Sud perd le nord

Au Sud de Madagascar, les régions Androy et Anosy s'étendent sur près de 50 000 km². Elles sont habitées par environ 1,8 million d'habitants. Dans les districts d'Ambovombe et d'Amboasary-Atsimo, la résilience remplace les cris de détresse. Des politiques de développement durable ont été adoptées, mais demeurent stériles.

ROJO FENOTINA RANAIVOARISON, JEANNE SALMA RASOLOARIVELO, KIADY ITOKIANA RAKOTOMALALA ET BAKO MAHALIANA RABARY-RANOVONA

Un village traditionnel malgache se compose de personnes issues d'une même origine ou d'un même lignage. Avec la migration, cette composition ethnique devient hétérogène et favorise le « chacun pour soi », comme à Bevala D.P (commune Amboasary Atsimo), peuplé d'immigrés travaillant pour les sociétés de plantation de sisal.

COLLABORATION PÉRENNE

Dans les communautés, le conservatisme perdure. Chaque famille se méfie du progrès social. Les villageois d'Ankilisoa, dans le district de Bekily, sécurisent leurs gains en investissant dans l'élevage bovin plutôt qu'en les déposant à la banque, et cela malgré la menace des *dahalo*. À cause de l'éloignement des établissements scolaires, la majorité des garçons abandonnent les études au niveau primaire pour devenir des *mpiarakandro* (gardiens de zébus), alors que la plupart des petites filles ne sont même pas scolarisées. Les propriétaires de terrain n'ont pas de titre foncier, car l'administration domaniale la plus proche se trouve à Amboasary Atsimo, à cinq heures de marche. La peur fait grandir la méfiance à l'égard du *fanjakana*. La justice traditionnelle du *dina* est privilégiée pour régler les litiges, sans consulter la justice étatique.

Idéalement, une collaboration pérenne implique un espace libre et sécurisé de dialogue à proximité. Il est ainsi recommandé de créer des associations citoyennes pour une meilleure visibilité des doléances auprès de l'État et accompagner les villageois à s'adapter aux pratiques modernes. Des projets communautaires initiés par des femmes et des associations de cultivateurs de semences dans la commune de Behara à Amboasary-Atsimo suivent ce mouvement d'émancipation vers le progrès.

INSÉCURITÉ CROISSANTE

Cependant, le développement passe essentiellement par la sécurité. Une amélioration de la gestion du système de sécurité peut contribuer à instaurer un environnement propice à la naissance d'activités économiques et sociales productives. Dans les districts d'Ambovombe et d'Amboasary-Atsimo, l'insécurité est croissante. Elle est matérialisée par les *dahalo* qui s'en prennent aux zébus et agressent les éleveurs. Un autre type d'insécurité règne également : l'insécurité foncière. « Nous n'osons pas approcher le *fanjakana*, les bureaux nous font peur », explique Fandra, un villageois d'Ambovombe. Devant cette situation, l'État a décidé de faciliter la procédure d'acquisition et de régularisa-

tion des terrains. Le rapprochement des autorités étatiques s'est fait par campagne de sensibilisation auprès des villageois. Concernant la sécurité humaine, l'État a fait un grand effort pour renforcer et multiplier le nombre des forces de l'ordre dans les régions du Sud, tout en leur fournissant des armes et des munitions, nécessaires pour combattre les *dahalo*. « Si auparavant, la fréquence des attaques des *dahalo* était de deux à trois fois par jour, grâce aux efforts fournis et aux stratégies mises en place, aujourd'hui, il n'y en a que deux à trois fois par mois », avance le colonel Alain Rakotonirina, commandant du groupement d'Amboasary Atsimo. Néanmoins, l'ombre du capitaine Faneva¹ plane toujours dans la région. Certains nostalgiques s'en souviennent. « À l'époque du capitaine Faneva, la vie était paisible, nous dormions sereinement dans nos maisons chaque nuit, en sécurité. Aujourd'hui, l'insécurité règne de nouveau », nous confie, dépité, Dany, un villageois dans la commune d'Amboasary Atsimo.

DOTATIONS

L'un des facteurs de blocage du grand Sud réside également dans sa sous-administration chronique. Dans les districts d'Ambovombe et d'Amboasary Sud, le constat est

sans appel : l'État y est très faiblement représenté, le personnel qualifié et les infrastructures adaptées manquent terriblement. Une politique de décentralisation émergente s'avère indispensable pour le développement inclusif et durable de ces deux régions. Une déconcentration réussie passe obligatoirement par des dotations en infrastructures structurantes et des formations ou affectations des fonctionnaires qualifiés pour une réelle proximité des services publics. Un manque criant de ces prérequis est constaté au sein de ces deux pôles régionaux. Depuis longtemps, l'affectation dans ces régions était perçue comme une procédure d'ordre disciplinaire de l'Exécutif à l'égard des agents de la fonction publique, tant les conditions de vie ne sont ni captivantes ni motivantes. Ainsi, comme fonctionnaires, la préfecture de l'Androy ne compte que le préfet et sa secrétaire jouissant d'un statut d'Employé de courte durée (ECD). Pour maîtriser les chocs sociaux, culturels et structurels exacerbés durant les périodes de soudure chroniques dans le Sud, l'État y gagnerait à construire des infrastructures sociales, productives et administratives pour redonner leurs lettres de noblesse à ces régions qui, autrefois, furent prospères et florissantes.

Le désert, un potentiel économique à développer

Les sociétés d'exploitation de sisal à Ambovombe-Androy vont bien. Paradoxalement, l'aridité australe représente un terrain fertile pour ce secteur qui emploie la majorité des habitants de l'Androy. Les villageois vivant à Bevala D.P avouent que le salaire est largement en dessous du Salaire minimum d'embauche (SME). Ce qui ne contribue guère à améliorer leur faible pouvoir d'achat lesté par la cherté des Produits de première nécessité (PPN). Les ouvriers se tournent alors vers l'emprunt. Mais les institutions de microfinance imposent des taux d'intérêt élevé, ce qui accroît, dans une autre mesure, la paupérisation extrême de la population. Les Organisations non gouvernementales (ONG) peinent à les sensibiliser contre la victimisation et la culture de dépen-

ATTENTES

Malgré les tares qui handicapent les deux régions, la volonté de s'en sortir est forte chez les habitants du Sud. « *Nous voulons travailler, apprendre les techniques modernes de culture... Tout ce qui nous manque, c'est l'eau et le matériel agricole! Nos terres sont riches, cultivables et sans faly (interdit)* », arguent les villageois de Bevala qui veulent se développer indépendamment des sociétés étrangères existantes. Pour le moment, les cultures et leur survie dépendent des précipitations des mois d'octobre au mois de février. Elles sont tributaires des mesures d'urgence de l'État et des aides d'organismes internationaux. Si la météo n'est pas clémente, de très graves phénomènes surviennent. Régulièrement, le déficit extrême de précipitations et les vents de sable désertiques ravagent les récoltes. L'ancienne ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, Voahary Rakotovelomanantsoa, avait une foie partagé que le taux d'accès à l'eau dans le Sud est de 26% au maximum. La solution est l'irrigation à partir du fleuve Ifaho pour assurer l'agriculture et l'élevage. La mise en place de pipelines entre Ampotaka et Tsihombe ; et entre Mandrare et Sampona est également dans les tuyaux. Comme

dance. Les aides humanitaires et la « *bonne volonté du Seigneur* », nous souffle un habitant de Bevala, sont les seuls espoirs de cette population qui croule sous les dettes. Heureusement, une lueur d'espoir s'entrevoit avec un projet communautaire initié par des femmes. Une technique d'épargne leur a permis d'essayer leurs dettes et de devenir des entrepreneures. Mais de manière plus globale, le *raketa* (cactus) qui couvre cette région est une plante qui reste sous-estimée. Il serait intéressant de mobiliser la créativité des villageois pour en déceler le potentiel économique en tant que matériau textile, vu la demande en cuir végétal à l'extérieur.

R.F.R., J.S.R., K.I.R. ET B.M.R.R.

solution, l'État a mis en route le Centre de commandement opérationnel contre le kere (CCOK), en guise de mesure d'urgence. Toutefois, les vivres sont répartis de manière inégale et irrégulière à Amboasary-Atsimo. Selon la population, durant la période de soudure, la qualité et la quantité des vivres distribués ne répondent pas aux attentes, le critère de répartition « aux plus défavorisés » reste ambigu et sujet au clientélisme. Ainsi, il serait pertinent de prévoir des mesures d'accompagnement et de contrôle *a posteriori* concernant les recensements et les distributions des vivres.^P

RÉFÉRENCES

1. Auparavant, le capitaine Ralaivay Fanevarison Onimihary a été commandant de compagnie territoriale de la gendarmerie de Taolagnaro. Il a notamment écumé les districts de Taolagnaro et d'Amboasary-Sud. Le jeune commandant de compagnie a eu d'importants succès en mettant en échec des *dahalo*, bien que ses pratiques étaient sujettes à controverse pour un non-respect flagrant des droits de l'homme. Il a aussi fait parler de lui en fédérant autour de lui des anciens *dahalo* reconvertis en alliés dans la lutte contre les bandits.

MINI-BIO

Rojo Fenotina Ranaivoarison est juriste-privatiste sortant de la Faculté de Droit et des Sciences politiques, il est membre de l'association Masoivoho et de la troupe Ramilison Besigara Fenoarivo. **Jeanne Salma Rasoloarivelo** est titulaire d'un Master 2 de l'Université de Fianarantsoa, financière et gestionnaire de formation, elle est actuellement chef de service au sein de la Commune urbaine de Fianarantsoa et est enseignante à l'Université de Fianarantsoa. **Kiady Itokiana Rakotomalala** est financier et économiste de formation, il a une passion pour le développement territorial et les finances, titulaire d'un Master 2 de l'Université catholique de Madagascar et de l'Université de La Réunion, et aussi d'un autre Master 2 de l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et de l'Université de Montpellier. Par ailleurs, il est violoncelliste au sein du Quatuor Squad. **Bako Mahaliana Rabary-Ranovona** a un Master 2 en sciences politiques de la Faculté de Droit et de Sciences Politiques de l'Université d'Antananarivo. Ses recherches ont porté sur le potentiel de l'action citoyenne dans la gouvernance de Madagascar. Consultante en évaluation des politiques publiques au sein de l'ONG Ivory pour l'intégrité, la transparence et la redevabilité de l'État, elle est convaincue du rôle politique de la société civile comme collaborateur actif du gouvernement. **Ralph Armel Raphaël Rakotoherisoa** est juriste publiciste de formation. Il se décrit comme étant un activiste politique et social-démocrate confirmé.

Cet article est un compte-rendu du voyage d'études effectué par la XVIIe promotion du Youth Leadership Training Programme (YLTP), une initiative de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) à Madagascar, dans les régions Androy et Anosy. Sa production entre dans le cadre de cette formation.



Urgence et développement

Développer, réduire et ordonner... les actions

En amont, des efforts de coordination sont perceptibles. Mais sur terrain, il subsiste des chevauchements et des oubliés.

ANDRY RIALINTSALAMA

Métamorphose. En quelques années, le visage de la ville d'Ambovombe, chef-lieu de la région de l'extrême sud de Madagascar, l'Androy a connu une transformation notable. Les maisons en bois laissent progressivement la place à des immeubles à étage en dur. Les moto-cross et les véhicules tout-terrain se partagent désormais les pistes avec les fameux *karandalana*, des camions aménagés pour transporter des passagers. La ville est animée. Pour ceux qui sont de passage dans cette ville, il faut faire une réservation plusieurs jours à l'avance, car la demande est élevée. Les places sont chères vu qu'Ambovombe est un passage obligé pour les personnes en mission dans le grand Sud. Actuellement, elles sont nombreuses.

LES COURTIERS DU DÉVELOPPEMENT

La situation dans le sud de Madagascar a été fortement médiatisée au niveau international. Quand on tape ces mots clés sur les moteurs de recherche, il apparaît automatiquement dans les « recherches associées » les mots famine, faim, sécheresse et *kere*. En effet, l'alerte lancée par Angèle Solange, député élue à Amboasary Sud suite au décès de huit enfants à cause de la famine à Ankilimarovahatse, a fait le tour des réseaux sociaux. Une situation confirmée par le Programme alimentaire mondial (Pam) qui a dépisté de la malnutrition aigüe sévère sur 41% des enfants dans seize communes, notamment dans ce district. Ce serait la pire sécheresse jamais connue depuis 40 ans et l'Organisation des Nations unies (ONU), via le Pam, n'hésite à parler de la « première famine liée au réchauffement climatique ». Visiblement entendue, l'alerte lancée a généré une multitude de projets et d'acteurs venus au chevet du Grand Sud. Les courtiers du développement ont pu facilement mobiliser des ressources pour agir contre le *kere*. Ainsi, les avis de recrutement, de manifestations d'intérêt, de demande de

cotations noircissent les pages dédiées aux annonces dans les principaux quotidiens de Madagascar, dont les lieux de livraison ou de travail citent l'un des districts touchés par le *kere* (Ambovombe, Amboasary, Ampanihy, Tsihombe et Beloha). Un constat confirmé par le gouverneur de la région Androy, Soja Tsimandilatsé Lahimaro. « Il y a au moins une vingtaine d'intervenants dans la région Androy », affirme-t-il.

ARGENT CONTRE TRAVAIL

Selon les sensibilités des bailleurs, chaque intervenant s'est fixé un objectif et a promis une panoplie de résultats dans un temps déterminé. Les résultats seront évalués en fonction, entre autres, des zones couvertes par le projet, des nombres de bénéficiaires et surtout des changements opérés. Ainsi, le succès d'un projet améliore la notoriété de l'intervenant et garantit le captage de fonds dans le futur. Capter des fonds à l'international est une rude bataille qui se gagne avec l'efficacité des actions menées sur le terrain. Ce constat se vérifie à Maroalopoty, une commune sise à une vingtaine de kilomètres au sud-est d'Ambovombe. Un groupe de familles s'est plaint de ne pas être bénéficiaire d'une activité « argent contre travail » promue par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Il s'agit d'un projet de fixation de dunes par Haute intensité de main d'œuvre (Himo). Les hommes et femmes qui y participent sont rémunérés à 8 100 ariary par jour. Par tranche de 20 jours, les bénéficiaires touchent 94 000 ariary. Une partie de cette rétribution, soit 68 000 ariary, est épargnée afin de constituer un fonds de départ pour les bénéficiaires à la fin des travaux. Après des échanges avec les comités locaux, il paraît que ces familles bénéficient déjà d'un appui du Pam, à travers une allocation sans contrepartie de 100 000 ariary par mois. Il est ainsi évident qu'un souci de coordination existe entre les intervenants, bien

que les modes opératoires soient différents. « Nous n'acceptons plus les chevauchements et les doublons. Ce n'est pas juste si certains bénéficient de plusieurs projets et rien pour les autres », lance le gouverneur de la région Androy.

EFFORTS DE COORDINATION

De la région aux districts, des efforts de coordination, du moins de couverture géographique, ont été menés. Au niveau régional, le gouverneur de la région Androy évoque la mise en place d'une plateforme de synergie et de coordination des actions et des acteurs depuis janvier 2020. « Nous avons besoin de savoir qui travaille où, quand, comment avec quel budget. L'époque de la présentation d'un simple rapport d'activités annuel est révolue », s'exclame Soja Lahimaro. Au niveau des districts, du moins à Beloha, Tody Emmanuel, adjoint du chef de district chargé de l'administration du territoire évoque également l'existence d'un cadre de concertation, à travers lequel il coordonne les zones d'intervention de chaque organisme. Pour des raisons loin d'être évidentes, les intervenants auraient tendance à préférer des communes par rapport à d'autres.

« Je ne connais pas les raisons, mais les intervenants ont tendance à prioriser Tranovaho alors qu'il n'y a rien à Tranoroa. Ce n'est que maintenant, avec le projet Maharo de Catholic relief services (CRS), que les huit communes du district de Beloha commencent à être couverts », continue Tody Emmanuel. Les chantiers dans le grand Sud sont pluriels, d'autant plus que la clémence du climat est encore en mode veille. Au-delà de la coordination des couvertures géographiques des intervenants, il importe de considérer la complémentarité d'autant que les problèmes de cette contrée sont complexes et systémiques. **P**

Familles nombreuses et polygamie

Pratique singulière, problèmes au pluriel

La polygamie est érigée en véritable institution. Elle entraîne ses chapelets de conséquences sociales et économiques.

HILDA HASINJO

Mais pourquoi vous persistez à avoir plusieurs femmes et autant d'enfants si vous ne pouvez pas les nourrir correctement ? Cette question, Claudin Lahiniriko l'a posée à tous les hommes qu'il a rencontrés dans chaque village qu'il a visité. Claudin Lahiniriko est l'un des assistants parlementaires d'un député élu à Ampanihy. Il est outré au vu du nombre d'enfants dans les villages. « C'est un crime d'avoir beaucoup de femmes et d'engendrer autant de bébés et de ne pas pouvoir en prendre soin. Ils font des bébés qu'ils livrent à la misère », surenchérit-il.

CONTESTATION

Dans les trois régions qui constituent le grand Sud du pays (Atsimo Andrefana, Androy, Anosy), la polygamie est toujours d'actualité. « Personnellement, j'ai dix femmes et 35 enfants », se targue d'ailleurs Tsimbahia. La fierté brille dans ses yeux. Dans ce village d'Ankazoabo, dont il est le président du *fokontany*, les enfants sont plus nombreux que les adultes. La plupart d'entre eux sont malnutris et ne vont pas à l'école. « Les enfants sont nos richesses. Ils vont perpétuer nos cultures et mon nom. Je dois en avoir autant que je peux. Si ma femme ne veut plus en avoir, j'en épouserai une autre », clame-t-il.

« Chez nous, l'homme a le droit de prendre autant de femmes qu'il le souhaite. Il n'est même pas obligé de subvenir aux besoins de chaque foyer. La femme, elle, a le rôle de trouver à manger pour ses enfants », précise l'une de ses épouses. Dans la plupart des cas, les femmes n'ont pas le droit de contester. « Dans une union polygame, l'homme doit un traitement égalitaire à toutes ses femmes. Aucune ne doit être lésée par rapport aux autres. Avec la misère accentuée par le kere, cette règle n'est même plus respectée », nuance cependant Claudin Lahiniriko qui

pense que cette coutume ne devrait plus exister.

ÉDUCATION

La majorité des communautés continuent de valoriser cette tradition. Certaines personnes essaient de conscientiser les citoyens aux problèmes sociaux et économiques qu'elle provoque, l'assistant parlementaire en fait partie. Il y a ceux qui commencent à marchander, ne serait-ce qu'un peu. « Moi, je ne donnerais jamais la main de ma fille à un homme qui a déjà une première épouse. Par contre, si pendant le mariage, mon gendre venait à en épouser une autre, qu'est-ce que je pourrai y faire ? C'est une question de chance et peut-être qu'elle en a eu moins », questionne Eugène Randimby. Il n'a qu'une seule femme avec qui il a eu 11 enfants. Avant eux, il a eu un autre enfant avec « une amourette de jeunesse ». Tous ses enfants sont déjà grands. Il a mis un point d'honneur à les éduquer.

« De surcroît, la pratique de la polygamie a un impact néfaste sur les jeunes filles

Le gouverneur de la région d'Androy, Soja Tsimandilatse Lahimaro, est d'avis que cette pratique ne fait qu'accroître la misère de la population de sa région. « Il est urgent de donner aux hommes des moyens

de production proportionnels aux potentiels agricoles de la région. Plus les hommes travailleront la terre, plus ils seront fatigués et moins ils auront le temps et la force pour la reproduction », affirme-t-il sur le fond de la plaisanterie, tout en déplorant que ces communautés qui promeuvent la polygamie semblent être des États dans un État, car ils échappent à tout système de droit.

MARIAGE PRÉCOCE

La loi régissant le mariage et les régimes matrimoniaux à Madagascar institue que la bigamie est interdite sur le territoire national. À côté, cette loi ne semble pas être précise par rapport à la polygamie effectuée hors cadre légal. « Ne peut être considéré comme un mariage légal toute union qui n'est pas enregistrée à l'état civil. Ce qui pourrait, dans le cas du Sud, rendre difficile la constatation, voire la poursuite des personnes qui épousent plusieurs femmes », explique Natrehaniaina Mahavita Sarah, juriste privatiste. Le fait que les femmes acceptent la pratique ne rend pas la situation facile ».

De surcroît, la pratique de la polygamie a un impact néfaste sur les jeunes filles. « La plupart du temps, dès leur puberté, les filles sont poussées vers la porte du mariage », explique Claudin Lahiniriko. Hempatsaka corrobore cette version en confirmant qu'elle a été demandée en mariage très jeune. « Je ne sais pas quel âge j'avais, mais j'étais encore très jeune quand j'ai mis au monde mon premier enfant. J'entrais à peine dans l'âge de l'adolescence », confie-t-elle. Cette jeune femme dit avoir fait face à la difficulté de la vie très tôt. **P**



Soja Tsimandilatse Lahimaro

Gouverneur de la région Androy

« Malgré la présence active de plusieurs acteurs du secteur humanitaire dans la région, le problème reste entier »

Famine, médiatisation, stress hydrique, insécurité, us et coutumes... Soja Tsimandilatse Lahimaro, gouverneur de la région Androy, revient sur les défis à relever pour sortir le grand Sud de sa situation actuelle.

HILDA HASINJO ET ANDRY RIALINTSALAMA

Quelle est la situation réelle sur le kere dans la région de l'Androy ?

Soja Tsimandilatsé Lahimaro (S.T.L) : Le kere n'est pas un phénomène nouveau. Avec un million d'habitants, l'Androy a commencé à rencontrer des problèmes environnementaux depuis le début du XX^e siècle. La succession de la sécheresse dans cette vaste région a engendré la situation actuelle. Le kere est devenu endémique au Sud de l'île. Ça va de mal en pis. Les spécialistes environnementaux affirment que cette situation va dégénérer si on ne prend pas des initiatives dans l'immédiat.

Quelle est l'ampleur actuelle du kere ? Qui sont les couches les plus concernées ?

S.T.L : La région Androy est l'épicentre et la "capitale" du kere. Ses quatre districts sont concernés. Près de 1 500 000 personnes sont victimes du phénomène dans la globalité et 900 000 sont localisées dans la région Androy. Près de 85% de la population sont exposées à l'insécurité alimentaire et 70% touchées par le kere. L'année dernière a été la plus difficile. Heureusement qu'au début 2021, la région a eu droit à des précipitations. La population a pu cultiver. Malgré les récoltes, le pouvoir d'achat de la population reste toujours faible. Les districts de Tsihombe et Beloha font actuellement face au problème d'insécurité alimentaire. La population demeure vulnérable. Bekily, qui est pourtant le grenier, est le district le plus affecté : les communes sont de grands producteurs de riz. Néanmoins, il n'a pas plu depuis deux ans, même les feuilles de cactus ont desséché. Il faut donc anticiper dès à présent qu'il n'y aura aucune production à espérer pour la prochaine saison de récolte. Ce qui va accentuer davantage l'insécurité alimentaire dans la région.

Lors de nos reportages, nous avons rencontré des fokontany entiers qui n'ont pas pu bénéficier d'aides. Quels sont les critères qui définissent qu'une telle personne est affectée du kere ou par l'insécurité alimentaire ?

S.T.L : Les indicateurs comme le poids, la taille, etc. définissent qu'un enfant est atteint d'une Malnutrition aiguë modérée (Mam) ou Malnutrition aiguë sévère (Mas). L'être humain a besoin d'aliments diversifiés alors que la population ne se nourrit que de patate douce ou de manioc, s'ils en disposent. Ces nourritures n'apportent que

de faibles éléments nutritifs. Le kere survient quand il y a une famine et quand il n'y a plus rien à manger. Dans la région, de nombreuses localités sont déjà atteintes, de manière grave ou très grave, par le kere. Nous devons nous organiser pour la distribution des vivres à travers cette grille de lecture.

“

il faut donc anticiper dès à présent qu'il n'y aura aucune production à espérer pour la prochaine saison de récolte

Y a-t-il eu des décès à cause de la sous-alimentation ?

S.T.L : Je mentirais si je vous disais qu'il n'y a pas eu de morts. Malheureusement, que cela soit cette année ou l'année dernière, il y en a eu. La situation dramatique a commencé à attirer l'attention du monde entier quand la députée Solange Angèle, le rapporteur général de l'Assemblée nationale, a lancé un appel au secours, à Ambosary Sud, suite aux décès simultanés de huit enfants. En effet, ces derniers sont les plus vulnérables. Leur vie dépend entièrement de la santé de la mère qui, déjà, pour la plupart, souffre gravement de l'insécurité alimentaire. Comme il s'agit avant tout de protéger la vie de la population concernée, nous nous sommes fixé objectif de "zéro décès" en tant que solution d'urgence.

Un colloque régional pour l'« émergence du Sud de Madagascar » s'est tenu à Taolagnaro, sous les auspices du président de la République. Qu'attend-on concrètement du Plan émergence du Grand Sud (PEM Sud) ?

S.T.L : La situation dans le Sud résulte de problèmes multisectoriels. Tout est interdépendant : l'environnement, l'eau, l'agriculture, l'élevage, la pêche, les infrastructures, l'emploi... Ce sont les problèmes majeurs.

Tout est prioritaire. Chaque ministère concerné a avancé ses solutions. La composante "PEM Sud" est déjà en cours d'élaboration. Une des solutions est par exemple la dotation en espace de vie. Le package pour une famille est constitué d'une parcelle de 1 000 m² avec une maison décente, des activités génératrices de revenus, comme un cheptel de chèvres, des volailles. 800 m² seront consacrés à la culture maraîchère à travers un jardin potager. Ces espaces de vie fourniront de la nourriture et une source de revenus fiable pour la population. 2 000 familles bénéficieront de cet appui. Le "PEM Sud" est une forme concrète de la décentralisation effective. La réalité est qu'une infime partie des responsabilités et du budget des ministères est octroyée aux gouverneurs pour qu'ils puissent réaliser leur projet de développement local. Le développement national part du développement local, si on n'aborde que la réhabilitation des routes. Soulignons que chaque gouvernement a bénéficié d'un fonds de deux milliards d'ariary pour réhabiliter des routes en pavés et des marchés *manara-penitra*. Nous avons également eu du matériel, des équipements, des engins...

Le plan d'émergence sud pourrait-il résoudre les problèmes et dans combien de temps ?

S.T.L : Ce plan commence déjà à résoudre quelques problèmes fondamentaux. En ce moment, l'irrigation goutte à goutte ou multi-usage commence déjà à favoriser les cultures maraîchères. L'éducation des enfants sera promue, ainsi que le développement de la filière élevage. D'ailleurs, nous commençons à mettre en œuvre une politique de mitigation et d'adaptation, en promouvant l'élevage d'animaux faciles à rentabiliser pour permettre aux familles d'obtenir des revenus rapides. Les solutions durables nécessitent de larges financements, comme la mise en place de pipelines ou encore l'opérationnalisation du projet One district, one factory (Odof). Ce dernier nécessite toutefois une grande production locale de matières premières. D'une manière générale, l'offre globale ne peut pas satisfaire aux demandes.

La situation du sud telle que mise en avant dans les médias internationaux ou locaux est-elle une exagération ou une réalité ?

S.T.L : Nous n'allons pas essayer de noyer le poisson. Quand il s'agit de communication, il y a mille manières de dire les choses. La communication n'est pas ce que nous faisons, mais la manière dont nous le faisons. Ce n'est pas la première fois qu'un reportage a été réalisé dans cette partie de l'île. Mais jamais il n'y a eu un tel drame, comme rapporté par un reportage diffusé en juin (le gouverneur fait référence à un reportage réalisé par Gaëlle Borgia la correspondante de la chaîne France 24 qui avait suscité le tollé, *NDLR*). Certes, beaucoup de nos concitoyens sont encore démunis et vulnérables et le *kere* prédomine, mais ce reportage était juste de la provocation. Cela s'appelle de la "géopolitique de subversion" pour nous rabaisser, nous dénigrer et nous perturber.

Parlons de la coordination des aides qui affluent. Comment la région gère-t-elle les différents projets qui interviennent en masse actuellement ?

Ne soyons pas naïfs, l'homme est un loup pour l'homme. Je regrette que la situation de la région ait été profitable pour certains afin de collecter des financements. Martin Luther King disait que *"la liberté ne sera jamais rendue par les oppresseurs. Elle doit être réclamée par les opprimés"*. Nous sommes les opprimés. Ceux et celles qui portent le joug de la pauvreté et du *kere* devraient dicter les conduites et les actions à faire. Il faut donc œuvrer selon les priorités de la région. Il est stupide de toujours entamer les mêmes processus et d'attendre différents résultats. Nous avons besoin de cartographier les activités alors que, de la part de quelques parties prenantes, une réticence et une rétention d'informations sont constatées. Nous avons opérationnalisé la plateforme de synergie et de coordination en 2020. Désormais, nous accordons zéro tolérance en termes de gabegie et de mauvaise gestion.

Êtes-vous régulièrement informé et consulté dans les actions menées dans la région ?

S.T.L : Quelques fois, nous sommes informés, la plupart du temps, nous sommes consultés. Il est essentiel de bien gérer les

aides, pour éviter que les mêmes personnes reçoivent les dons. D'où l'importance de suivre les acteurs de la distribution de vivres pour éviter la superposition ou le chevauchement des aides.

“ Tout le monde est convaincu qu'attendre et recevoir des aides ne sera jamais une source de développement pour l'Androy. ”

Nos constats sur terrain ont été assez limpides : la culture de l'assistanat est malheureusement fortement ancrée dans la population. Comment mettre fin à cette situation ?

S.T.L : Tout le monde est convaincu qu'attendre et recevoir des aides ne sera jamais une source de développement pour l'Androy. Personne ne tirera fierté ou dignité de cette situation. Si la région d'Androy n'était pas dans la situation actuelle, j'aurais demandé à ce que l'on arrête ces distributions de nourritures. Il y a encore trop de personnes vulnérables qui ne peuvent pas travailler. Cependant, malgré la présence active et permanente de plusieurs acteurs du secteur humanitaire dans la région, le problème reste entier. Il faut changer d'approche et de stratégie. Ce cadeau empoisonné ne peut plus continuer. Il est important de donner les moyens nécessaires pour que la population puisse produire : des équipements, des tracteurs, des engrais et d'autres intrants agricoles, ainsi que les compétences nécessaires. Il faut plutôt des opportunités, en d'autres termes, opter plus pour la résilience afin d'aider la population à s'adapter.

Le taux de natalité est également très élevé et les familles nombreuses. Mais

est-il possible de changer cette situation sociale ?

S.T.L : Nous ne pouvons pas blâmer les gens. À noter que deux points ne sont pas très évoqués dans les débats publics : le besoin de changement de comportement – pour ne pas dire le changement de mentalité – et l'inexistence de planification familiale. Plus la famille est pauvre, plus elle aura tendance à avoir beaucoup d'enfants. Il est communément admis dans la culture que les enfants soient la première des richesses, mais, tout de même, il faut limiter les naissances. Il sera plus facile de nourrir cinq bouches que 35. La polygamie – cette coutume *contra legem* – accentue cette situation. Cette pratique conduit vers la déchéance.

Abordons le volet de la situation hydrique. Des solutions durables ont-elles été définies ?

S.T.L : L'État malgache propose des solutions à court, moyen ou long termes. Il est bon de savoir qu'au moins dix fleuves traversent la région de l'Androy. Contrairement à une idée reçue, cette dernière n'est pas désertique, mais l'exploitation des ressources en eau est insuffisante. La population a besoin d'eau pour l'agriculture et l'élevage. À Ambovombe, quatre points d'eau qui ont un débit conséquent sont utilisés. L'eau est fade, le taux de salinité est un peu élevé, mais elle est exploitable.

Quelle est la situation sécuritaire de la région ?

S.T.L : À la fin de l'année 2019, quand j'ai été nommé gouverneur, dans beaucoup de villages, ni les femmes ni les enfants ne dormaient chez eux, mais dans les forêts de *raketa*. L'insécurité était très importante. Les districts d'Ambovombe et de Bekily étaient considérés comme des zones rouges, aujourd'hui la situation s'est normalisée. Quoi qu'il en soit, l'insécurité ne sera jamais éradiquée, même si le problème, dans son ensemble, commence à être plus ou moins résolu. Les troubles à l'ordre public, de toute nature, ne seront plus tolérés. L'Organe mixte de conception (OMC), les Forces de défense et de sécurité (FDS) et la Brigade d'intervention spéciale (BIS) veilleront au grain. Je pense que le *velirano* n°1 du Président, axé dans cette lutte contre l'insécurité, est important. **P**

Réfugiés climatiques

Une histoire de survie

*Échapper à une mort lente, mais certaine ou tenter l'aventure de l'exode ?
Le dilemme est réel pour ces familles exposées à tous les dangers.*

HILDA HASINJO

Il est 11 heures à Androka. Le maire se dirige vers un petit hameau un peu à l'écart du village. Sous un soleil de plomb, des familles composées majoritairement d'enfants et de bébés sont éparpillées autour d'une demi-douzaine de cases de fortune : les morceaux de bois récoltés ici-et-là font office de piliers et les branches remplacent les murs et le toit. Ce sont plus des brise-vents que des habitations. À l'intérieur, dans un coin, une petite marmite en inox noircie par le feu et le temps trône aux côtés d'une cuillère avec le manche cassé, empruntés aux villageois. Trois pierres y font office de foyer pour le feu, mais ce dernier est froid. Il est clair que cela fait un moment qu'il n'a pas servi. Il n'y a pas d'autres meubles. Leurs occupants dorment à même le sol.

DROIT CHEMIN

« Les habitants des villages environnants sont regroupés ici. Ils ont fait une quinzaine, voire une trentaine de kilomètres à pied pour venir se réfugier chez nous », explique Ansèlme Dinake Mahasambotse Tolojanahary, le maire de la commune. Ils ont été accueillis chez Eorindraza Zakato, ou plutôt dans sa cour. « Je leur ai proposé de rester dans mon domaine. J'ai de la place. Par contre, je ne pouvais leur offrir de quoi manger. Ils sont trop nombreux et moi aussi, j'ai ma petite famille. Le kere a frappé tout le monde. Je leur ai dit d'aller quémander au marché du village. Mais je leur ai aussi conseillé de rester dans le droit chemin en leur interdisant de voler », raconte le nonagénaire aveugle, reconnu comme étant le fondateur du village. Depuis quelques jours, les familles sont installées dans sa cour. « Nous avons fui notre village, car il n'y a plus rien à manger. Nous avons déjà vendu nos bétails depuis des mois, tout comme les ustensiles. Le petit pécule obtenu nous a servi à acheter de quoi vivre durant le voyage », raconte Célestine, une des réfugiées climatiques, le regard alourdi par la chaleur, la faim et la fatigue. Sa voix résume tout son désespoir.

AIDES

Célestine a à peine 30 ans, mais elle semble en avoir le double. À son crochet, son fils, un bébé d'à peu près 15 mois. Le bébé non plus ne fait pas son âge à cause de sa maigreur et de son ventre ballonné, caractéristique d'un enfant en situation de malnutrition sévère. Les enfants sont les premières victimes de la faim. « Nous n'avons pas encore mangé depuis ce matin. Hier, j'ai donné un peu de pain à mon petit dernier. Une femme au marché a eu pitié de nous. Mes autres enfants n'ont rien mangé à part des fruits de cactus rouge », déplore-t-elle. La cadette n'a que 11 ans. « Nous n'avons plus la force de travailler. De toute façon, même si on le pouvait, il n'y a pas de travail en ville. Nous sommes obligés de dépendre de la pitié des gens », lance une autre femme venue s'attrouper autour du maire. Tous espéraient que le premier magistrat de la ville apporterait de quoi préparer un petit plat pour les enfants. À la place, il a annoncé que des aides devraient venir bientôt dans la semaine et qu'ils allaient tous pouvoir rentrer chez eux.

PÉRIPLE PÉRILLEUX

Mais le maire le sait : ce ne seront pas quelques kilos de riz qui vont les retenir dans leurs villages. « Je reconnais un de ces hommes. Il est déjà venu ici au mois de février. Nous l'avons ramené chez lui par camion après lui avoir remis des vivres », raconte Ansèlme Dinake Mahasambotse Tolojanahary. Nous savions qu'il allait revenir tôt ou tard. Son village est victime d'un kere sévère ». Ils sont revenus. Les mains vides et le ventre creux. « Certains ont pris le départ avec nous. Ils ont dû se résigner et abandonner en cours de route. Ils n'avaient plus la force de marcher. Nous avons marché durant deux jours », détaille un autre « déplacé ». D'autres villageois n'ont pas voulu tenter le périlleux périple de la fuite.

TOUT QUITTER, MAIS TOUT PERDRE

Quitter le village ne constitue pas forcément une issue sûre pour l'avenir. Lambo le

sait. Ce père de famille l'a expérimenté une fois, en 2014. « J'ai quitté mon village, en laissant mon père et ma mère derrière moi. J'avais espéré trouver l'eldorado à Ilakaka. À cette époque, mon grand frère y travaillait. J'ai donc décidé de partir tenter ma chance dans les mines de saphir », raconte-t-il. Il a vendu ses deux chèvres pour payer le voyage. Mais une fois là-bas, la déception l'a vite gagné. « J'ai entendu des histoires où des gars gagnent six, sept voire dix millions d'ariary d'un seul coup. Mais finalement, la chance ne m'a pas souri. Il m'est arrivé de tomber sur des pierres d'une piètre valeur, se remémore-t-il. L'argent ainsi obtenu ne me servait qu'à acheter de quoi vivre. Au bout de deux ans, j'ai demandé à mon père de me trouver de l'argent pour que je puisse rentrer. Il a dû vendre un zébu et m'a envoyé l'argent, et me voici aujourd'hui... ». Depuis, il a fondé une famille et il a deux enfants.

PROBLÈMES D'ADMINISTRATION

« Dans la plupart des cas, les personnes qui quittent le village partent vers les grandes villes pour y trouver du travail et de l'argent. Ils aident leurs familles restées au village. Quelquefois même, ils les font venir chez eux. Mais une fois qu'il pleut, ils rentrent pour cultiver la terre », explique Emmanuel Tody, adjoint du chef de district de Beloha. Dans un sens, il s'agit d'un moyen de survie pour les populations fortement touchées par le kere. Cependant, la situation engendre des problèmes d'administration assez conséquents. « Nous n'arrivons pas à bien cerner le nombre d'habitants dans notre circonscription. Ceux qui quittent des villages ne sont pas comptés. Pourtant, ils reviennent toujours chez eux et nous ne pouvons ignorer leur existence », argue Tody Emmanuel. Pour Lambo, l'horloge tourne. « Je n'ai presque plus de quoi nourrir ma femme et mes enfants. J'ai essayé de résister au kere et je me suis battu pour rester auprès des miens. Je pense que, s'il ne pleut pas d'ici novembre ou décembre, je vais repartir pour Ilakaka », conclut-il. **P**



Keron Idéalson

Député indépendant élu à Ampanihy Ouest et membre du groupe parlementaire IRD

« Nous nous sentons reclus et négligés »

Nous avons rencontré un député un peu dépité. Keron Idéalson a été élu à Ampanihy Ouest, un district durement frappé par le kere. Il nous partage sans langue de bois les problématiques du grand Sud.

HILDA HASINJO ET ANDRY RIALINTSALAMA

Le district d'Ampanihy est en détresse. Comment la situation a-t-elle évolué ?

Keron Idéalson (K.I) : Le phénomène n'est pas nouveau. Mais le district d'Ampanihy semble avoir été délaissé ou ignoré. Quand nous effectuons des descentes dans les communes, nous voyons ce que vit réellement la population. Cette année encore, nous avons lancé un appel au secours auprès de l'État parce que toutes les subventions ont été injectées dans d'autres districts du Sud. Les problèmes sont causés généralement par la sécheresse. En ce moment, rien n'a changé. L'absence de pluie et l'insuffisance d'eau ont un impact énorme sur les habitants du district qui vivent en majorité de l'agriculture et de l'élevage. La pratique de l'agriculture devient impossible. Beaucoup de personnes vendent leur bétail à un prix dérisoire. Avec la sécheresse, les activités vivrières et économiques sont mises à mal. Avec des revenus assez faibles, la situation devient de plus en plus précaire, d'où l'extrême pauvreté dans laquelle la population s'engouffre, engendrant une sous-alimen-

tation sévère et chronique. Des aides spontanées et provisoires nous parviennent de l'État et des donateurs. Elles sont accompagnées de quelques projets d'adduction d'eau par la construction de puits... Ces actions sont insuffisantes et ne concernent que quelques communes du district.

Cette situation résulte-t-elle uniquement de phénomènes naturels ou la question de la gouvernance est-elle aussi en jeu ?

K.I : Premièrement, la raison est d'ordre climatique avec l'insuffisance de pluie. Deuxièmement, nous pouvons également parler de négligence. Il pleut dans le district d'Ampanihy vers le mois de décembre. Malgré une saison des pluies extrêmement courte, les précipitations suffisent bien souvent à remplir fleuves et rivières. De ce fait, des infrastructures, comme des barrages de rétention, devraient être construites pour assurer la disponibilité de l'eau, même en période sèche. Ils permettraient de subvenir aux besoins en eau

pour l'agriculture, l'élevage et surtout pour l'usage au quotidien.

Quelle est la proportion de la population touchée par la sécheresse et la sous-alimentation ?

K.I : La quasi-totalité des communes du district d'Ampanihy est affectée par la sécheresse. 80% des 19 communes vivent dans un climat désertique. Dans quelques localités, il n'a pas plu depuis une dizaine d'années. Je le souligne, l'État devrait prendre ses responsabilités. La construction de nouvelles infrastructures d'adduction d'eau est vitale pour la population.

Quelles stratégies avez-vous avancées à ces problématiques récurrentes quand vous vous êtes présenté aux législatives ? Quel est votre bilan ?

K.I : Notre principale tâche est de faire un compte rendu sur les principaux problèmes de la population auprès de l'Exécutif. Toutes les difficultés que le district rencontre sont connues par toutes les institutions. L'État

nous accorde, depuis l'année 2021, une subvention d'une valeur de 250 millions d'ariary. Elle a été utilisée pour réaliser des projets de développement inclusif pour chaque commune dans le district. Elle a permis de résoudre les problèmes basiques de la population. Je peux vous l'affirmer : nous n'avons négligé aucune demande de la population. Aujourd'hui, nous pouvons nous targuer d'avoir un nouveau groupe électrogène qui fonctionne 24h/24, un stade couvert *manara-penitra*. Une dizaine d'infrastructures ont été construites dans le district, dont des bureaux pour les communes, par exemple.

Quels seraient les projets qui devront être priorités pour atténuer les impacts de la sous-alimentation et du changement climatique ?

K.I : Les projets les plus urgents concernent l'adduction d'eau. Le long du littoral, il faut exploiter l'eau de mer. La désalinisation permet de répondre aux besoins en eau potable pour la population, pour le bétail et pour l'agriculture au niveau des zones côtières. Pour les autres zones, là où les fleuves et les rivières s'écoulent, il faut essayer de retenir cette eau à l'aide de barrages. L'eau ainsi emmagasinée devrait être redistribuée selon les besoins. Il importe d'effectuer des forages dans chaque commune ainsi qu'au niveau des zones agricoles. Un pipeline acheminant l'eau du fleuve de l'Onilahy, qui n'est jamais tari pendant toute l'année, devrait être construit. La mise en place de ces infrastructures hydrauliques peut résoudre une grande partie des problèmes de la population. La réhabilitation du réseau routier est essentielle. L'état de dégradation des routes entraîne l'enclavement de cette partie de l'île, notamment pendant la saison de pluies, aussi rare et courte qu'elle soit. Le projet de réhabilitation de la RN10 est déjà envisagé pour début 2022. Nous réitérons notre demande pour que ce projet soit intégré parmi les priorités de l'État malgache.

Comment percevez-vous la coordination de la lutte contre le kere dans votre circonscription en particulier ?

K.I : Organismes internationaux, organisations non gouvernementales, associations... s'engagent pour lutter contre le kere. Cependant, avec les financements en jeu, d'importantes activités auraient

pu être menées en faveur de la population. Cette dernière est toujours dans une situation de précarité extrême. Seulement le tiers de la population dans ma circonscription bénéficie de ces aides. Il serait judicieux d'instaurer une gestion collective du partage de ces donations afin que l'ensemble des populations des 19 communes du district puissent en bénéficier. Comme je l'ai souligné, nous avons besoin d'infrastructures durables pour que les aides ne soient pas récurrentes. Finalement, elles ne sont qu'à l'avantage des organismes internationaux. Si tous les financements accordés pour venir en aide ponctuellement au Sud avaient été utilisés pour construire de grandes infrastructures, il n'y aurait plus eu de famine ou de sous-alimentation. Mais jusqu'ici, la situation n'évolue guère. La population vit toujours de l'assistanat et demeure vulnérable.

“ **La complexité de la situation repose sur le fait que les lois ne sont pas réellement votées pour répondre aux besoins de la population.** ”

Selon vos dires, les aides ne répondraient pas aux besoins réels de la population. À qui devrait incomber la responsabilité ?

K.I : Nous n'avons pas le choix. Les organismes qui travaillent dans le Sud ont chacun leur politique et leurs stratégies. Nous n'avons pas notre mot à dire dans leurs interventions. Nous ne pouvons qu'être reconnaissants pour les aides obtenues. Ils décident de tout, aussi bien de la nature des aides qu'ils veulent apporter, que de la manière dont ils veulent les distribuer et même des bénéficiaires. Ces organismes ont les statistiques sur les régions affectées

par la sécheresse et le *kere*. Même l'État ne possède pas de statistiques fiables et mises à jour. Pour le cas d'Ampanihy, par exemple, nous avons obtenu 50 tonnes de vivres lors de la caravane du Sud. Quand il a fallu les distribuer, certaines communes n'ont pas obtenu leur part parce qu'elles ne sont pas considérées comme "prioritaires".

N'avez-vous pas l'impression que le secteur humanitaire ou privé assure plus le rôle que l'État ?

K.I : Voilà la plus grande problématique en ce moment. Bien entendu, l'État est le premier responsable. Les dirigeants devraient déterminer et décider de la destination des subventions. Aujourd'hui, ce sont des structures indépendantes qui sont au-devant de la scène. Les responsables étatiques et gouvernementaux jouent juste un rôle de figuration. Ils ne font qu'honorer de leur présence lors des événements caritatifs. À mon avis, l'État est encore faible dans sa prise de responsabilités par rapport aux problèmes de la population. La raison est probablement le manque de budget.

Les projets de lois que vous avancez au parlement devraient-ils changer les choses ?

K.I : La complexité de la situation repose sur le fait que les lois ne sont pas réellement votées pour répondre aux besoins de la population. La loi du plus grand nombre règne au sein de l'Assemblée nationale. Ce plus grand nombre est dirigé par l'autorité politique au pouvoir. Nous n'avons pas le choix. Il est difficile de répondre à une problématique par une loi. Certains députés ont peur et se plient. D'autres ne connaissent même pas leur vraie fonction. Dans l'ensemble, chacun a ses propres perceptions et ses intérêts. Nous sommes plus de 20 députés venant de la région du Sud, mais jamais nous n'avons tenu le même langage. J'estime que cela bloque cette situation. La solution serait peut-être de répartir le budget de l'État à part équitable pour les 119 districts et les 23 régions, afin que chacun puisse gérer le sien de manière convenable. En tant que député dans la région Sud-ouest, je vais me battre pour qu'une nouvelle région soit créée pour Ampanihy et Betsioky. Nous nous sentons reclus et négligés. **P**

CCOK

Un an après : quels impacts, quel bilan ?

Le Centre de commandement opérationnel contre le kere (CCOK) a vu le jour en novembre 2020 face à l'urgence et la situation catastrophique dans l'Anosy, l'Androy, et l'Atsimo Andrefana. Après un an, un bilan s'impose.

NISSI RAFIDIMAHARO, JOSÉ RAKOTOSON, STÉPHANIE RABEFIRINGA, SOLONIAINA MAKASON, FABRICE HANOY, ROVA RANAIVOSON ET WALTER VERIZA

Créé sous la note n° 175/MDN/SG, le CCOK essaye de couvrir les domaines concernés par le *kere*, passant de la nutrition à la sécurité et à la santé. Sur papier, la mission principale de ces centres mis en place depuis le 29 novembre 2020 est de coordonner la mise en œuvre des actions pour éradiquer de manière durable le *kere* dans le Sud de Madagascar.

COLLABORATION

Sous la tutelle du ministère de la Défense, le CCOK a également pour objectifs d'effectuer un suivi régulier de l'état nutritionnel de la population victime du *kere* et de la sous-alimentation dans les régions Androy, Anosy et Atsimo Andrefana, de coordonner les différentes actions des Partenaires techniques et financiers (PTF) et d'établir un tableau de bord de suivi des actions réalisées pour orienter les actions futures. La collaboration entre la Cellule de prévention et de gestion des urgences (CPGU), l'Office national de la nutrition (ONN) et le CCOK aurait permis la distribution de vivres à plus de 200 000 ménages vulnérables et de soutenir des centres d'appui nutritionnel pour enfants. Sur le long terme, la construction des Centres de réhabilitation nutritionnelle et médicale (CRNM) est prévue dans les districts touchés par la malnutrition. Ils regrouperont des centres de soin, des banques alimentaires, mais aussi des entrepôts de médicaments.

ACTIONS CIVILO-MILITAIRES

La réalisation des actions du CCOK, tel que le recensement des populations ou la redistribution de vivres, est effectuée à la base des actions civilo-militaires. Des activités

sont menées dans l'optique d'apaiser les maux subis par la population du Sud depuis des décennies. La difficulté chronique des trois régions engendre des répercussions plus désastreuses et dangereuses pour leur population, où les forces de l'ordre sont amenées à porter plusieurs casquettes. En plus de leur mission de maintien de la paix, les militaires doivent assurer des missions d'aides humanitaires. Les hommes en treillis déployés dans ces régions sont souvent en sous-nombre par rapport aux centaines de *dahalo* équipées d'armes puissantes quand surviennent les attaques. Le CCOK se charge de distribuer les dons venant d'organismes tels que le Programme alimentaire mondial (Pam) ou l'ONN.

EFFET PSYCHOLOGIQUE

Au moment où nous avons effectué le reportage, le stock de vivres était proche du niveau zéro. Bien que nécessaires pour faire face aux urgences, les opérations humanitaires menées par le CCOK perpétuent une certaine dépendance aux aides. Même si les dons sauvent des vies, force est de constater que cet assistanat conduit les villageois que nous avons rencontré à surenchérir encore et encore. Dans un village, à quelques kilomètres du chef-lieu de commune d'Amboasary Atsimo, certaines personnes n'étant plus en situation de malnutrition sévère continuent de mendier. La mise en scène est bien rodée : des femmes exhibent des fruits de cactus pour signifier de leur situation dramatique afin de pouvoir demander de l'argent. « *La solution principale à notre problème reste toujours les dons* », soutient une habitante.

VOLONTÉ

Sur terrain, les militaires dépêchés dans le cadre du CCOK font aussi face au manque de fiabilité des données statistiques. Lors des activités de recensement par les militaires, certains villageois s'enfuyaient par crainte de représailles. « *Des personnes qui vivent dans les villages des "malaso", plus communément connus sous le nom de "dahalo", déguerpissent dès qu'ils nous voient* », explique le commandant Alain Rakotonirina. Pour les habitants des régions concernées, la sécurité s'est, semble-t-il, nettement améliorée depuis la mise en place du CCOK. Là encore, aucune donnée ne peut étayer ce constat. Or, l'administration a voulu profiter de la mise en place du CCOK pour enclencher un processus de digitalisation, garante de l'épanouissement social et économique. Il se heurte à un manque de moyens financiers et humains au niveau de la structure. La volonté de bousculer les pratiques laisse également à désirer. **P**

MINI-BIO

Nissi Rafidimaharo, José Rakotoson, Stéphanie Rabefiringa, Soloniaina Makason, Fabrice Hanoy, Rova Ranaivoson, Walter Veriza sont issus de secteurs diversifiés, respectivement, du domaine du développement, de la fonction publique, d'une association de jeunes, de la société civile, du secteur privé, de l'éducation, de l'industrie et de l'environnement. Ensemble, ils constituent un groupe multidisciplinaire et multiculturel.

Cet article est un compte-rendu du voyage d'études effectué par la XVII^e promotion du Youth Leadership Training Programme (YLTP), une initiative de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) à Madagascar, dans les régions Androy et Anosy. Sa production entre dans le cadre de cette formation.





Ifotaky, Amboasary

Les oubliés de Tsarapioka Tranovato

L'alerte du dernier kere a été lancée dans une commune rurale située dans le district d'Amboasary. Malgré les efforts déployés par l'État et par les projets humanitaires, de nombreuses familles sont encore frappées de plein fouet par la malnutrition. Rencontre avec Hempatsaka, une de ces victimes dans le fokontany de Tsarapioka Tranovato.

HILDA HASINJO

© IHANDRY RANDRIAMARO

Pour arriver à Tsarapioka Tranovato, il faut traverser des kilomètres de champs de sisal. Cet univers végétal est trompeur. La terre n'est guère fertile, le village de Hempatsaka se dresse comme un décor de film d'horreur au pied d'une colline. De loin, on pourrait douter du fait que le village soit habité : les maisons en dur quasiment délabrées, vestiges des périodes coloniales, laissées par les « vazaha » exploitants du sisal, se fondent avec le peu d'arbres qui ont résisté à la sécheresse.

PREMIÈRE VAGUE DE CONFINEMENT

Un petit chemin mène vers le cœur du village. Tout autour, quelques cactus rendus stériles par le manque d'eau font office de clôture. Hempatsaka s'assied au milieu d'une grande cour où quelques hommes s'attèlent à fabriquer des charrettes à bœufs. Les habitants de ce fokontany vivent de cette activité. Certaines femmes du village avaient été recrutées de manière temporaire par les exploitations de sisal. Elles ont été remerciées dès la première

vague de confinement. Hempatsaka est de celles-là. D'un pas très lourd, elle avance maintenant vers la petite case qui lui sert de maison. « Je n'ai jamais eu assez d'argent pour refaire la toiture de mon ancienne maison. J'ai décidé de fabriquer cette case, avec l'aide de ma famille », explique-t-elle. La case en question mesure à peine deux mètres sur deux. Elle est faite de petites chutes de planches récupérées dans la cour. « Pour empêcher mes enfants d'avoir froid le soir, j'ai mis ce tissu », dit-elle, en indiquant

la vieille écharpe aux motifs rouge et gris qui flotte au gré du vent dans la case.

CACTUS

Hempatsaka prend place sur une installation qui semble être le lit et qui prend la moitié de la pièce. Elle y installe sa fille. La petite dernière de la fratrie de quatre enfants. À ses pieds se trouve un foyer improvisé à partir de trois grosses pierres. Les cendres y sont encore blanches, mais il n'y a pas de feu. « Hier, j'ai préparé du soso (bouillie de riz) pour mes enfants. Aujourd'hui, nous n'avons pas encore mangé », indique-t-elle les larmes aux yeux. Elle a vendu ses ustensiles de cuisine il y a déjà quelques mois pour acheter quelques kapoaka de riz. Elle continue d'essuyer les larmes qui coulent sur sa joue. « Avant-hier, j'ai cuisiné ceci pour mes enfants, mais ils en sont tombés malades, explique-t-elle en montrant des tubercules. Ma petite dernière a la diarrhée maintenant. Je ne sais plus quoi faire ». D'une main, elle tient sa fille pour l'aider à téter. De l'autre, elle sort des tiges de patate douce qu'elle a rangées sur le lit, sous des couvertures déchirées. Elle les a récupérées dans un champ près du village il y a quelques jours. Elle espérait que cela les aiderait à tenir le coup pendant

quelque temps. Mais maintenant que sa fille est malade, elle hésite à en cuisiner de nouveau. « De toute façon, ici, il n'y a même plus de cactus rouge. En temps normal, ils nous maintiennent en vie lors des périodes de soudure. Comme il n'a plus plu depuis des années, ils n'ont plus donné de fruits. Certaines mères ont même donné à leurs enfants le fruit d'une plante rampante dont elles ne connaissaient ni le nom ni la vénérosité », raconte Hempatsaka.

BASES DE DONNÉES

Les habitants de Tsarapioka Tranovato, devenu depuis très peu un fokontany à part entière, sont tous issus d'une même famille. « Nous essayons de nous serrer les coudes. Si quelqu'un arrive à gagner un peu d'argent, il achète du riz et le partage à tout le monde. Hier, ma sœur a réussi à troquer une charrette contre dix kapoaka de riz. Cela nous a permis de manger », confie la jeune maman en essuyant une énième fois ses yeux. Les dix kapoaka de riz ont été départagés entre une quarantaine de personnes. Hempatsaka est lasse. Son corps frêle est tenaillé par la faim et les problèmes qui minent son quotidien. Elle a entendu que, dans certains villages, le gouvernement et des vazaha donnent des aides aux familles.

Depuis des mois, elle attend en vain les aides.

« Le maire est déjà venu chez nous une fois. Il nous a promis de rapporter notre cas aux instances compétentes. Mais jusque-là, toujours rien », explique Hempatsaka désespérée. Apparemment, elle risque encore d'attendre longtemps. Au Centre de coordination opérationnelle contre le kere (CCOK) d'Amboasary, son village n'est même pas répertorié dans les bases de données de l'administration. Joint au téléphone, un commandant de l'armée, responsable du district d'Amboasary, confirme : « il n'y pas de fokontany nommé Tsarapioka Tranovato dans les données du CCOK d'Amboasary. Il est impossible de distribuer quoi que ce soit si le fokontany en question n'est pas dans la data base ». En attendant des jours meilleurs, Hempatsaka et ses enfants s'accrochent du mieux qu'ils peuvent à la vie. **P**

Organisation de la riposte : le CCOK sur le pied de guerre

À l'approche de la période de soudure, le Centre de coordination opérationnelle contre le kere (CCOK) se prépare pour reprendre les actions de soutien aux communautés vulnérables du Sud. Les militaires sont prêts, la stratégie est ficelée. Le commandement du CCOK n'attend que le feu vert du gouvernement qui devrait déterminer, le plus tôt possible, le budget à allouer à l'approvisionnement des régions victimes du kere. « Les problèmes alimentaires commencent généralement au mois de novembre pour durer trois à cinq mois. Cette année, ils risquent d'être encore plus durs, vu qu'il n'a pas beaucoup plu », explique le général de brigade Derandraibe Rakotozafy, coordonnateur du centre.

La vocation du CCOK est d'organiser les interventions, tant de l'État que des Partenaires techniques et financiers (PTF), dans les ripostes au kere dans le Sud. « Nous avons effectué des recensements dans les régions et les districts concernés par le fléau afin de mieux cerner l'ampleur du phénomène et d'en apporter les réponses appropriées », soutient son numéro un. Les questionnaires ont porté sur la situation sanitaire et sociale des habitants, mais également sur la pluviométrie dans les régions et la situation des collectes agricoles. À cet effet, le nombre de bénéficiaires, ainsi que leur situation réelle ont été relevés.

Le CCOK a également été instauré afin qu'aucun fokontany ne soit oublié. « Nous avons inventorié les actions de chaque PTF.

Désormais, aucun village ne sera oublié. Toutes les personnes vulnérables recevront des dons, que ce soit à travers les PTF ou les actions de l'État », insiste notre interlocuteur. Il soutient également que, contrairement aux allégations, il n'est pas possible que ses éléments soient mêlés à des détournements des denrées, du moins de manière isolée. « Nous avons mis en place une procédure assez stricte. La liste des bénéficiaires est remise au président du fokontany et au maire de la localité en question. Les distributions se font sur un terrain vague et tout le monde peut voir qui a reçu son sac de riz ou non. Ils peuvent aussi vérifier si les bénéficiaires sont tous sur la liste, décrit-il. À la fin, un procès-verbal est dressé et signé par le chef du fokontany, le maire et le chef de l'équipe du CCOK. Ce qui rend tout détournement effectué par une entité plus difficile ».

Pour le général de brigade Derandraibe Rakotozafy, la prise de responsabilité est essentielle pour les personnes qui remarqueraient des mauvaises gestions ou des détournements. « Les militaires portent des badges avec leur nom, un numéro ainsi que leur photo. Il faut oser montrer du doigt ceux qui ont pu commettre des abus, car jusque-là, il y a juste trop d'allégations non fondées, ajoute-t-il. Notons que les militaires envoyés à ces opérations ne sont pas indemnisés. Ils travaillent volontairement pour aider leurs compatriotes ».

H.H.



Eau secours !

« Naho nisy rano ty Androy, ho votsotse ty tane toy ». « S'il y a de l'eau dans l'Androy, nous serons libérés ». Cette strophe tirée de la célèbre chanson de Vaovy, Omeo rano, résume les problématiques de l'eau dans le Sud de Madagascar. Insalubre et surtout insuffisant, l'or bleu y sous-tend des enjeux politiques, économiques, sociaux et environnementaux.

ANDRY RIALINTSALAMA

© IHANDRY RANDRIAMARO

Sur le sable du lit asséché de la rivière Linta, dans le district d'Ampanihy-Ouest, au Sud de Madagascar, Masivelo répète les mêmes gestes depuis des heures. À l'aide d'une écuelle en inox, il exerce une pression dans le sable pour gagner quelques centilitres d'eau. Son objectif est de remplir une douzaine de bidons de 20 litres qu'il va vendre dans son village à Sakaviro, à 15 kilomètres de ce « point d'eau ».

CLIMAT SEMI-ARIDE

Les guillemets sont de rigueur, car il s'agit d'un trou creusé dans le sable. Après des heures d'efforts, il a quand même fini par remplir tous les bidons. Il les charge dans une charrette et s'apprête à partir. « Il m'a fallu trois heures pour arriver ici et cinq autres pour le voyage du retour », nous confie-t-il. Plus loin, une jeune fille fait les mêmes gestes. Elle remplit un seau de dix litres et

un bidon de cinq litres. Elle est plus chanceuse, car elle n'habite qu'à quatre kilomètres. Elle couvre d'une couronne d'herbe sèche son précieux butin et s'apprête à rentrer. Sa prise de cette matinée-là va assurer les besoins de son foyer pour deux jours. « Ce n'est pas suffisant, mais je ne peux pas venir ici tous les jours. Au moins, je ne suis pas obligée d'en acheter », explique-t-elle.

À Madagascar, selon les statistiques de 2020, une personne sur deux a accès à l'eau potable avec une forte disparité entre les milieux urbains et ruraux. Le bulletin d'alerte sécheresse du grand Sud de Madagascar, publié sur le site web du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) Madagascar en juillet 2021, fait savoir que les régions Androy, Atsimo Andrefana et une partie de l'Anosy, situées à l'extrême Sud de la Grande île ont la plus faible couverture en eau potable du pays. Caractérisée par un climat semi-aride, cette contrée ne reçoit en moyenne que 500 mm de pluie par an, selon les données du Bureau national de gestion des risques et catastrophes (BNGRC), en 2016.

SÉCHERESSE DÉVASTATRICE

Depuis quelques années, les effets du changement climatique bouleversent cette moyenne annuelle. La sécheresse s'intensifie en fréquence et en ampleur. « *Le sud est une des zones qui subissent de manière la plus directe les impacts du changement climatiques à Madagascar. Des solutions pérennes doivent être mises en œuvre. La sécheresse qui était déjà une réalité pour la population du Sud est amenée à s'intensifier* », note Lovakanto Ravelomanana, directeur du Bureau national des changements climatiques et de la Redd+ (BNCCREDD+).

« *L'année dernière, il n'y avait presque pas de pluies* », abonde Dinake Mahasambotse Tolojanahary, maire de la commune rurale d'Androka, à l'extrême Sud-ouest de la Grande île. Le discours est corroboré par tous nos interlocuteurs durant ce reportage. Ainsi, le bulletin d'alerte sécheresse du grand Sud de Madagascar, publié dans le site web de l'Unicef évoque « *une sécheresse dévastatrice, caractérisée par des précipitations inférieures à la moyenne depuis 20 ans dans les districts de Tsihombe, Beloha, Amboasary et Ambovombe* ».

AFFAIRE JUTEUSE

À Madagascar, le Code de l'eau dispose que l'accès au service public de l'eau doit être payant, tout en tenant compte du pouvoir d'achat des usagers. Comme ces services sont défaillants dans le grand Sud, la filière eau se trouve à la merci des spéculateurs, étant donné l'étendue de la région ainsi que l'éparpillement des villages. Le commerce de cet or bleu est une affaire très rentable en dépit des moyens en possession de la population. En dehors des agglomérations, l'accès à l'eau est de plus en plus difficile.

À une cinquantaine de mètres du bureau de la commune d'Androka, un jeune couple remplit les 12 bidons rangés dans une charrette. Ils achètent l'unité à 50 ariary pour la revendre à 2 000 ariary, soit quarante fois plus cher, à Beharake, une localité à une quinzaine de kilomètres du chef-lieu de la commune. « *Il faut valoriser la distance parcourue et le mal qu'on se donne pour s'en procurer* », argumente le charretier.

Cette réalité est confirmée par Efitohagna, un habitant d'Antanimanjary, commune d'Anjampaly au sud du district de Tsihombe. « *Pendant les périodes d'étiage, nous nous approvisionnons en eau à trente kilomètres d'ici. Nous partons au petit matin pour chercher de l'eau. À cause de la distance, on ne peut apporter que cinq litres par personne, témoigne-t-il. La moitié est bue durant le trajet. Les plus faibles attendent des charretiers pour acheter de l'eau* ». À 28 ans, ce père de deux enfants a la chance d'avoir assez de force pour faire ce trajet. Les plus faibles attendent le charretier pour acheter le bidon de 20 litres à 2 000 ariary.

SEC

Dans la quasi-totalité des marchés hebdomadaires, les étals sont inondés de riz importés, de manioc séché, de maïs, voire de spaghettis issus d'autres localités et transportés par des camions. Vues du ciel, les trois régions du Sud affichent une grande mosaïque de champs de culture, témoignant de l'importance de cette activité. Toutefois, sur terrain, les clôtures de cactus délimitant les parcelles des familles cachent mal la nudité des champs. L'insuffisance prolongée de précipitations depuis décembre 2020, jusqu'à moins de 50 % du niveau normal, a déclenché des conditions sans précédent de sécheresse dans le grand Sud de Madagascar.

Étant donné que les surfaces irriguées sont quasi-inexistantes, les autres cultures comme le manioc, le maïs, la patate douce, le haricot dépendent entièrement de la pluie, souvent aléatoire. Ainsi, les moindres dérèglements du calendrier des pluies déclenchent un effet domino partant de la pénurie d'eau, l'échec de semis, à la vente de biens... « *Les quelques patates douces que vous voyez sur le marché viennent de la plaine du Mandrare du côté d'Ambovombe, car il y a eu quelques pluies là-bas en juillet. Cela va tenir un mois et demi tout au plus* », regrette Christian Vontsoa, maire de Tsihombe. À cela s'ajoutent les ravages du *tiomena*, un

vent accompagné de poussières rouges qui peut ensevelir tout un village et les champs de culture en quelques heures. Cette situation explique l'afflux de produits « importés » sur les étals.

METTRE LE PAQUET

Paradoxalement à la précarité qui prévaut, ce ne sont pas les potentialités qui manquent. « *L'Androy n'est pas un désert. Pas moins de dix rivières la traversent. Lorsqu'il pleut, des millions de mètres cubes d'eau se déversent dans la mer. Donc, il faut en revoir la gestion* », s'indigne Soja Tsimandilatsé Lahimaro, gouverneur de la région Androy. Une situation confirmée à Ampotaka, une localité située à 38 km au sud de Beloha, où le bourdonnement de l'eau issue des pompes solaires étonne. Captée sur la rivière Menarandra, la station a la capacité d'injecter 400 mètres cubes d'eau par jour dans les 142 kilomètres de pipeline. Une quantité suffisante pour 40 000 habitants. « *Nous ne produisons qu'à la moitié, car la demande ne suffit pas* », regrette Mampionona Joelson, responsable du site.

Des solutions existent, mais il faut miser sur la volonté politique. Au terme du colloque régional pour l'émergence du Sud de Madagascar, en juin 2021, l'État table sur la mise en place d'un grand pipeline qui conduira l'eau à partir du fleuve Efaho jusqu'à Ambovombe, en passant par Amboasary. Percy Yvon Rakoto et Jina Ratsimba Rabearisoa avaient écrit que l'approvisionnement en eau par un système de forage est le moyen le plus efficace pour les zones enclavées et éloignées par rapport aux cours d'eau pérennes. Le niveau de forage moyen pour obtenir de l'eau de qualité est estimé à 60 m et le coût d'une infrastructure de forage permettant d'approvisionner une communauté est de 70 millions d'ariary. Outre les forages, ils ont également proposé d'autres projets alternatifs à court et moyen terme, coûtant 206 millions de dollars. En attendant, Masivelo continuera à puiser de l'eau sur le lit asséché de la rivière Linta. **P**



1

2

3

1 Cédrick RANDRIAMARO

Vice-président de la Chambre de commerce
de la région Anosy

« La réalisation du nouveau projet
émergent alignera le grand Sud aux
autres régions en matière de
développement »

2 Dr Tsibara MBOHOAHY

Enseignant-chercheur, maître de conférences
et directeur du Centre universitaire régional Androy, YLTP 2012

« La partie Sud de Madagascar
accuse un retard de développement
par manque de volonté politique. »

3 Hermerson ANDRIANETRAZAFY

Historien

« Tous les systèmes mis en place
depuis quasiment un siècle ont
échoué »

Malgré l'immensité de ses richesses (humaine, culturelle, économique et environnementale) qui restent inexploitées pour diverses raisons : insécurité humaine et sociale, enclavement géographique et sécheresse, la partie Sud de Madagascar accuse un retard de développement considérable. Regards croisés sur la situation.

HANTA MALALA ANDRIAMAMONJY, HANITRANTENAINA CLAIREMONDE FANOBOHA, MARIUS HERINIAINA, HAINGO RANAIVOSOA, MAVO RAMESY RAOELISON ET DOLLYNO RASOLOSOA

L'État malgache a mis en œuvre de presque toutes les politiques et stratégies pour résoudre les maux du grand Sud. Plusieurs projets ont également été initiés pour y faire face, pourtant, la situation semble inchangée, voire empirer. Selon vous, peut-on dire que vaincre les insécurités alimentaire et humaine dans cette région est une utopie ?

Cédric Randriamaro (C.R.) : Certes, l'État s'est toujours évertué à chercher des solutions pour faire sortir le grand Sud du cercle vicieux des insécurités de toutes sortes. Cependant, il s'agissait majoritairement de solutions « tip top » et les problèmes restent irrésolus. L'initiative du gouvernement de construire un pipeline depuis la rivière de Fanjahira Efaho jusque dans l'Androy et de réhabiliter le pipeline depuis la rivière de Mandrare vers la commune rurale de Sampona est, à mon avis, la meilleure décision pour assurer l'émergence du grand Sud. Ayant participé au colloque régional pour l'émergence du Sud de Madagascar, à Taolagnaro, je peux affirmer que la réalisation du Nouveau projet émergent (NPE) alignera cette partie de l'île aux autres régions en matière de développement, et ce, surtout grâce à la promotion de l'économie bleue au vu de son littoral étendu.

Hermerson Andrianetrazafo (H.A.) : Les aides et les démarches pour éradiquer le *kere* témoignent que tous les systèmes mis en place depuis quasiment un siècle ont échoué. En effet, les aides ponctuelles des gouvernements successifs se sont résumées en quelques dons de nourritures. Certes, il y a eu des démarches qui se sont voulues pérennes, comme la mise en place de l'Approvisionnement en eau du Sud (AES) à partir des fleuves pour redistribuer l'eau dans les différentes localités autour de Tsihombe, d'Ihorombe, d'Amboasary, de Beloha et d'Antamoro. Cependant, la réalisation desdits projets est tributaire d'autres paramètres, notamment financiers. Malgré la pauvreté apparente de l'Androy, ses habitants sont de grands tra-

vailleurs et exploitent leur terroir dans la mesure de leur possibilité.

“
L'État s'est toujours évertué à chercher des solutions pour faire sortir le grand Sud du cercle vicieux des insécurités.

Cédric Randriamaro

Dr Tsibara Mbohoahy (Dr. T.M.) : Si la partie Sud de Madagascar accuse un retard de développement considérable, c'est à cause du manque de volonté politique. Cette partie de la Grande île a ses atouts et ses potentialités pour assurer son développement, mais aucune décision concrète n'a été prise depuis l'indépendance. Pourtant, des solutions sont envisageables. Premièrement, l'adduction d'eau par pipeline à partir de la province de Fianarantsoa jusqu'au Sud de Madagascar, notamment par la récupération des millions de mètres cubes d'eau qui se jettent dans la mer, est faisable. La deuxième solution consiste dans le dessalement de l'eau de mer. La région Androy possède environ 250 km de côte. Avec le développement de la technologie, cette option est faisable à un coût raisonnable. Troisièmement, le revêtement en bitume des Routes nationales (RN) 10 et 13 en bitume est primordiale pour fluidifier la circulation des personnes et des marchandises. Cela devrait s'accompagner de l'ouverture des routes qui relient chaque district, pour une économie de temps et d'argent. L'exploitation des res-

sources marines et halieutiques est aussi capitale pour lutter contre la malnutrition. Elle constitue une force motrice considérable pour le développement économique de Madagascar.

Les interventions des Organisations non gouvernementales (ONG) sont souvent perçues comme des solutions ponctuelles et des sources de dépendance causant par la même occasion l'oisiveté de la population bénéficiaire. Êtes-vous d'accord avec ce point de vue ?

C.R. : Nous savons très bien que le grand Sud se trouvait et se trouve toujours dans une situation d'urgence du fait que la majorité de la population est frappée par le *kere*. La distribution de vivres s'avère donc impérative pour sauver des vies. Néanmoins, à mon avis, il est temps de se tourner vers le développement pour que ces citoyens puissent améliorer leur résilience. Par exemple, on peut passer de la distribution de vivres ou de sommes d'argent à la création de travail et penser au reboisement pour faire face à l'impact alarmant du changement climatique.

H.A. : Le terme même de résilience prête à confusion. Il se définit comme la capacité de soi-même à faire face, à transcender ou à supporter l'insupportable de manière à pouvoir la positiver. Je pense que les habitants du Sud n'ont pas eu besoin de l'initiative extérieure pour être résilients. Bon gré mal gré, ils étaient obligés de faire face, de subir les éléments et les événements. Par exemple, le fait de mélanger des cendres avec les pâtes de tamarin pour se nourrir ou bien de manger des bourgeons de *raketa* à peine mûrs constituent une forme extrême de résilience. Je pense que le meilleur moyen d'aider le grand Sud, en termes de sécurité alimentaire, serait de faciliter la circulation des personnes et des produits par la réhabilitation des infrastructures routières. Les Antandroy sont des gens extrêmement friands de grands espaces, qui aiment partir à l'aventure et pratiquer l'échange sur de grandes distan-

ces, contrairement à ce que l'on pense de leur attachement au terroir d'origine. La diversification des produits agroalimentaires est également importante, car traditionnellement, il n'y avait que les *apemba* (sorgho), la patate douce, le manioc et le maïs en saison humide. Mais nous remarquons que la population locale introduit peu à peu la production de légumes (tomates, oignons, etc.). Cela témoigne de son dynamisme et de sa soif de diversification. Il faudrait non pas offrir des aides alimentaires en tant que telles, mais des possibilités. Les développeurs et l'État central considèrent le *vahoaka* comme étant le facteur X n'ayant pas de caractère, mais que l'on peut façonner à volonté. Vous vous rendez bien compte que jusqu'à maintenant, les habitants du Sud sont réduits par les limites imposées par l'éloignement par rapport au centre de décision. Et vous pouvez constater la dépendance par rapport à certaines structures. Cela pose problème, si je n'évoque que le cas du Centre régional universitaire d'Ambovombe qui est trop inféodé à une structure et à une sphère de décision qui lui échappe. Le système était ainsi organisé. L'effectivité de la décentralisation pour l'ensemble de Madagascar est loin d'être acquise. Il est nécessaire de l'approfondir. Par ailleurs, le citoyen doit être inclus dans le système afin qu'il puisse répondre, réagir et composer par lui-même. Le rôle de l'État, quant à lui, est d'offrir des opportunités et non de prendre en main le destin de tout un chacun.

Abordons un sujet culturel et sociétal. Autrefois, être un *dahalo* était considéré comme une preuve de virilité et de sagacité au sein de sa communauté. Cet élément culturel serait-il la source de l'ampleur actuelle du phénomène dans le grand Sud? Selon vous, pourquoi l'État rencontre des difficultés à éradiquer ce fléau?

T.M. : À mon avis, trois hypothèses pourraient être à l'origine de ce fléau. D'une part, l'installation d'une société d'abatage et d'exportation de viande bovine dans la région Anosy. Cette hypothèse est vérifiée pour les cas des régions Ihorombe et Atsimo-Andrefana. D'autre part, les divers conflits sociaux, souvent liés aux problèmes fonciers et à l'injustice sociale, mènent à des vengeances sous forme de vol

de bovidés. Je mentionne aussi le cas des personnalités ou des familles riches manipulant des jeunes défavorisés à des fins de banditisme. Des personnalités politiques et des entrepreneurs connus sous le nom de *dahalo ambony latabatra* tirent profit du phénomène.

“
les divers conflits sociaux, souvent liés aux problèmes fonciers et à l'injustice sociale, mènent à des vengeances.

Dr. Tsibara Mbohoahy

H.A. : La culture liée à l'élevage et au vol de zébus est fortement ancrée dans les sociétés d'agro-éleveur du Sud : chez les Bara, les Mahafaly, les Karimbola et les Antandroy, mais aussi les Betsileo et les Sakalava de Menabe. La technicité et le savoir-faire liés à la protection, mais également à l'agression et au vol de bœufs, font partie intégrante des démarches « culturantes » qui façonnent l'individu. Cela fait partie d'une longue tradition liée aux rivalités inter-clanique et inter-lignagère qui existaient auparavant. Par ailleurs, le vol de bovidés, que ce soit à l'extérieur ou à l'intérieur même des clans (souvent auprès de son oncle utérin, le *renilahy*), peut également être le fait d'un jeune homme qui désire se marier ou juste montrer son savoir-faire. Il s'agit d'une coutume largement admise dans la région. Toutefois, il faut se dire que ces aspects un peu rituels d'antan ne correspondent plus à la réalité du vol de zébus actuellement. Le phénomène de vol de zébus d'aujourd'hui correspond à la logique d'un marché où le milieu urbain et la consommation de la viande bovine atteignent une ampleur que

le système d'élevage traditionnel ne parvient plus à satisfaire. D'où l'apparition des *dahalo ambony latabatra* pour alimenter ce circuit et l'amplification du côté dramatique du vol de bœufs qui s'accompagne de meurtres, d'assassinats, mais également de répressions aveugles de l'État à l'endroit des pauvres éleveurs qui, quelquefois, n'ont rien à avoir avec les phénomènes cités. Il en est ainsi des opérations « *Tsy mitsitsy* » ou « *Tsy minday mody* » dont les populations deviennent les victimes. Tout ceci démontre malheureusement l'existence d'un système de collusion et de corruption corrompant l'administration et les hautes sphères.

La bancarisation se situe comme une solution propice face au phénomène dahalo, pourtant, questionnés sur cette possibilité, les bouviers s'y refusent en général, en évoquant le caractère sacré de leurs bœufs. Comment donc concilier culture et développement, peut-on parler de résistance au changement?

T.M. : Jusqu'ici, il est encore inimaginable que les habitants de la région se détachent de leurs zébus et placent leur argent à la banque. Les raisons sont multiples pour ne citer que la capacité intellectuelle très limitée du fait de l'analphabétisation. Ils se méfient des différentes procédures de montage des dossiers. Il ne faut pas non plus occulter l'aspect culturel : l'élevage en grand nombre de bovidés est un signe de prestige et de fierté dans la société. À titre d'illustration, quand un événement familial survient, un bœuf est davantage considéré que l'argent. De manière très pratique : l'argent à la banque ne sera à leur disposition que durant les heures où les institutions seront ouvertes ; de plus, il y a la crainte des tracasseries administratives (signature, dossier...).

H.A. : La bancarisation est la logique d'une personne assise sur son bureau dans un milieu climatisé, ne pensant qu'à l'aspect économique. J'imagine mal qu'elle soit celle de grands éleveurs qui, au-delà de leur rapport avec leurs troupeaux et l'immensité de l'espace à parcourir pour aller vers les pâturages, passent leur temps à contempler leurs zébus. Ils emmènent les plus beaux spécimens sur le marché, juste pour les exposer en les proposant à des prix exorbitants pour que personne ne puisse

les acheter et les ramener au village avec fierté. D'ailleurs, je ne pense pas que le fonctionnement et les services offerts par les banques à Madagascar actuellement puissent leur être profitables. Les banques correspondent déjà à un certain milieu « urbain ». Je vois mal l'instauration d'une banque à Taritarika, à Sampona ou bien à Bemanerika en pleine brousse. Ces éleveurs sont-ils donc contre le développement? On en revient aux questions sur le type de développement et de société que nous voulons. Si le rapport avec le système bancaire constitue le cœur du développement, moi personnellement, je le refuse. La résistance ne part pas d'eux, mais de l'inadéquation de la solution proposée par rapport à ce qu'ils vivent, à leur vécu, à leurs valeurs et à leurs imaginaires. Il s'agit de deux mondes ontologiquement contradictoires, qui ne peuvent se rejoindre. Si un éleveur vit en ville dans un ranch à l'américaine et dans un grand bureau, gérant un troupeau avec des milliers d'employés, la bancarisation serait indispensable et même incontournable. Pour des gens qui vivent à la dimension de leur élevage, tel qu'il se pratique aujourd'hui, cela est impossible.

Comme nous l'avons constaté dans certains villages du grand Sud, les femmes jouent un rôle minime et sont réduites à des portions congrues dans leur communauté. Une politique du genre faisant de la femme une actrice active de développement sera-t-elle réalisable?

H.A. : Parler de la culture au singulier du grand Sud est un terme réducteur. Il n'y a pas plus dynamique que la culture Antandroy. Ces derniers se sont toujours adaptés dans la mesure de leur possibilité face aux opportunités offertes par notre société. Tout d'abord, comme je le disais précédemment, il n'y pas plus voyageurs que les Antandroy. On les retrouve partout à Madagascar. Cette réalité affecte non seulement la gent masculine, mais également les femmes et les enfants. Les femmes jouent un rôle non négligeable dans le rouage économique et domestique des Antandroy. Vous les voyez à Ambalavao-

Isotry en train de vendre des barres de fer alors que les hommes font de la collecte. Leur complémentarité est évidente. Elles ne sont pas en dehors de cette société, mais intégrées et la font fonctionner. D'ailleurs, bien nombreuses sont les actrices de la gent féminine qui se versent dans le milieu « moderne » en se plaçant en tant que journalistes ou intellectuelles. Donc, une mutation est en train de s'opérer, mais lentement et toujours dans cette optique de complémentarité en termes d'approche genre. Traditionnellement, je rappelle que tout ce qui concerne l'approvisionnement en nourriture tel que l'agriculture et la culture vivrière constitue des activités typiquement féminines. Dans l'An-

“
une mutation est en train de s'opérer, mais lentement et toujours dans cette optique de complémentarité en termes d'approche genre.

Hermerson Andrianetraza

droy, les hommes s'occupent du troupeau : en voilà encore une complémentarité. Cela explique davantage le fait que dans certains clans, beaucoup d'Antandroy tirent profit de la pratique de la polygamie pour intensifier leurs ressources. La situation de la femme n'est pas du tout facile, surtout pour celles qui restent au village, ne serait-ce que pour la charge essentielle qu'est l'approvisionnement en eau. De toute façon, cette société ne se pose même pas de question sur l'approche genre. La

démarche est plutôt orientée vers la cohésion familiale, le maintien de la cohésion lignagère et clanique. P

MINI-BIO

Dollyno Rasolosoa est actuellement membre du cabinet civil de la présidence de la République. Diplômé en Science politique et relation internationale de l'École hautes études internationales et politiques de Paris. Fervent patriote, il ambitionne de changer les pratiques politiques à Madagascar et aspire à une plus grande participation citoyenne à la vie publique. Le développement est son leitmotiv. **Haingo Ranaivosoa**, étudiante en science économique et membre de l'association Unis Vers Vinty Tana, prône l'idée que la volonté est la clé du possible. Elle estime que l'on ne peut pas réussir sans la volonté d'essayer. Diplômée en droit privé, option droit des affaires internationales de l'Université catholique de Madagascar (UCM) et actuellement en service auprès du Pôle anti-corruption (Pac) de Mahajanga, **Hanitrantenaina Clairemonde Fanoboha**, est une jeune magistrate qui aspire à une justice retrouvant ses lettres de noblesse et qui assume pleinement son rôle de contre-pouvoir. Convaincue que l'éducation citoyenne est également un gage de développement, elle est l'une des administratrices de Droit et Justice-Lalàna sy Fitsarana, une page Facebook dédiée à la vulgarisation des notions juridiques pour le citoyen lambda. Diplômée de la Faculté de droit et des sciences politiques (FDSP) d'Antananarivo, en droit privé et droit des affaires, **Hanta Malala Andriamamonjy** est une jeune magistrate de l'ordre judiciaire, sortante de l'École nationale de la magistrature et des greffes (ENMG). Elle a débuté sa carrière en tant que magistrat collaborateur auprès du service des Relations internationales de la Direction des Droits humains et des Relations Internationales du ministère de la Justice, en 2018. Actuellement, elle y occupe le poste de chef de service des Relations internationales. Le goût du travail et de l'effort, le respect de l'éthique et des règles déontologiques sont, pour elle, des valeurs qu'un bon magistrat doit avoir pour que la justice soit de nouveau respectable et respectée par tous.

Cet article est un compte-rendu du voyage d'études effectué par la XVIIe promotion du Youth Leadership Training Programme (YLTP), une initiative de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) à Madagascar, dans les régions Androy et Anosy. Sa production entre dans le cadre de cette formation.





Sur le marché de Beloha, dans l'Androy, les produits frais inondent les étals.

Gouvernance

Des communes sous perfusion

En plus des problèmes climatiques, de nombreuses communes dans le Sud font face à des difficultés administratives. Au milieu du marasme, les bonnes pratiques méritent de faire tache d'huile.

HILDA HASINJO

Mardi. Le marché hebdomadaire se tient dans la commune rurale de Beloha, chef-lieu du district du même nom. La ville s'éveille. À l'entrée, non loin de la route principale, le marché de zébus s'anime : les bétails circulent parmi les hommes drapés de leur lamba. Acheteurs et vendeurs s'y bousculent. Plus loin, les couleurs égayent les rues qui se sont transformées en un lieu de rencontres et d'échanges. Les villageois des fokontany environnants s'y rendent pour écouler leurs produits et font leur petite provision de la semaine.

RECETTES

Ce marché est l'un des plus grands du district de Beloha. À ce jour, il génère aussi le plus de recettes à la commune. « Nous avons eu l'appui des partenaires techniques et financiers afin de financer le recensement des commerçants et de les sensibiliser à s'acquitter des taxes s'y afférent. Cette initiative nous a permis d'augmenter considérablement nos ressources internes », confie Tsialahatse dit Velonandro, maire de la commune rurale. Les recettes de la commune sont passées de 12 à 25 millions d'ariary en à peine une année, grâce aux recettes générées par les deux marchés hebdomadaires de la commune. Le recensement effectué a permis à Beloha d'avoir une base de données fiables et de catégoriser les commerçants. Les transactions de zébus sont aussi sous contrôle. Les perceptions opérées permettent de payer le salaire des employés de la commune qui n'est plus endettée. Malgré cet indéniable succès, Beloha pourrait encore avoir plus de ressources à sa disposition. « Nous sommes en passe de prendre une délibération sur la perception des impôts fonciers et ceux sur les propriétés bâties. Nous sommes conscients que les temps sont durs pour tout le monde. Mais nous avons déjà mis en suspens cette démarche le temps que la crise passe. Maintenant, il faut avancer », avance le premier magistrat de la ville. S'il veut accroître les possibilités pour sa commune de jouir de plus d'infrastructures : routes, bâtiments publics..., il n'aura d'autres choix que de collecter les impôts sur les propriétés bâties.

IMPLIQUER LA POPULATION LOCALE

« Je ne peux pas me targuer d'avoir réussi cet exploit tout seul. Nous avons été appuyés par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) qui a doté la commune de nouvelles infrastructures, de matériels et de renforcement de capacité, qui, me semble-t-il, s'inclut dans le cadre d'un projet de relèvement des communes », explique Velonandro qui entame son deuxième mandat. De toute

évidence, cette commune qui fait son petit bonhomme de chemin dans son autonomie financière a su impliquer sa population locale dans toutes les démarches. La mise en place de la Structure locale de concertation (SLC) a accéléré le processus. « Les habitants se sentent davantage concernés par la gestion de leur ville et participent réellement aux processus. D'ailleurs, nous avons défini notre plan de développement déterminant les projets importants et les besoins de la communauté. Ce plan guide toutes nos actions », détaille-t-il. La SLC se réunit en session ordinaire deux fois par an. Si le besoin s'en fait sentir, elle est convoquée à une réunion extraordinaire. La résolution de cette structure est présentée au conseil communal pour être adoptée et appliquée dans la gestion de la cité. « La démarche fonctionne plutôt bien. Les projets émergent de l'aspiration de la population », s'enthousiasme le maire. La SLC est constituée de toutes les parties prenantes de la société : la société civile, la société religieuse et les partis politiques. Tous se concertent pour élaborer le plan de développement de la commune.

“
La subvention octroyée par l'État n'est pas suffisante pour effectuer des travaux importants

SUBVENTIONS

À 220 km de Beloha se trouve la commune rurale d'Androka. À l'opposé de la commune de Beloha, le décor y est moins gai. La ville semble tourner au ralenti. « Nous ne pouvons pas demander aux commerçants de s'acquitter de leurs taxes alors qu'ils sont victimes du kere. Avec ce qu'ils vendent en ville, ils arrivent à peine à acheter de quoi nourrir leur famille. Comme il n'a pas plu depuis un moment chez nous, les produits agricoles – seules sources de revenus de la population – se font rares », explique Tolojanahary Ansème Dinake Mahasambotse, un peu amer. Il est le maire de la commune rurale d'Androka. Cette commune vit sous perfusion. Elle tourne tant bien

que mal grâce aux subventions de l'État, qui constituent pratiquement son unique source de revenus. « Nous essayons de convaincre la population de contribuer à la hauteur de sa capacité, mais cela reste difficile. En connaissance de cause, nous ne pouvons que nous résigner au fait qu'ils ne paient ni taxes ni impôts. Nous devons jongler avec le peu de fonds dont nous disposons pour payer les arriérés de la commune. Nous croulons sous les dettes », déplore notre interlocuteur. La subvention octroyée par l'État n'est pas suffisante pour effectuer des travaux importants, même si la somme a été révisée à la hausse dernièrement. La commune ne reçoit que 25 millions d'ariary, par rapport à 15 millions d'ariary auparavant.

OTAGES

La possibilité de percevoir les impôts fonciers et ceux sur les habitations n'est même pas envisageable pour ce maire qui pense déjà à son prochain mandat. « Vous croyez qu'un candidat qui a fait payer autant d'impôts à la population recevrait une seule voix aux prochaines élections ? », lance-t-il. Le cas de la commune d'Androka est loin d'être isolé. À Itampolo, une commune qui reçoit de nombreux touristes en temps normal, l'administration ne peut répondre aux besoins de la population, tant ses ressources sont minces. La crise sanitaire mondiale n'a pas amélioré la situation. Faute d'arrivées des touristes, la commune est lourdement handicapée. Plus loin, dans la commune Ifotaky, dans la région Anosy, la même situation se répète et se perpétue. Le budget des régions n'est pas non plus assez conséquent pour reesoudre les problèmes de chaque commune. « Nous sommes dotés de deux milliards d'ariary par an. Cette somme nous servira à construire les routes dans les communes. Elle ne sera jamais suffisante pour tout ce qui est à faire dans ma région », nous confie, un peu résigné, Soja Tsimandilatse Lahimaro, le gouverneur de la région Androy. Pourtant, dans le Sud, beaucoup, sinon tout est à faire. Cette partie du pays est tellement en retard que tout est devenu prioritaire. P

Portrait

Liamare : les difficultés au féminin

La vie est dure pour tout le monde, elle l'est encore plus pour les femmes dans l'Androy. Rencontre avec Liamare, une femme de Maroalopoty.

ANDRY RIALINTSALAMA

Maroalopoty est une localité sise à une vingtaine de kilomètres à l'est d'Ambovombe, le chef-lieu de la région Androy. À une centaine de mètres de la mairie se trouve une dizaine d'abris construits avec quelques piliers et de branchages au milieu d'une haie de cactus. À notre venue, c'est l'effervescence. Plusieurs dizaines d'enfants et quelques femmes nous regardent avec curiosité et appréhension. Liamare, avec un enfant dans les bras, a accepté de partager son vécu.

NORMES

Liamare devrait avoir 27 ans, mais elle affirme ne pas connaître son âge. En temps normal, elle loue une parcelle à un métayer pour y cultiver manioc, patate douce et maïs, en échange de la moitié des récoltes. Toutefois, à cause de la sécheresse prolongée, ses tentatives de culture ont échoué. Pour joindre les deux bouts, elle se débrouille comme elle peut. « Des fois, je vais sur la plage pour récupérer des bouts de filets jetés par la mer. Quand il y en a suffisamment, j'en fabrique des cordes que je vends au marché », explique-t-elle.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande un minimum vital de deux litres d'eau par jour et par personne pour répondre aux besoins fondamentaux d'hydratation et d'hygiène personnelle. Une norme bien au-delà du quotidien de Liamare et de ses enfants. Ce jour-là, il lui a fallu une demi-journée de marche pour ramener un bidon de 20 litres d'eau d'Ankoba, le point d'eau le plus proche de chez elle. « Mes enfants ont pu boire un peu après l'école et j'ai pu cuire un peu de riz », continue Liamare.



PANOPLIE DE STRATÉGIES

Dépourvue de toutes ressources, Liamare dépend entièrement des aides d'urgences. Elle figure parmi les bénéficiaires du *Tosika vonjy aina*, une aide financière de 100 000 ariary versée mensuellement par le Programme alimentaire mondial (Pam). La totalité de cette aide a servi à nourrir ses cinq enfants, tous en bas âge. « Il n'y a plus rien ici, les champs sont secs, même les raketamena (cactus rouge) ne donnent plus de fruits. Mes enfants doivent manger. Heureusement qu'un épicier a accepté de me donner du riz à crédit, même si je dois le payer un peu plus cher. Je dois rembourser avec intérêts à chaque paiement », explique-t-elle. Ainsi, en six mois d'aide financière,

Liamare a pu se permettre le luxe d'acheter une marmite, deux assiettes et une cuillère pour chaque membre de la famille. Auparavant, elle devait emprunter des ustensiles à ses voisins les fois où elle trouvait de quoi mettre sur le feu.

Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) analyse de façon scientifique l'impact de la sécheresse sur les familles : notée en phase 1, la situation normale, à la phase 5, la catastrophe. La commune de Maroalopoty dans laquelle Liamare réside est classée IPC phase 4, c'est-à-dire en situation d'urgence. Une panoplie de stratégies a été adoptée par la population pour y faire face. Vente de cheptel, d'ustensiles de cuisine, vente de terre, mendicité, migration... la liste est longue. Liamare n'a pas accès à ces recours. D'un air gêné, elle a fouillé dans ses poches et sort timidement un billet de 500 ariary. « C'est tout ce qui me reste. Cela ne suffit même pas à acheter un bidon d'eau », soupire-t-elle. Liamare raconte qu'il lui arrive de louer son corps. « Je n'ai pas de mari, mais des hommes viennent me voir. Certains me font des enfants et repartent. D'autres restent, mais je ne les retiens pas ». Ainsi, elle élève seule cinq enfants issus de pères différents. Malgré tout, Liamare n'envisage pas de quitter son village. Seule et disposant de peu de qualifications, elle préfère souffrir près des siens qu'ailleurs. Elle dispose actuellement de quelques poulets qu'elle espère revendre pour acquérir des chèvres. « Plus tard, j'aimerais bien avoir des zébus, ainsi, mes enfants ne souffriront plus lors des kere », conclut-elle. **P**

La troisième vague, en Afrique

Jusqu'à présent, rien n'indique que l'humanité sera en mesure de maîtriser la crise climatique qu'elle a déclenchée. Nous devrons probablement nous préparer à un réchauffement planétaire de trois à quatre degrés. Dans 200 ans, on se demandera comment nous avons pu troquer un équilibre finement établi depuis des millions d'années contre un avenir qui nous prive de nos propres moyens de subsistance. Bien que l'Afrique compte 14% de la population mondiale, elle ne contribue qu'à 5% des émissions de CO₂ au niveau planétaire. Heureusement, ce continent ne s'est pas industrialisé de la même manière que les suppôts modèles du Nord, que de larges pans de son économie sont déconnectés des chaînes de valeurs internationales. Heureusement que seule une classe supérieure privilégiée a les moyens suffisants pour acheter des SUV, qu'une grande partie des petits agriculteurs du continent continue à produire de manière entièrement biologique, que les rêves de degrowth ou décroissance de la mode occidentale sont déjà une réalité en Afrique et qu'on y a encore une vision honnête de l'adage selon lequel la terre n'est qu'empruntée à ses propres enfants.

Mais le continent paie un prix très élevé pour le modèle de vie des autres. Sous l'effet des émissions provenant du Nord, de vastes étendues de terre deviennent inutilisables pour la production alimentaire, les tempêtes et les inondations se multiplient et d'importantes ressources maritimes s'amenuisent. Les conséquences du changement climatique sont très concrètes en Afrique et méritent bien une référence aux dimensions historiques. Après la colonisation et les programmes d'ajustement structurels des années 1980, le changement climatique représente la troisième vague de changements induits de l'extérieur en Afrique. Le continent est entraîné dans une lutte pour des terres arables ou pâturages fertiles, ainsi que pour l'accès à l'eau, une lutte qui risque de devenir aussi inquiétante que les expressions faciales des présentateurs de journaux télévisés occidentaux.

Pourquoi ne pas qualifier les émissions de CO₂ du Nord de crimes contre l'humanité ? La pression pour une transformation afin de faire face au changement climatique augmente de façon exponentielle chaque année, même en Afrique. La pression exercée sur les pays africains pour qu'ils s'adaptent dans des domaines traditionnels, tels que les droits humains, la liberté des médias ou les conditions d'investissement est aujourd'hui énorme. Chaque consultation récurrente gouvernementale peut en témoigner. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est l'argument selon lequel l'Afrique doit enfin apporter sa contribution afin de faire face à la crise climatique. Indépendamment de la question de savoir qui est responsable de la crise climatique, cela exige des gouvernements du continent qu'ils résolvent la quadrature du cercle : ils sont confrontés à d'énormes défis économiques et sociaux qui sont mesurables en matière



d'ODD, ils doivent réduire la pauvreté structurelle, offrir des possibilités d'éducation, nourrir un milliard de personnes supplémentaires d'ici 2050, offrir aux jeunes une numérisation de base et des perspectives économiques, empêcher l'immigration, adopter les philosophies LGBTIQ occidentales et doivent aussi à présent faire de leur mieux pour trouver une voie directe vers un développement sans émissions.

L'Afrique est loin de disposer de suffisamment de capitaux, de temps, d'énergie ou de contrôle sur la destinée de son propre territoire pour pouvoir mettre en œuvre tout cela simultanément. Les décideurs allemands et européens aiment surenchérir en appelant à un partenariat avec l'Afrique sur un même pied d'égalité, à un véritable nouveau départ dans les relations bicontinentales. Cela est peut-être populaire, mais une discussion honnête sur le déséquilibre fondamental des relations politiques et économiques entre les deux continents n'a pratiquement jamais lieu. Compte tenu de l'impact du changement climatique pour l'Afrique, cette situation est non seulement dévastatrice, mais aussi une occasion manquée.

Alors que la coopération gouvernementale pour le développement tente d'atténuer les symptômes causés par d'autres politiques, il est de notre devoir en tant que fondation politique - en tant que structure hybride errant entre les mondes - de justement créer cet espace de dialogue, nécessaire pour relever les défis du XXI^e siècle qui est, certes, mondialisé en termes de communication, mais qui se distingue par d'énormes forces centrifuges politiques. Dans ce contexte, une coopération et un accord au niveau international sont plus que jamais nécessaires.

En Afrique, le débat sur une transformation socio-écologique tente de corriger ou de prévenir les erreurs commises par les sociétés occidentales et leurs modèles de production. Certains pays ont déjà commis ces erreurs et ont, par exemple, massivement investi dans la production d'énergie fossile, tandis que d'autres sont confrontés à une réorientation fondamentale de leur voie de développement.

Des gouvernements africains tergiversent parfois de la même manière qu'en Europe, mais le potentiel constructif des sociétés africaines est énorme. Éveiller ce potentiel, le promouvoir et l'intégrer dans des alliances qui rendent possibles des corrections de cap nécessaires, font partie du champ d'action central de la Friedrich-Ebert-Stiftung en Afrique. L'objectif est d'éliminer la contradiction entre le droit au développement et les besoins de la protection du climat. La réussite de la modernisation de l'agriculture, de l'industrialisation écologique et de la transformation des systèmes énergétiques est constamment liée à la question des gagnants et des perdants dans ce processus ; elle est liée à la question du sérieux avec lequel un dialogue honnête, démocratique et participatif peut réellement être mené en et avec l'Afrique. Il semble qu'il y ait encore un long chemin à parcourir. **P**

Constantin GRUND

politikā



VIVONS
LA POLITIQUE
DIFFÉREMMENT